

CENTRE DE FORMATION DES MAIRES ET ÉLUS LOCAUX

SPECIAL BUDGET 2008



Maison des Élus - Mas d'Alco - 1977 avenue des Moulins - 34080 MONTPELLIER Cedex
Téléphone : 04 67 67 60 06 Télécopie : 04 67 67 75 16
E-mail : cfmel@cfmel.fr - Internet : www.cfmel.fr

2008 verra de nouveaux conseils municipaux s'installer dans un cadre législatif plus complexe et d'autres rapports financiers avec l'État.

*Le contrat de croissance et de solidarité entre l'État et les collectivités territoriales, en vigueur depuis 1996, est remplacé par un contrat de stabilité qui limite la progression des concours de l'État à celle de l'inflation (à laquelle s'ajoutait auparavant **33 %** de la croissance du PIB).*

*La dotation globale de fonctionnement reste toutefois indexée, comme auparavant, sur l'inflation et **50 %** de la croissance du PIB, soit, après régularisation, une progression de + **2,08 %**. De nouvelles exonérations de taxe professionnelle ont été créées.*

Enfin, la réforme des taxes communales sur la publicité permettra peut être d'abonder un peu plus les recettes des collectivités.

Jacques MUSCAT
Directeur du Centre de Formation
des Maires et Élus Locaux

AUTEUR : Jacques MUSCAT

Légende :  Nouveauté 2008

VOTE DU BUDGET	P 5
1. VOTE DES TAUX DES COMMUNES.....	P 6
2. REVALORISATION DES VALEURS LOCATIVES FONCIERES.....	P 12
3. VOTE DES TAUX DES COMMUNAUTES DE COMMUNES.....	P 13
4. EXONERATIONS DE TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES NON BATIES.....	P 21
5. EXONERATIONS, DEGREVEMENTS OU ABATTEMENTS DE TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES.....	P 24
6. IMPOSITION DES IMMEUBLES APPARTENANT AU DOMAINE PUBLIC.....	p 30
7. REFORME DE LA TAXE D'HABITATION.....	p 30
8. ABATTEMENTS DE TAXE D'HABITATION.....	P 30
9. EXONERATIONS OU DEGREVEMENTS DE TAXE D'HABITATION.....	P 31
10. COMPENSATIONS DES ALLEGEMENTS OU PERTES DE TAXE PROFESSIONNELLE.....	P 32
11. REFORME DE LA TAXE PROFESSIONNELLE.....	P 35
12. IMPOSITION DE FRANCE TELECOM.....	P 36
13. PLAFONNEMENT DE LA TAXE PROFESSIONNELLE EN FONCTION DE LA VALEUR AJOUTEE, COTISATION MINIMALE, COTISATION NATIONALE DE PEREQUATION.....	P 36
14. EXONERATIONS DE TAXE PROFESSIONNELLE.....	P 41
DOTATIONS	P 53
15. POTENTIEL FINANCIER.....	P 54
16. POTENTIEL FISCAL.....	P 54
17. EFFORT FISCAL.....	P 55
18. NOUVELLE ARCHITECTURE DE LA DGF.....	P 55
19. DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT.....	P 56
20. DOTATION DE DEVELOPPEMENT RURAL.....	P 65
21. FONDS DEPARTEMENTAL DE PEREQUATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE.....	P 65
22. DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION.....	P 69
23. DOTATION SPECIALE INSTITUTEUR.....	P 70
24. DOTATION ELUS LOCAUX.....	P 71
25. DOTATION DE RECENSEMENT.....	P 71
26. DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT.....	P 72
27. FONDS DE COMPENSATION DE LA TVA.....	P 75
28. FONDS D'AIDE AU RELOGEMENT D'URGENCE.....	P 78
RECETTES	P 79
29. T L E.....	P 80
30. TAXE SUR LES EMPLACEMENTS PUBLICITAIRES FIXES ET LES AFFICHES.....	P 81
31. TAXE SUR LES PYLONES ELECTRIQUES.....	P 84
32. TAXE SUR L'ELECTRICITE.....	P 85
33. REDEVANCE COMMUNALE DES MINES.....	P 86
34. TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES.....	P 87
35. TAXE SUR LES ACTIVITES POLLUANTES.....	P 88
36. REDEVANCE D'ORDURES MENAGERES.....	P 88
37. MAJORATION DE LA VALEUR LOCATIVE CADASTRALE DES TERRAINS SITUES EN ZONE URBAINE DES PLU, CARTES COMMUNALES ET PSMV.....	P 89
38. TAXE DE SEJOUR.....	P 90
39. CONTRIBUTION VISANT A L'ELIMINATION D'IMPRIMES GRATUITS.....	P 92
40. PARTICIPATION POUR NON REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT.....	P 93
41. AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE.....	P 93
42. TAXE ANNUELLE SUR LES LOGEMENTS VACANTS.....	P 93
43. TAXE COMMUNALE SUR LES ACTIVITES COMMERCIALES NON SALARIEES SAISONNIERES.....	P 94
44. FONDS D'AMORTISSEMENT DES CHARGES D'ELECTRIFICATION.....	P 94
45. TRAVAUX D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT.....	P 94

46.	FONDS NATIONAL DE L'EAU.....	P 95
47.	BOUCLIER FISCAL	P 95
48.	TAXE SUR LES DECHETS	P 95
49.	TAXE D'HABITATION DES RESIDENCES MOBILES	P 96
50.	VALEUR LOCATIVE PLANCHER EN CAS DE REPRISE D'IMMOBILISATIONS.....	P 96
51.	TAXE SUR LES INSTALLATIONS DE PRODUCTION D'ELECTRICITE	P 97
52.	SURTAXE SUR LES EAUX MINERALES	P 97
53.	AMENDES DE POLICE	P 97
54.	TAXE SUR LES CESSIONS DE TERRAINS A BÂTIR	P 98
55.	TAXE SUR LES APPAREILS AUTOMATIQUES	P 98
56.	TAXE SUR LES FRICHES COMMERCIALES	P 99
57.	TAXE ADDITIONNELLE AUX DROITS D'ENREGISTREMENT	P 99
58.	PARTICIPATION EN REMBOURSEMENT DES FRAIS D'OPERATIONS DE SECOURS ..	P 99
59.	VERSEMENT TRANSPORT.....	P 100
60.	FONDS DE SOLIDARITE CATASTROPHES NATURELLES.....	P 100
61.	COMPENSATION DES TRANSFERTS DE COMPETENCES.....	P 100
62.	TAXES SUR LES SPECTACLES.....	P 100
DEPENSES		P 101
63.	CONTINGENT COMMUNAL D'AIDE SOCIALE	P 102
64.	INDEMNITES DES ELUS ET FISCALISATION	P 103
65.	CONTRIBUTION DES COMMUNES EN CONTREPARTIE DES MISSIONS D'AIDE TECHNIQUE A LA GESTION COMMUNALE CONFIEES AUX DDE	P 107
66.	TVA SUR LES PRESTATIONS DE BALAYAGE DES VOIES PUBLIQUES	P 109
67.	FONDS NATIONAL D'AIDE AU LOGEMENT ..	P 109
68.	AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE ..	P 109
DISPOSITIONS DIVERSES		P 110
69.	ACCES AUX REGISTRES D'ENREGISTREMENT.....	P 111
70.	MONTANT DES FRAIS DE COPIE D'UN DOCUMENT ADMINISTRATIF.....	P 111
71.	CONTRIBUTION DE RECYCLAGE DES PRODUITS TEXTILES.....	P 111
72.	PLUS VALUES IMMOBILIERES	P 111
73.	TAXE SUR LES SALAIRES	P 112
74.	BAUX EMPHYTEOTIQUES	P 112
75.	CATASTROPHES NATURELLES	P 112
TECHNIQUE BUDGETAIRE		P 113
76.	RECOUVREMENT DES DETTES PAR LES COMPTABLES DU TRESOR	P 114
77.	PLACEMENT DES FONDS LIBRES DES COLLECTIVITES.....	P 115
78.	REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS AU BUDGET PRIMITIF.....	P 115
79.	DEPENSES D'INVESTISSEMENT.....	P 115
80.	DEPENSES IMPREVUES.....	P 116
81.	MODIFICATION EN JOURNEE COMPLEMENTAIRE.....	P 116
82.	PIECES JUSTIFICATIVES DES PAIEMENTS.....	P 116
83.	IMPUTATION COMPTABLE EN SECTION D'INVESTISSEMENT.....	P 116
84.	REGIME DES TITRES DE RECETTES.....	P 117
85.	ADMISSION EN NON-VALEUR DES TAXES D'URBANISME.....	P 117
86.	PAIEMENT PAR CHEQUE.....	P 118
87.	ENGAGEMENT DES DEPENSES.....	P 118
88.	AUTORISATION DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT.....	P 119
89.	INFORMATION DES HABITANTS.....	P 119
90.	MESURES BUDGETAIRES ET COMPTABLES.....	P 123
91.	INSTRUCTION COMPTABLE M 14.....	P 126
ANNEXES		P 131
STATISTIQUES		P 133



VOTE DU BUDGET

1. VOTE DES TAUX DES COMMUNES

**Articles 1636.B sexies, 1636.B septies. Code Général des Impôts
Loi de Finances pour 2003, Art 31 (JO, 30/12/2002, p 22 030)**

Les taux des communes doivent être notifiés au Directeur des services fiscaux avant le 30 mars 2007.

1. Taux de la taxe professionnelle :

Il peut être augmenté dans la limite de 1 fois et demi :

- la variation du taux moyen pondéré des trois autres taxes :

$$\frac{\text{PRODUIT ATTENDU DES 3 TAXES POUR 2008}}{\text{PRODUIT ASSURE DES 3 TAXES POUR 2008 (1)}} = \text{COEFFICIENT DE MAJORATION DE LA TP}$$

- la variation du taux de la taxe d'habitation, si elle est moindre :

$$\frac{\text{TAUX TAXE D'HABITATION CHOISI POUR 2008}}{\text{TAUX TAXE D'HABITATION EN 2007}} = \text{COEFFICIENT DE MAJORATION DE LA TP}$$

On obtient le taux maximum de la taxe professionnelle autorisé pour 2008, avant application de la majoration spéciale, en multipliant le taux de la taxe professionnelle voté en 2007 par le plus faible des deux coefficients de majoration, multiplié au maximum par **1,5**.

Une commune dont les impôts sur les ménages ou le taux de TH augmentent en 2008 de **2 %** pourra augmenter sa TP de **3 %**.

Il doit être diminué dans une proportion au moins égale à la diminution de la TH, ou à celle du taux moyen pondéré des 3 autres taxes, soit dans la proportion la plus importante lorsque ces 2 taux sont en baisse.

2. Majoration spéciale du taux de la taxe professionnelle :

La majoration spéciale de la taxe professionnelle permet de retenir un taux plus élevé que celui applicable, sous trois conditions :

- ⇒ - le taux maximum de la taxe professionnelle obtenu avant majoration spéciale doit rester inférieur à la moyenne nationale de 2007 (soit : **15,31 %**).
- ⇒ - le taux moyen pondéré des trois autres taxes adopté par la commune en 2007 doit être au moins égal au taux moyen pondéré constaté en 2007 de ces trois taxes pour l'ensemble des communes au plan national (pour 2008, moyenne nationale de 2007 : **16,04 %**).
- le coefficient de **1,5** d'augmentation du taux de TP n'a pas été appliqué.

(1) Etat 1259 MI : bases estimées des 4 taxes pour 2008 x taux de 2007

La commune ne pourra appliquer la majoration spéciale en 2008 que si, satisfaisant à la première condition, elle satisfait aussi à la deuxième :

$$\Rightarrow \frac{\text{SOMME DES PRODUITS 2007 DE TH + TFPB + TFPNB}}{\text{SOMME DES BASES 2007 DE TH + TFPB + TFPNB}} = \text{inférieur à } \mathbf{16,04\%}$$

Lorsque la majoration spéciale peut être appliquée légalement par le conseil municipal, son taux est de **5 %** du taux moyen national de la taxe professionnelle en 2006, soit :

$$\Rightarrow \mathbf{15,31\% \times 5\% = 0,77\%}$$

3. Taxe foncière sur les propriétés non bâties :

***Article 1636.B sexies, Code Général des Impôts
Loi de Finances pour 1988, Art 77 (JO, 31/12/1987, p 15 497)
Loi de Finances pour 1993, Art 100 (JO, 31/12/1992, p 18 058)***

Le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties ne peut augmenter plus, ni diminuer moins que celui de la taxe d'habitation.

Les deux taxes sont désormais liées par le même coefficient de variation :

$$\frac{\text{TAUX TFPNB CHOISI POUR 2008}}{\text{TAUX TFPNB EN 2007}} = \text{COEFFICIENT DE MAJORATION DE LA TH}$$

En cas de diminution du taux de la taxe d'habitation, le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties devra être baissé dans les mêmes proportions au moins.

En cas d'augmentation du taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, le taux de la taxe d'habitation devra être augmenté d'autant.

Lorsque le taux de la TFPNB reste identique, le taux de la TH peut alors être augmenté.

4. Taux plafonds :

La commune ne peut dépasser les taux plafonds pour chaque taxe.

4.1 Taxe d'habitation et taxes foncières :

Les taux ne doivent pas dépasser **2,5** fois la moyenne nationale des taux communaux de 2007 (ou **2,5** fois la moyenne départementale si elle est supérieure).

4.2 Taxe professionnelle :

Le taux de la TP ne doit pas dépasser **2 fois** la moyenne nationale de 2007.



TAXES	TAUX MOYENS NATIONAUX		TAUX PLAFONDS	
	2006	2007	2006	2007
TH	14,45	14,48	36,13	36,20
TFPB	18,53	18,60	46,33	46,50
TFPNB	44,20	44,43	110,50	111,08
TP	15,70	15,80	31,40	31,60



TAXES	TAUX MOYENS HERAULT		TAUX PLAFONDS	
	2006	2007	2006	2007
TH	17,43	17,48	43,58	43,70
TFPB	25,33	25,42	63,33	63,55
TFPNB	74,51	74,77	186,28	186,93
TP	21,70	21,77	31,40	31,60 (national)

Ces taux ont été mis en ligne dès le mois de janvier sur le site : www.minefi-gouv.fr

5. Analyse des taux :

Pour l'année 2008, le conseil municipal devra comme par le passé choisir de fixer les taux des différentes taxes à partir des taux de référence 2007, selon la méthode suivante :

5.1 Détermination du produit fiscal global :

Le conseil municipal choisit le produit fiscal global attendu pour 2008 (déduction faite des compensations financières de l'Etat prévues sur l'état 1259 Ml) qui permettra d'équilibrer les dépenses de la commune.

5.2 Variation proportionnelle des 4 taux :

Dans ce cas, les taxes augmentent de façon identique par application du coefficient de variation proportionnelle suivant :

$$\frac{\text{PRODUIT FISCAL ATTENDU EN 2008}}{\text{PRODUIT FISCAL ASSURE EN 2008}} = \text{COEFFICIENT DE VARIATION PROPORTIONNELLE}$$

$$\text{TAUX DES 4 TAXES} \times \text{CVP} = \text{TAUX 2008}$$

Lorsqu'un des 4 taux obtenu dépasse le taux plafond, le conseil municipal doit pratiquer la variation différenciée. Les 4 taux peuvent toujours varier proportionnellement à la baisse.

5.3 Variation différenciée :

La variation différenciée permet au conseil municipal de moduler le taux de chaque taxe par rapport aux autres, étant entendu que le taux de la taxe professionnelle et de la taxe foncière sur les propriétés non bâties sont tributaires des taux des autres taxes **(2)**.

5.3.1 Fixation du taux de la taxe d'habitation :

Le taux de la taxe d'habitation conditionne celui de la taxe professionnelle (dans la mesure où le coefficient de variation de la TH est plus faible que le coefficient de variation proportionnelle des trois autres taxes) et le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties.

Le taux de la taxe d'habitation est librement fixé par le conseil municipal dans la limite du taux plafond.

5.3.2 Taux maximum de la taxe professionnelle :

Le taux maximal de la taxe professionnelle est égal à :

$$\text{TAUX DE TP DE 2007} \times \text{LE PLUS FAIBLE DES 2 COEFFICIENTS : COEFFICIENT DE VARIATION PROPORTIONNELLE (OU COEFFICIENT DE VARIATION DE LA TH)} \times 1,5$$

La majoration spéciale se calcule aux conditions indiquées au **(2)**.

"Le taux définitif de la taxe professionnelle peut bien sûr être inférieur au taux maximum".

(2) sauf cas d'application du 5.3.4

5.3.3 Taux des taxes foncières :

Le taux de la taxe d'habitation étant fixé, de même que le taux maximum de la taxe professionnelle après majoration spéciale, le conseil municipal peut déduire le produit à réclamer aux taxes foncières, de la façon suivante :

$$\text{PRODUIT FISCAL GLOBAL} - \text{PRODUIT DE LA TH} = \text{PRODUIT A RECLAMER} \\ \text{ET DE LA TP} \qquad \qquad \qquad \text{AUX TFPNB ET TFPB}$$

Les taux des deux taxes foncières sont ensuite fixés dans le respect des principes suivants :

- le taux de la TFPNB ne peut augmenter plus, ou diminuer moins que celui de la TH,
- les taux doivent permettre d'obtenir le produit fiscal à réclamer,
- l'évolution des deux taxes s'effectue dans le respect des taux plafonds.

5.3.4 Assouplissement de la liaison entre les taux :

Loi de Finances rectificative pour 1988, Art 17 (JO, 30/12/1988, p 16 628)

Loi de Finances pour 1997, Art 120 (JO, 31/12/1996, p 19 490)

Loi de Finances pour 2005, Art 103 (JO, 31/12/2004, p 22 499)



1. Depuis 1989, il est possible de baisser le taux de la TH, TFPB, TFPNB jusqu'au niveau du taux moyen national de la taxe de l'année précédente (TH : **14,48 %**, TFPB : **18,60 %**, TFPNB : **44,43 %**) ou du taux de la TP de la commune s'il est plus élevé, sans que ces diminutions entraînent une variation à la baisse des autres taux.
2. Si ceci n'est pas applicable, le taux de la TH peut encore être diminué depuis 1997 jusqu'au niveau du taux moyen national pour la même catégorie de communes, si le taux de TP 2007 est inférieur au taux moyen national, sans que cette diminution entraîne une variation à la baisse des autres taux.
3. Lorsque les communes appliquent cette disposition au titre d'une année, la hausse possible du coefficient de variation de la TH ou du taux moyen pondéré des impôts des ménages est diminuée de **50 %** pendant les trois années suivantes pour le calcul des taux (variation différenciée).
4. Lorsqu'une augmentation réduite de moitié a été faite sur le taux de la TP et de la TFPNB, une baisse des taux n'est plus possible pendant les trois années suivantes.
5. Depuis 2005, les communes et EPCI à fiscalité propre peuvent diminuer leur taux de TP dans une proportion au moins égale à la moitié, soit de la diminution du taux de TH ou de celle du taux moyen pondéré de la TH et des taxes foncières, soit de la plus importante de ces baisses. Lorsqu'il est fait application de cette diminution les dispositions du 3 et 4 sont applicables.

6. Renseignements de l'Administration :

6.1 L'état 1259 MI :

Cet état prérempli par les services fiscaux contient :

- les taux moyens indiqués ci-dessus (4.2)
- vos bases d'imposition estimées pour 2008 et, pour la taxe professionnelle diminuée d'une partie de la fraction "salaires".

- les taux appliqués par votre commune en 2007
- les produits assurés pour 2008 (bases 2008 x taux 2007)
- les taux plafonds de 2008
- les compensations financières auxquelles votre commune a droit en 2008 au titre de :
 - la compensation pour plafonnement des taux à **2,5** fois la moyenne départementale ou nationale,
 - la compensation pour plafonnement de la taxe professionnelle à **2** fois la moyenne nationale,
 - la compensation de l'abattement de **16 %** des bases de taxe professionnelle décidée en 1987,
 - la compensation pour la réduction de **50 %** de base des établissements nouvellement créés,

Ces 4 dotations constituent la "**DCTP**" (Dotation de compensation de la taxe professionnelle)

- la compensation part "salaires" dans les bases de la taxe professionnelle (intégrée dans la DGF),
- la compensation pour exonération dans les zones d'aménagement du territoire.

6.2 L'état 1259 MI ter :

Cet état établi par les services fiscaux vous permet de mesurer parmi les variations de la matière imposable (bases) entre 2007 et 2008, la part imputable aux revalorisations des valeurs locatives foncières prévues par la Loi de Finances pour 2008, et la part imputable aux variations physiques de la matière imposable (constructions, agrandissements, démolitions, réductions d'activités, etc...).

6.3 L'état 1288 M :

Cet état permet de mesurer les prélèvements d'impôt opérés par les différentes collectivités.

7. Avances de fiscalité :

Loi de Finances rectificative pour 2001, Art 37-II (JO, 29/12/2001, p 21 133)

Les communes reçoivent des avances sur la perception de leurs impôts locaux par douzièmes mensuels.

Depuis 2002, les EPCI à fiscalité additionnelle nouvellement créés perçoivent des avances avant de voter leur premier budget.

Ces avances sont calculées en appliquant aux bases des communes membres le taux moyen national d'imposition à chaque taxe des communautés de communes à fiscalité additionnelle.

Le montant ainsi versé est ensuite régularisé en fonction du produit réellement voté par l'EPCI.

8. Imposition de FRANCE TELECOM à la taxe foncière sur les propriétés bâties :

Loi de Finances rectificative pour 2003, Art 29 (JO, 30/12/2002, p 22 029)

Les collectivités sièges d'établissements de FRANCE TELECOM bénéficient de nouvelles bases d'imposition depuis 2004.

L'Etat ne compensera pas ces pertes de recettes fiscales sur son budget.

Depuis 2003, les collectivités encaissent donc un surplus fiscal provenant de ces nouvelles bases.

2. REVALORISATION DES VALEURS LOCATIVES FONCIERES

Loi de Finances pour 2008, Art 77 (JO, 27/12/2007, p 21 229)

- En 2008, des coefficients de majoration des valeurs locatives foncières s'appliqueront encore aux taux suivant selon l'évolution du taux prévisionnel de l'inflation :

⇒ - PROPRIETES BATIES (habitations, commerces, ...)	:	1,016
- PROPRIETES NON BATIES	:	1,016
- IMMEUBLES INDUSTRIELS (évalués selon la méthode comptable)	:	1,016

Les coefficients forfaitaires de 2008 s'appliquent aux valeurs locatives pour l'assiette des quatre taxes et des taxes annexes (TEOM par exemple).

La progression des bases d'imposition et du produit fiscal en 2008 sera donc la suivante :

Supposons une commune dont la somme des bases d'imposition à la taxe d'habitation s'élevait à 10 671 € en 2007 et qu'il n'y ait pas d'évolution de la matière imposable en 2008.

- En 2007, la commune obtenait le produit suivant, compte tenu du taux voté par le Conseil Municipal (10 %)

$$10\ 671\ € \times 10\ \% = 1\ 067\ €$$

- En 2008 elle obtiendra, si le même taux est maintenu :

$$10\ 671\ € \times 1,016 = 10\ 841,73\ €$$

La progression de la base s'établit à : 1,6 %

- **Produit 2008 :**

$$10\ 841\ € \times 10\ \% = 1\ 084,10\ €$$

Soit une progression en produit fiscal de 1,6 %

- **Pour le foncier bâti, la progression s'établira à 1,6 %.**

- **Pour le foncier non bâti, la progression s'établit à 1,6 %**

"Les Conseils Municipaux devront tenir compte de ces pourcentages lors du vote de leurs taux".

- Les caractéristiques physiques ou d'environnement des immeubles bâtis ou non bâtis sont prises en compte si elles entraînent une modification de plus de **1/10^{ème}** de la valeur locative foncière. Les communes et EPCI peuvent limiter cette augmentation de valeur locative lorsqu'elle excède **30%** de la valeur de l'année précédente. Cette disposition s'applique aux impositions 2008 et ne concerne que les locaux d'habitation. L'augmentation ne sera retenue que pour **1/3** la première année, **2/3** la deuxième, en totalité la troisième année. Pour être effective, des délibérations concordantes doivent être prises dans les mêmes termes par toutes les collectivités percevant un impôt sur le local. Elles doivent intervenir avant le 1er octobre et être transmises aux services fiscaux avant le 15 octobre. Aucune compensation n'est accordée par l'Etat.

3. VOTE DES TAUX DES COMMUNAUTES DE COMMUNES

Loi n°92-125 du 06 février 1992 (JO, 08/02/1992, p 2 064)

Loi n°99-586 du 12 juillet 1999, Art 83.I (JO, 13/07/1999, p 10 361)

Loi de Finances pour 2003, Art 31 et 32 (JO, 30/12/2003, p 22 030 et 22 031)

1. Taux moyens nationaux des EPCI en 2007 :

EPCI	TH	FB	FNB	TP	TP / ZAE	75 % tx TPU
Communauté d'Agglomération				17,22 %		12,92 %
⇒ Communauté de communes à TPU				12,94 %		9,71 %
Communauté de communes	2,35 %	3,61 %	10,00 %	2,63 %	9,74 %	7,31 %

⇒ Les EPCI à TPU dont le taux est < à **12,92 %** (CA) ou **9,71 %** (CC. TPU) ou **7,31 %** (CC-Fisc.addit) peuvent fixer leur taux dans cette limite sans que l'augmentation soit > à **5 %**.

Majoration spéciale du taux de TP des EPCI à TPU ou TP de zone :

- taux de TP à ne pas dépasser : **15,80 %**

⇒ - taux moyen pondéré des taxes foncières et d'habitation : **16,04 %**

- taux maximum de la majoration spéciale : **15,80 % x 5 % = 0,79 %**

2. Fiscalité additionnelle :

La communauté de communes perçoit une part additionnelle à la TH, FB, FNB, TP et les ressources afférentes aux compétences transférées.

Elle peut aussi recevoir la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, la redevance d'enlèvement des ordures ménagères sur les terrains de camping, la taxe de balayage, la taxe de séjour, la taxe sur les affiches et enseignes publicitaires, la taxe sur les véhicules publicitaires, la taxe sur l'électricité.

La première année d'application, les rapports entre les taux des 4 taxes de la communauté doivent être égaux aux rapports entre les taux moyens pondérés des communes membres l'année n - 1.

En cas de fusion d'EPCI à fiscalité "4 taxes", l'EPCI issu de la fusion devait choisir la fiscalité additionnelle, ils peuvent désormais opter dès la 1ère année suivant la fusion pour le régime de la TPU dès lors que l'un des EPCI était soumis à la fiscalité additionnelle ou à la TPZ.

L'option doit être prise par le conseil communautaire au plus tard le 31 décembre de l'année de la fusion.

Lorsque l'EPCI opte pour le régime de la TPU le taux de TP ne peut excéder le TMP de TP des communes membres la 1ère année qui suit la fusion.

CALCUL DU TAUX MOYEN PONDERE DE CHAQUE TAXE

(Bases 2008 X Taux 2007)

	TAXE D'HABITATION	TAXE PROFESSIONNELLE	FONCIER BATI	FONCIER NON BATI
COMMUNE A	500 000 9 % 45 000	1 000 000 11 % 110 000	250 000 6 % 15 000	80 000 18 % 14 400
COMMUNE B	450 000 12 % 54 000	1 200 000 9,5% 114 000	230 000 12 % 27 600	100 000 30 % 30 000
COMMUNE C	200 000 6 % 12 000	500 000 15 % 75 000	100 000 13 % 13 000	180 000 20 % 36 000
COMMUNE D	150 000 11 % 16 500	300 000 18 % 54 000	80 000 15 % 12 000	150 000 26 % 39 000
TOTAL	1 300 000 127 500	3 000 000 353 000	660 000 67 600	510 000 119 400
Taux Moyen Pondéré	$\frac{127\,500}{1\,300\,000}$ 9,8 %	$\frac{353\,000}{3\,000\,000}$ 11,76 %	$\frac{67\,600}{660\,000}$ 10,24 %	$\frac{119\,400}{510\,000}$ 23,41 %

CALCUL DU PRODUIT ASSURE DE LA COMMUNAUTE

BASES 2008	1 500 000	3 500 000	780 000	400 000
(avec actualisation)	X 9,8 %	X 11,76 %	X 10,24 %	X 23,41 %
X T M P	147 000	411 600	79 872	93 640

Produit assuré total

732 112

CALCUL DU COEFFICIENT APPLICABLE A CHAQUE T.M.P.

$$\frac{\text{Produit attendu de la communauté}}{\text{Produit assuré de la communauté}} = \frac{80\ 000}{732\ 112} = 0,10927$$

CALCUL DES TAUX ADDITIONNELS DE LA COMMUNAUTE

	T M P x Coefficient
I - Taxe d'Habitation	9,8 x 0,10927 = 1,07 %
II - Taxe Professionnelle	11,76 x 0,10927 = 1,29 %
III - Foncier bâti	10,24 x 0,10927 = 1,12 %
IV - Foncier non bâti	23,41 x 0,10927 = 2,55 %

VERIFICATION DU PRODUIT ATTENDU

	Bases 2008 x Taux Additionnel
I - Taxe d'Habitation	1 500 000 x 1,07 % = 16 050
II - Taxe Professionnelle	3 500 000 x 1,29 % = 45 150
III - Foncier bâti	780 000 x 1,12 % = 8 658
IV - Foncier non bâti	400 000 x 2,55 % = <u>10 200</u>
	80 058

FIXATION DES TAUX LES ANNEES SUIVANTES

Les modalités de fixation des taux seront identiques à celles applicables aux communes :

"Variation proportionnelle ou variation différenciée en respectant les règles de plafonnement et les effets d'entraînement, notamment pour la TP et le FNB" (y compris la possibilité de faire évoluer le taux de TP de **1,5** fois la variation du taux des trois autres taxes ou de celui de la TH s'il est inférieur en conservant la majoration exceptionnelle du taux de TP).

3. Taxe professionnelle de zone :

Loi de Finances rectificative pour 1996, Art 96 (JO, 31/12/1996, p 19 542)
Loi n° 99-586 du 12 juillet 1999, Art 83.II (JO, 13/07/1999, p 10 361)

La communauté de communes peut instituer et percevoir une taxe professionnelle de zone lorsqu'elle crée ou gère une ZAE par délibération du conseil à la majorité simple de ses membres **(3)**.

La communauté de communes se substitue alors aux communes membres pour le vote et la perception de la TP acquittée par les entreprises implantées dans la zone.

La première année, la TPZ ne peut excéder la moyenne pondérée des taux communaux de TP, majorée du taux de TP de la communauté.

Les années suivantes, le vote des taux obéit aux règles générales de plafonnement et de liens habituels entre les taux, (y compris la possibilité de faire évoluer le taux de TP de **1,5** fois la variation du taux des trois autres taxes ou de celui de la TH s'il est inférieur en conservant la majoration exceptionnelle du taux de TP). Le nouveau taux s'applique dans la zone avec un régime transitoire selon les écarts de taux.

Le conseil de la communauté peut par délibération adoptée à la majorité simple de ses membres modifier la période de réduction des écarts de taux, par parts égales chaque année, sans que celle-ci puisse excéder **12 ans**. Cette délibération est prise la première année où la communauté perçoit la TP et ne peut être modifiée ultérieurement.

(3) Seul le conseil d'une communauté de communes de moins de **50 000** habitants ou de plus de **50 000** habitants dont la ou les communes centre ont une population inférieure à **15 000** habitants peut créer une taxe professionnelle de zone.

REGIME TRANSITOIRE

DIFFERENTIEL DE TAUX Commune la moins imposée et commune la plus imposée	ECART ENTRE LE TAUX DES COMMUNES MEMBRES ET LE TAUX COMMUNAUTAIRE (la 1ère année)
taux > 90 %	-
80 % < taux < 90 %	50 %
70 % < taux < 80 %	1/3
60 % < taux < 70 %	1/4
50 % < taux < 60 %	1/5
40 % < taux < 50 %	1/6
30 % < taux < 40 %	1/7
20 % < taux < 30 %	1/8
10 % < taux < 20 %	1/9
taux < 10 %	1/10

En cas de rattachement d'une commune nouvelle, l'écart de taux de TP entre celui de cette commune et celui du groupement est réduit de même manière.

Lorsque des taux de TP différents s'appliquent dans le groupement, la commune rattachée peut choisir de rapprocher son taux de TP du taux de TP communautaire par parts égales, sans que ce choix puisse entraîner l'unification des taux de TP (commune/groupement) dans un délai plus court que celui prévu par le régime transitoire de droit commun.

Pour l'application de cette disposition le taux de TP de la commune rattachée doit être majoré de l'évolution du taux de TP voté par le groupement l'année du rattachement.

Toutefois le conseil municipal et l'organe délibérant de la communauté de communes peuvent décider, par délibérations concordantes, que le taux de TP appliqué dans la commune, ou partie de commune, incorporée dans la zone est dès la première année celui du groupement.

4. Taxe professionnelle communautaire :

Loi n° 99-586 du 12 juillet 1999, Art 83.III, 86, 87 (JO, 13/07/1999, p 10 361)

Loi de Finances pour 2003, Art 32 (JO, 30/12/2003, p 22 031)

Loi de Finances rectificative pour 2005, Art 65 (JO, 31/12/2005, p 20 682)

La communauté de communes ayant choisi la taxe professionnelle unique par délibération prise à la majorité simple de ses membres, se substitue aux communes pour le vote et la perception de la TP (et éventuellement de la TEOM, ROM, taxe de séjour, taxe de balayage, taxe sur la publicité, taxe sur l'électricité), sur la totalité du territoire de la communauté de communes.

La première année, le taux de TP voté par la communauté ne peut excéder le taux moyen des communes membres de l'année n-1, pondéré par l'importance relative des bases.

Les années suivantes, le taux est fixé par le conseil de la communauté selon les règles de plafonnement et de liens habituels : le taux de TP ne peut augmenter plus que l'augmentation moyenne des taux des trois autres taxes votées par les communes, ou que l'augmentation du taux de la TH de celles-ci, (y compris la possibilité de faire évoluer le taux de TP de 1,5 fois la variation du taux des trois autres taxes ou de celui de la TH s'il est inférieur en conservant la majoration exceptionnelle du taux de TP).

Le nouveau taux s'applique dans toutes les communes membres avec un régime transitoire selon les écarts de taux. Le conseil de la communauté peut par délibération adoptée à la majorité simple de ses membres modifier la période de réduction des écarts de taux, par parts égales chaque année, sans que celle-ci puisse excéder **12 ans**.

Cette délibération est prise la première année où la communauté perçoit la TP et ne peut être modifiée ultérieurement.

REGIME TRANSITOIRE

DIFFERENTIEL DE TAUX Commune la moins imposée et commune la plus imposée	ECART ENTRE LE TAUX DES COMMUNES MEMBRES ET LE TAUX COMMUNAUTAIRE (la 1ère année)
taux > 90 %	-
80 % < taux < 90 %	50 %
70 % < taux < 80 %	1/3
60 % < taux < 70 %	1/4
50 % < taux < 60 %	1/5
40 % < taux < 50 %	1/6
30 % < taux < 40 %	1/7
20 % < taux < 30 %	1/8
10 % < taux < 20 %	1/9
taux < 10 %	1/10

En cas de rattachement d'une commune nouvelle, l'écart de taux de TP entre celui de cette commune et celui du groupement est réduit de même manière.

Lorsqu'une nouvelle commune adhère à un EPCI à TPU, le taux moyen pondéré de TP des communes membres "peut" être recalculé afin d'inclure le taux de TP de la nouvelle commune (ceci peut conduire à une hausse ou diminution du TMP et donc du taux de TP voté par l'EPCI).

Lorsque des taux de TP différents s'appliquent dans le groupement, la commune rattachée peut choisir de rapprocher son taux de TP du taux de TP communautaire par parts égales, sans que ce choix puisse entraîner l'unification des taux de TP (commune/groupement) dans un délai plus court que celui prévu par le régime transitoire de droit commun.

Pour l'application de cette disposition, le taux de TP de la commune rattachée doit être majoré de l'évolution du taux de TP voté par le groupement l'année du rattachement.

Les EPCI ayant choisi la TP unique peuvent supprimer le lien entre la TP et les taxes foncières de façon à bénéficier d'un financement cohérent qui ne sera plus complètement dépendant des décisions des communes membres en matière de fiscalité des ménages.

Le taux de TP ne pourra augmenter qu'en fonction de l'augmentation des autres taxes, mais ne sera pas obligé de diminuer si la moyenne des taux communaux diminue.

Lorsque l'EPCI fait application de cette disposition, la variation à la hausse du taux de la TH ou du taux moyen pondéré de la TH, FB et FNB sera réduite de **50 %** pendant les deux années suivantes ce qui freinera la progression possible de la TP. Cette disposition a été supprimée en 2003.

Les EPCI issus d'une fusion de groupements peuvent s'affranchir du lien entre l'évolution de leur taux de TP et le taux moyen pondéré de TP des communes membres en N-1.

CALCUL DU TAUX MOYEN PONDERE DE LA TAXE PROFESSIONNELLE

Taux moyen pondéré de la taxe professionnelle : **TMP = 11,76 %**

Pour déterminer la durée qui permettra l'unification progressive du taux de TP, on calcule l'écart initial :

$$\frac{\text{Taux de la commune la moins imposée}}{\text{Taux de la commune la plus imposée}} \times 100 = \dots \%$$

Exemple : $\frac{9,5}{18} \times 100 = 52,7 \%$ durée d'unification de 5 ans

Si l'on prend l'hypothèse où le taux communautaire n'évolue pas (pas de volonté d'augmentation), le tableau suivant donne le calcul des taux pour les 5 prochaines années.

COMMUNE	TMP - taux 2007 5 ans	Coefficient applicable	Année de référence 2007	Taux applicables par commune				
				2008	2009	2010	2011	2012
COMMUNE A	$\frac{11,76\% - 11\%}{5} =$	+ 0,152	11 %	11,15	11,30	11,45	11,60	11,75
COMMUNE B	$\frac{11,76\% - 9,5\%}{5} =$	+ 0,452	9,5 %	9,95	10,40	10,85	11,30	11,75
COMMUNE C	$\frac{11,76\% - 15\%}{5} =$	- 0,648	15 %	14,35	13,70	13,05	12,40	11,75
COMMUNE D	$\frac{11,76\% - 18\%}{5} =$	- 1,248	18 %	16,75	15,50	14,25	13,00	11,75

5. Assouplissements en matière de vote des taux :

Loi de Finances pour 2001, Art 80 (JO, 31/12/2000, p 21 139)

Loi de Finances pour 2003, Art 35 (JO, 30/12/2002, p 22 031)

5.1 EPCI à fiscalité propre additionnelle à taux de taxe professionnelle nul en N-1 :

Les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre additionnelle qui, l'année précédant le vote des taux, soit avaient voté un taux nul de taxe professionnelle alors qu'ils avaient des bases taxables, soit n'avaient pas voté de taux de TP faute de bases taxables, peuvent fixer le taux de TP à un niveau tel que le rapport entre ce taux et le taux moyen communal de TP (de l'ensemble des communes regroupées) de l'année précédente n'excède pas le rapport suivant :

$\frac{\text{taux moyen pondéré des trois taxes ménages de l'EPCI de l'année d'imposition,}}{\text{taux moyen pondéré des trois taxes ménages de l'année précédente dans l'ensemble des communes de l'EPCI.}}$

5.2 EPCI à fiscalité propre additionnelle à taux nul sur les quatre taxes en N-1 :

Lorsqu'un EPCI à fiscalité propre additionnelle a voté des taux nuls sur les quatre taxes l'année précédant le vote des taux, l'année ou l'EPCI décide de voter des taux significatifs de fiscalité, les rapports entre les taux doivent être égaux aux rapports constatés l'année précédente entre les taux moyens pondérés de ces taxes dans l'ensemble des communes membres de l'EPCI.

5.3 EPCI à taxe professionnelle unique percevant une fiscalité additionnelle :

Les EPCI à TP unique peuvent, depuis la Loi du 12 juillet 1999, percevoir également une fiscalité ménage additionnelle, dite "fiscalité mixte".

Si l'EPCI a voté des taux nuls de taxes ménages, la première année où il décide de voter des taux significatifs, ces taux doivent obéir aux règles de vote des taux de la première année.

Les rapports entre les taux des trois taxes ménages de l'EPCI doivent être égaux aux rapports constatés l'année précédente entre les taux moyens pondérés de ces trois taxes dans l'ensemble des communes membres de l'EPCI.

5.4 Augmentation différée du taux de TP :

Loi de Finances pour 2003, Art 32 (JO, 30/12/2002, p 22 031)

Par ailleurs, le taux de TP communautaire ou de TP de zone pourra être augmenté en 2008 même si le taux de TH ou le taux moyen pondéré des trois autres taxes n'a pas augmenté en 2007, à condition qu'une augmentation ait été constatée en 2006, sans être restreint pour une augmentation les deux années suivantes.

Le taux maximal d'augmentation de la TP en 2008 est alors l'augmentation des taux moyens des communes l'année n-2 (2006).

5.5 Bénéfice de la réduction de l'écrêtement :

Les EPCI passant au régime de la TP unique en 2008 bénéficient des réductions d'écrêtement de TP (établissements exceptionnels) dont bénéficiaient les communes membres antérieurement.

5.6 Capitalisation des droits à augmentation de la TP :

Loi de Finances pour 2004, Art 112 (JO, 31/12/2003, p 22 569)

Les établissements publics de coopération intercommunale à TPU ou TP de zone peuvent répartir sur trois ans leurs droits d'augmentation du taux de la TP non utilisés.

Ils peuvent donc ajouter au taux de TP 2008 la différence constatée au titre d'une année avec le taux autorisé et le taux effectivement voté.

Exemple :

	2006	2007	2008
Variation taux commune membre	3 %	3 %	3 %
Variation taux EPCI	-	4 % (- 0,5 %)	5 % (4,5% + 0,5%)

En 2008 l'EPCI peut choisir d'ajouter à son taux de TP : + 0,5 % (2007)

Cette capitalisation n'est pas possible :

- la 1^{ère} année d'application du régime de la TPU ou TPZ,
- lorsque l'EPCI doit baisser son taux de TP à la suite de la baisse du taux moyen pondéré des taxes foncières ou du taux moyen de TH des communes membres,
- lorsque l'EPCI fait usage de la majoration spéciale du taux de TP ou application de la variante de + 1,5 % , de la variation des taux moyens pondérés des communes membres,
- lorsque l'EPCI retient la variation des taux moyens pondérés des communes deux ans auparavant.

Les soldes d'augmentation non utilisés au cours des **3 ans** sont perdus.

Les EPCI doivent prévenir les services fiscaux avant le 31 mars de chaque année des soldes utilisés et les modalités d'ajout au taux de TP voté.

5.7 Augmentation du taux de TP jusqu'à la moyenne nationale :

Loi de Finances pour 2005, Art 103.3° (JO, 31/12/2004, p 22 499)

Les EPCI à TPU dont le taux de TP est inférieur à 75 % du taux moyen de TP de sa catégorie peut fixer leur taux dans cette limite sans que l'augmentation du taux soit supérieur à 5 %.

5.8 Déliaison entre la TFPNB et la TH :

Loi de Finances pour 2006, Art 88 (JO, 31/12/2005, p 20 628)

⇒ Les communes membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle qui adopte le TPU peuvent la première année s'affranchir du lien entre la TFPNB et la TH dès lors que le taux de TFPNB voté en N-1 est inférieur de plus de 1/3 du taux moyen national (29,62 %).

5.9 Commission intercommunale des impôts directs des EPCI à TPU :

Loi de Finances pour 2008, Art 83 (JO, 27/12/2005, p 21 230)

Les EPCI levant la TPU peuvent créer une commission intercommunale des impôts directs composée de onze membres (un président, dix commissaires) par délibération prise à la majorité simple avant le 1er octobre et transmise aux services fiscaux avant le 15 octobre.

⇒ Les EPCI doivent proposer aux services fiscaux une liste de vingt personnes susceptibles de devenir commissaires titulaires (dont deux domiciliées en dehors du périmètre de la communauté), et vingt autres personnes pour les suppléants. Elles doivent être inscrites au rôle des impositions directes de la communauté ou des communes membres. Les contribuables assujettis à la TH, FB, FNB et TP doivent être équitablement répartis.

Le directeur des services fiscaux désigne ensuite les dix commissaires titulaires et les dix suppléants.

4. EXONERATIONS DE TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES NON BATIES

1. Dégrèvement des jeunes agriculteurs :

Article 1647.00 bis, C G I

Loi de Finances pour 2000, Art 99 (JO, 31/12/1999, p 19 914)

Loi de Finances pour 2002, Art 92 (JO, 29/12/2001, p 21 074)

Un dégrèvement de la TFPNB peut être accordé aux jeunes agriculteurs installés depuis le 1er janvier 1993 (et bénéficiant de la dotation d'installation) par délibération du conseil municipal. Ce dégrèvement est accordé pour une période de **5 ans** maximum à compter de l'année suivant celle de l'installation. Il n'est pas effectué de dégrèvement d'un montant inférieur à **8 €**.

Pour en être bénéficiaire, l'exploitant doit souscrire une déclaration (des parcelles exploitées avant le 1er janvier de chaque année), et doit déclarer chaque année les modifications parcellaires de son exploitation, mais ne doit plus renouveler chaque année sa déclaration si aucun changement n'est intervenu.

La même exonération peut être accordée pour les impositions établies depuis 1993 et les années suivantes pour les agriculteurs associés d'une société civile au cours des **5 ans** suivant leur installation pour les parcelles apportées ou mises à disposition de cette société, et depuis 2002, aux jeunes agriculteurs installés à compter du 1er janvier 2001 ayant souscrit un contrat territorial d'exploitation.

Les délibérations prises par les collectivités locales (et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre) s'appliquent depuis 1995 aux jeunes agriculteurs s'installant à partir du 1er janvier et bénéficiant de prêts à moyen terme du Décret n° 88-176 du 23 février 1988, de plein droit pour un dégrèvement de **50 %** de la part communale de la TFPNB pendant **5 ans**.

2. Part régionale et départementale :

Article 1586 D, 1599 ter D, CGI

Loi de Finances pour 1993, Art 9 (JO, 31/12/1992, p 18 058)

Loi de Finances rectificative pour 1993, Art 6 (JO, 23/06/1993, p 8 816)

Les propriétés non bâties classées dans les 1ère, 2ème, 3ème, 4ème, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème et 9ème catégories sont exonérées en totalité, depuis 1993, de la part **régionale** de la TFPNB, exonérées de la part **départementale** de la TFPNB depuis 1996. (4)

Il n'est pas effectué de dégrèvement inférieur à **8 €**. Ce dégrèvement bénéficie aussi aux fermiers.

L'Etat compense chaque année ces exonérations : Base 2007 x taux TFPNB 1992 (Région)
1993 (Département)

Cette compensation est égale au montant des bases d'imposition exonérées X par le taux de TFPNB voté en 1992 par la Région, en 1993 par le Département, diminué d'un abattement de **1 %** du produit des 4 taxes de l'année précédente, et multiplié par le rapport entre le PF / hectare du département ou de la région et le PF / hectare moyen des départements et régions.

(4) Catégories : **1.** terres, **2.** prés, prairies, herbages, pâturages, **3.** vergers, cultures fruitières, **4.** vignes, **5.** bois, etc., **6.** landes, marais, terres vagues, **7.** carrières, ardoisières, sablières, tourbières... **8.** lacs, étangs, mares, salins, **9.** jardins, cultures maraîchères, florales, pépinières.

3. Terrains plantés en noyer :

Article 1395. A, C G I

Loi de Finances pour 1990, Art 80 (JO, 30/12/1989, p 16 351)

Instruction du 13 novembre 1990 (Le Moniteur, Textes Officiels, 14/12/1990, p 341)

Depuis le 1er janvier 1991, les conseils municipaux, généraux et régionaux peuvent :

- exonérer de la TFPNB les terrains nouvellement plantés en noyers, pour une durée de **8 ans** maximum, et par délibération intervenue avant le 1er octobre.

4. Terrains plantés en arbre truffiers (part régionale et départementale) :

Article 1395.B, C G I

Loi n°91-716 du 26 juillet 1991, DDOEF, Art 34 (JO, 27/07/1991, p 9 963)

Les terrains plantés en arbres truffiers peuvent être, depuis le 1er janvier 1991, exonérés de TFPNB, pendant les **15 années** suivant celle de leur plantation, sur délibération du conseil général, conseil régional, pour la part leur revenant.

Les propriétaires doivent faire une déclaration aux services fiscaux avant le 1er octobre.

5. Terrains plantés en oliviers ou truffiers :

Article 1394.C, C G I

Article 1395, C G I

Loi de Finances pour 2004, Art 105 (JO, 31/12/2003, p 22 568)

Les terrains agricoles ou non, plantés en oliviers, en arbres truffiers ou les deux peuvent être exonérés de la TFPNB par les conseils municipaux et les organes délibérants des EPCI par délibération prise avant le 1er octobre.

Cette exonération est permanente.

6. Prés et landes situés en zone humide :

Article 1395.D - I, article 1395.D - II, CGI

Sont exonérés pour **5 ans** (à hauteur de **50 %** de la cotisation) les prés et landes situés en zone humide et faisant l'objet d'un engagement de gestion, de même que les terrains situés en zone naturelle (exonération totale).

L'Etat compense les pertes de recettes subies l'année **N-1: Bases 2006 x taux TFPNB 2007**

7. Terrains classés en site, Natura 2000 :

Article 1395. E, C G I

Exonération totale de **5 ans**.

L'Etat compense la perte de base : **Bases 2008 X taux TFBNB 2003**

8. Terrains à usage agricole :

Loi de finances pour 2006, Article 13, (JO, 31/12/2005, p 20600)

Article 1394.B bis, C G I

Toutes les propriétés non bâties (à l'exception de la catégorie 7) bénéficient depuis le 01/01/2006, d'une exonération de TFPNB à hauteur de **20 %** des parts communales et intercommunales.

Cette exonération ne s'applique pas aux terrains bénéficiant déjà d'une exonération totale.

Les exonérations partielles (**6**) s'appliquent après l'exonération de **20 %** .

Les propriétaires devront répercuter l'allègement sur leur exploitant.

L'Etat compense les pertes de bases exonérées.

Depuis 2007, cette compensation est réévaluée du taux de croissance de la DGF.

9. Terrains plantés en résineux et feuillus :

Article 1395. 1 bis, C G I

Les terrains en futaie ou taillis sous-futaie qui ont fait l'objet d'une régénération sont exonérés :

- **30 ans** pour les bois résineux,
- **50 ans** pour les bois feuillus et autres,

à partir de la déclaration de régénération.

L'Etat compense la perte de bases.

10. Terrains plantés en bois :

Article 1395.1, C G I

Loi de Finances pour 1988, Art 16 (JO, 31/12/1987, p 15 486)

Décret n° 88-535 du 04 mai 1988 (JO, 07/05/1988, p 6 373)

Depuis 1989, l'Etat compense la perte de recettes supportée par les communes, en raison de l'exonération de **30 ans** de TFPNB des terrainsensemencés, plantés ou replantés en bois après le 31/12/1987, prévue par le Décret n° 88-535 du 04 mai 1988.

L'Etat compense la perte des bases : Bases 2007 x taux TFPNB 2007.

Articles 1383 à 1385, C G I

Loi de Finances pour 2005, Art 94 (JO, 31/12/2004, p 22 497)

Loi pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005, Art 92 (JO, 19/01/2005, p 884)

Le régime est le suivant :

- exonération de **2 ans** pour les immeubles à usage d'habitation,
- exonération de **15 ans** pour les logements sociaux (HLM à usage locatif ou en accession à la propriété, les constructions nouvelles financées à plus de **50 %** par des prêts aidés par l'Etat) **(5)**, et les locaux acquis ou aménagés avec une aide de l'Etat en vue de la création d'hébergements d'urgence pour les personnes défavorisées, (portée à **25 ans** lorsque la décision de prêt intervient entre le **01/07/2004 et le 31/12/2009**),
- exonération de **15 ans** pour les logements sociaux à usage locatif dont la propriété a été démembrée, financés à plus de **30 %** par des prêts aidés par l'Etat,
- exonération de **10 ans** pour les logements financés par des prêts PAP.

L'Etat compense depuis 1992 les **trois dernières catégories d'exonération** lorsqu'elles entraînent une perte de recettes supérieure à **10 %** du produit communal de la TFPB. Les communes reçoivent une somme égale à la différence entre la perte de recettes et **10 %** du produit de la TFPB.

Ces dispositions sont applicables aux districts, communautés urbaines, communautés de communes et communautés d'agglomération.

Les exonérations portées à **25 ans** sont compensées intégralement aux collectivités.

1. Jeunes entreprises innovantes :

Loi de finances pour 2004, Art 13 (JO, 31/12/2003, p 22 535)

Loi de finances rectificative pour 2005, Art 107 (JO, 31/12/2005, p 20 692)

Loi de finances rectificative pour 2007, Art 45 (JO, 28/12/2007, p 21 495)

Les jeunes entreprises innovantes peuvent être exonérées totalement de la TFPB pour une durée de **7 ans** pour les immeubles qui leur appartiennent sur délibération de la collectivité prise avant le 1er octobre.

⇒ L'avantage accordé à l'entreprise ne doit pas excéder **200 000 €** par période de **36 mois** (plafond UE).

Entreprises concernées :

- **existantes au 01/01/2004 ou créées jusqu'au 31/12/2013,**
- **PME de moins de 250 salariés, moins de 40 M € de chiffre d'affaires,**
- **créées depuis moins de 8 ans et entre le 01/01/2004 et 31/12/2013,**
- **réalisant des dépenses de recherche (15 %),**
- **capital détenu à 50 % par des personnes physiques ou des JEI.**

Lorsque l'immeuble appartient à une entreprise existante au 01/01/2006, elle doit avoir été créée depuis moins de **8 ans**.

(5) La durée de l'exonération est portée à **20 ans** lorsque ces constructions satisfont à quatre des **5** critères suivants :

- le maître de l'ouvrage a été assisté par un professionnel de l'environnement
- gestion des déchets du chantier programmé
- performances énergétiques et acoustiques normées
- utilisation d'énergie et de matériaux renouvelables
- maîtrise des fluides

Le régime d'exonération a débuté au 1er janvier 2002. Elle est aussi portée à **20 ans** pour les logements situés dans une zone faisant l'objet de mesures de sauvegarde.

2. Exploitations rurales :

Loi de Finances rectificative pour 1992, Art 71 (JO, 05/01/1993, p 176)

Les bâtiments des exploitations rurales continuent d'être exonérés de TFPB lorsqu'ils ne servent plus à l'exploitation et ne sont pas affectés à un autre usage (les SCOP bénéficient des mêmes dispositions).

3. Constructions nouvelles :

Loi de Finances pour 1992, Art 129 (JO, 31/12/1991, p 17 245)

Sont exonérés pour les constructions nouvelles, reconstructions et additions de construction concernant des immeubles autres que ceux à usage d'habitation, pour la part de TFPB perçue au profit des communes et de leurs groupements à la fiscalité propre.

Cette disposition s'applique aux conversions de bâtiment rural en maison ou usine, à l'affectation de terrain à un usage commercial ou industriel (chantiers, dépôts, etc...)

- le conseil municipal peut supprimer par délibération, prise avant le 1er octobre, les exonérations de TFPB de **2 ans** pour les immeubles à usage d'habitation achevés depuis le 1er janvier.

Le conseil municipal peut appliquer cette disposition aux constructions nouvelles, reconstructions ou additions de construction, ainsi qu'aux conversions de bâtiment rural en maison ou usine, à l'affectation de terrains à un usage commercial ou industriel, ou décider que seuls seront touchés les immeubles n'ayant pas été financés par des prêts aidés par l'Etat ou conventionnés.

Les communes qui ne prendront pas de délibération supporteront la charge du maintien de l'exonération de ces locaux (réponse à M. Marcel VIDAL, Sénateur de l'Hérault, n°22 213, JO Sénat, 19/11/1992, p 2 571).

4. Contribuables :

Article 1390, 1391, CGI

Loi de Finances pour 1997, Art 8.I (JO, 31/12/1996, p 19 490)

Sont exonérés de la TFPB :

- les titulaires de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, lorsqu'ils occupent leur logement aux conditions de l'article 1390 du CGI,
- les allocataires adultes handicapés non imposables à l'IRPP,
- les contribuables ayant été dégrevés d'office de la TFPB,
- les personnes âgées de plus de **75 ans**, dont le montant de revenus 2007 n'excède pas **9 560 €** pour la 1ère part du quotient familial majoré de **2 553 €** pour chaque **1/2 part** supplémentaire.

Ces exonérations sont compensés par l'Etat : **Bases exonérées N-1 X Taux TFPB 1991**

5. Logements sociaux :

Article 1388 I, II, III, 1388 bis, II bis, CGI

Loi pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005, Art 92 (JO, 19/01/2005, p 884)

Les logements sociaux à usage locatif situés en zones urbaines sensibles font l'objet d'un abattement de **30 %** de la base d'imposition à la TFPB. Ces logements doivent appartenir aux OPAC, HLM, SA. HLM etc. Bénéficient aussi de l'abattement les logements qui font l'objet d'une convention de patrimoine avec l'Etat. Le même dégrèvement est accordé pour les logements vacants depuis plus de **3 mois** lorsqu'ils sont destinés à la démolition ou doivent subir des travaux importants. Lorsqu'un EPCI à fiscalité propre

adopte la TPU la compensation qu'il percevait au titre de cet abattement est désormais versée aux communes membres. Bénéficiaire du même abattement les logements faisant l'objet d'une convention globale de patrimoine entre le propriétaire et l'Etat jusqu'en 2009.
L'Etat compense cet abattement : montant abattement 2007 x taux TFPB 2007

6. Logements locatifs :

Article 1384 .B Code Général des Impôts

Loi pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005, Art 108 (JO, 19/01/2005, p 888)

Les conseils municipaux (ou les organes délibérants des EPCI) peuvent décider d'exonérer de la TFPB, totalement ou partiellement, pendant une durée qu'ils déterminent :

- les logements acquis en vue de leur location par des organismes HLM ou des SEM dans le cadre d'opérations d'acquisition-amélioration ou d'acquisition sans obligation de travaux, financées avec l'aide de l'Etat,
- les logements faisant l'objet d'un bail à réhabilitation.

Depuis le 1er janvier 2005 les logements pris à bail à réhabilitation sont exonérés de TFPB pendant toute la durée de ce bail. Cette exonération est compensée intégralement aux collectivités.

7. Immeubles des EPCI :

Article 1382.10, C G I

Sont désormais exonérés de la TFPB les immeubles appartenant aux EPCI, aux syndicats mixtes, aux ententes interdépartementales.

8. Immeubles des entreprises nouvelles :

Article 44.sexies, article 1383.A, article 1464.C, CGI

Les conseils municipaux (ou les organes délibérants des EPCI) peuvent exonérer de la TFPB, en totalité, pendant **2 ans** les entreprises nouvelles créées depuis le 1er janvier 1995, et les sociétés créées pour reprendre une entreprise industrielle en difficulté.

Les entreprises ou sociétés concernées doivent être situées dans :

- les zones d'aménagement du territoire,
- les territoires ruraux de développement prioritaire,
- les zones de redynamisation urbaine.

La délibération du conseil municipal doit être prise avant le 1er octobre pour bénéficier aux entreprises créées cette même année.

9. Installations industrielles :

Article 1518.A, C G I

Les conseils municipaux (ou les organes délibérants des EPCI) peuvent décider de porter à **100%** l'exonération de la TFPB pour les installations destinées à :

- la lutte contre la pollution des eaux industrielles,
- la lutte contre la pollution de l'atmosphère.

Cette délibération doit être prise avant le 1er octobre et concerne aussi l'exonération de ces installations en matière de taxe professionnelle.

10. Réduction de taxe :

Article 1389.I, C G I

Une réduction de taxe foncière peut être accordée, en cas de vacance de maison destinée à la location, ou d'inexploitation d'immeuble à usage industriel ou commercial, si la vacance ou l'inexploitation :

- est indépendante de la volonté du propriétaire,
- dure au moins 3 mois consécutifs,
- affecte soit la totalité de l'immeuble, soit une partie pouvant être louée ou exploitée séparément.

Le dégrèvement est accordé à partir du premier jour du mois suivant celui du début de la vacance ou de l'inexploitation jusqu'au dernier jour du mois au cours duquel elles ont pris fin.

Les réclamations tendant à obtenir le dégrèvement doivent être présentées au plus tard le 31 décembre de l'année suivant celle au cours de laquelle la vacance ou l'inexploitation ont atteint la durée minimale exigée.

11. Immeubles en zone franche urbaine :

Article 1383.B, C G I

Loi de finances pour 2002, Art 17 (JO, 29/12/2001, p 21 074)

Loi de Finances rectificative pour 2002, Art 79 (JO, 30/12/2002, p 22 090)

Sauf délibération contraire de la commune prise avant le 1er octobre ou de l'EPCI, les immeubles affectés à une activité professionnelle entrant dans le champ de la taxe professionnelle et situés dans les zones franches urbaines (cf 14.1.1.5) sont exonérés de la TFPB pour la part communale sur une durée maximale de **5 ans**.

L'exonération avait été supprimée en 2002, mais elle est reconduite y compris pour les immeubles où est exercée une activité pour la 1ère fois entre le 01/01/2002 et le 01/01/2008.

Pour les nouvelles ZFU créées, les entreprises doivent correspondre à de nouveaux critères.

L'Etat compense la perte de recettes.

Cette compensation est égale à la perte de bases exonérées x le taux de TFPB **1996**.

12. Part régionale de la TFPB :

Article 1599.ter E, C G I

Le Conseil Régional peut exonérer totalement ou partiellement de TFPB, les logements acquis en vue de leur location avec le concours de l'Etat et ceux faisant l'objet d'un bail à réhabilitation.

La durée de cette exonération est fixée par le Conseil Régional.

13. Entreprises de désydratation des fourrages :

Article 1382.6°, C G I

Loi de Finances rectificative pour 2002, Art 52 (JO, 30/12/2002, p 22 085)

Les collectivités territoriales et les EPCI peuvent, par délibération prise avant le 1er octobre de l'année, exonérer de TFPB les bâtiments affectés à l'activité de déshydratation des fourrages.

Cette exonération possède un caractère permanent.

14. Entreprises équestres :

Article 1382, 1450, CGI

Loi de Finances pour 2004, Art 22 (JO, 31/12/2003, p 22 539)

Depuis 2005 les bâtiments affectés aux activités de préparation, d'entraînement ou d'exploitation de chevaux dans le cadre de loisirs sont exonérés de TFPB. Les redevables doivent fournir aux services fiscaux la liste de ces bâtiments avant le 1er mai 2004.

Les communes sont compensées de cette perte : **bases exonérées x taux 2004**

Ce montant est diminué les 4 années suivantes (de **20 %** en 2006, **40 %** en 2007, **60 %** en 2008, **80 %** en 2009). Cette compensation n'est plus versée en 2010.

15. Immeubles des services publics hospitaliers :

Loi de Finances rectificative pour 2004, Art 55 (JO, 31/12/2004, p 22 541)

Les collectivités territoriales et les EPCI peuvent exonérer de TFPB pour la part qui leur revient les immeubles appartenant à des établissements participant au service public hospitalier et qui sont affectés aux activités médicales des groupements sanitaires.

La délibération d'exonération doit être prise avant le 1er octobre.

16. Pôle de compétitivité :

Article 1383.F, C G I

Loi de Finances pour 2005, Art 24.III.A (JO, 31/12/2004, p 22 465)

Les communes et EPCI peuvent par délibération prise avant le 1er octobre exonérer de TFPB pour **5 ans** les immeubles des entreprises bénéficiant de l'exonération de taxe professionnelle situées dans un pôle de compétitivité. L'exonération est totale. L'exonération ne s'applique pas en cas de transfert d'activité lorsque l'entreprise a précédemment bénéficié d'une exonération de TFPB.

17. Immeubles de l'Etat :

Loi de Finances pour 2005, Art 54 (JO, 31/12/2004, p 22 465)

Les immeubles construits dans le cadre de partenariats public-privé pour les besoins de la justice, police, gendarmerie, services des armées ou de la défense sont exonérés de TFPB. L'exonération s'applique pendant toute la durée du bail à condition que ces immeubles soient affectés à un service public et improductifs de revenus.

18. Dégrevement de certains contribuables :

Loi de Finances pour 2001, Art 43 (JO, 31/12/2000, p 21 134)

Loi de Finances pour 2002, Art 47 (JO, 29/12/2001, p 21 074)

Bénéficiaire d'un dégrèvement de **100 €** de la TFPB afférente à leur habitation, les contribuables de plus de 65 ans dont le montant de revenus de 2007 n'excède pas **9 560 €** pour la 1ère part de quotient familial majoré de **2553 €** pour chaque 1/2 part supplémentaire.

Les exonérations sont compensées par l'Etat chaque année : la compensation sera égale au montant des bases de TFPB exonérées en 2007 x le taux de TFPB voté en 1991.

19. Immeubles de centres départementaux de gestion de la FTP et du CNFPT :

Loi de Finances pour 2005, Art 67 (JO, 31/12/2005, p 20 662)
Article 1382, C G I

Les centres de gestion et le CNFPT sont désormais exonérés de la TFPB

20. Immeubles économes en énergie :

Article 383-0B CGI
Loi de Finances rectificative pour 2006, Art 31 (JO, 31/12/2006, p 20 237)

Les logements achevés avant le 1er janvier 1989 ayant supporté des dépenses d'équipement peuvent être exonérés de la TFPB à **100 %** ou **50 %** pendant une durée de **5 ans**.

Les équipements sont : chaudières à basse température ou à condensation, matériaux d'isolation thermique, appareils de régularisation de chauffage, équipements de production d'énergie utilisant une source d'énergie nouvelle.

Les dépenses doivent être de plus de **10 000 €** pour une année, ou avoir dépassé **15 000 €** au cours des trois dernières années précédant l'exonération.

A l'issue d'une exonération de 5 ans, aucune nouvelle exonération ne peut être accordée pendant 10 ans (sauf dans les zones de revitalisation rurale).

Aucune compensation n'est accordée par l'Etat.

21. Propriétés situées dans un plan de prévention des risques technologiques :

Article 1383 GCGI
Loi de Finances rectificative pour 2006, Art 119 (JO, 31/12/2006, p 20262)

Les collectivités territoriales et EPCI peuvent exonérer de TFPB dans la limite de **25 %** ou de **50 %** les logements achevés avant la mise en place d'un PPRT lorsqu'ils sont dans des zones à risques.

La délibération fixe un taux unique d'exonération dans le périmètre, elle doit être prise avant le 1er octobre et transmise aux services fiscaux avant le 15 octobre pour être applicable aux impositions 2008.

22. Locaux d'hébergement :

Article 1383 E bis, C G I
Loi de Finances pour 2006, Art 77 (JO, 27/12/2006, p 19660)

Les collectivités territoriales et EPCI peuvent exonérer de la TFPB, à compter de 2008, dans les zones de revitalisation rurale, les hôtels, gîtes ruraux, locaux classés meublés de tourisme et chambre d'hôtes.

Les délibérations doivent être prises avant le 1er octobre et transmises aux services fiscaux avant le 15 octobre.

23. Bâtiments d'entreprises :

Loi de Finances rectificative pour 2006, Art 130. IV (JO, 31/12/2006, p 20266)

Dans les bassins d'emploi à redynamiser les bâtiments des entreprises bénéficiaires d'une exonération de TP sont exonérés de TFPB pour une durée de **5 ans**. Les bassins d'emploi ont un taux de chômage supérieur de **3 points** au taux national, une baisse annuelle de la population supérieure à **0,75 %**.

Les collectivités peuvent s'opposer à cette exonération par délibération prise avant le 1er octobre.

Aucune compensation n'est accordée par l'Etat.

6. IMPOSITION DES IMMEUBLES APPARTENANT AU DOMAINE PUBLIC

Article 1400, C G I

Loi de Finances pour 2004, Art 106 (JO, 31/12/2003, p 22 568)

La TFPB et la TFPNB sont dues, depuis 2004 par les titulaires de contrat d'occupation du domaine public sur des terrains ou immeubles appartenant au domaine public.

7. REFORME DE LA TAXE D'HABITATION

Loi de Finances rectificative pour 2000, Art 11 (JO, 14/07/2000, p 10 809)

Depuis 2001, la part régionale de la taxe d'habitation est définitivement supprimée et la perte de recettes induite pour les régions est compensée par l'Etat. Cette compensation est égale au produit des rôles généraux de taxe d'habitation ou de taxe spéciale d'équipement additionnelle à la taxe d'habitation émis au profit de chaque région en 2003, revalorisé en fonction du taux d'évolution de la DGF.

Elle est intégrée depuis 2004 dans la DGF des Régions.

8. ABATTEMENTS DE TAXE D'HABITATION

Loi de Finances pour 2008, Art 2 (JO, 27/12/2008, p 21 211)

Depuis les impositions établies au titre de 1996, les conseils municipaux peuvent par délibération prise avant le 1er octobre décider de ramener progressivement ou immédiatement, les abattements supérieurs au niveau de droit commun à ce dernier.

Les collectivités locales peuvent instituer un abattement spécial à la base de **5 %**, **10 %** ou **15 %** de la valeur locative moyenne des habitations de la collectivité pour les contribuables dont le montant des revenus 2007 n'excède pas **9 560 €** pour la 1ère part de quotient familial majorée de **2 553 €** pour chaque 1/2 part supplémentaire, (ou **1 409 €** en cas de 1/4 de part supplémentaire).

Cette faculté est prévue pour les contribuables possédant une habitation principale dont la valeur locative est inférieure à **130 %** de la valeur locative moyenne des habitations de la collectivité (pourcentage augmenté de **10 points** par personne à charge).

Désormais ces contribuables se verront accorder l'abattement spécial à la base en fonction de leur revenu de l'année précédant celle de l'imposition à la taxe d'habitation (N - 1).

Bénéficiaire d'un abattement fixe à **10 %** de la valeur locative moyenne des habitations de la commune, les titulaires de l'allocation supplémentaire, de l'allocation d'adulte handicapé, de la carte d'invalidité ou atteintes d'une invalidité ou infirmité, ainsi que les redevables occupant leur habitation avec une de ces personnes.

Ces dispositions s'appliquent à partir de l'imposition 2008.

Les conseils municipaux doivent délibérer avant le 1er octobre. Les délibérations doivent être transmises avant le 15 octobre aux services fiscaux.

Aucune compensation n'est accordée par l'Etat.

9. EXONERATIONS OU DEGREVEMENTS DE TAXE D'HABITATION

Article 1407, 1414, 1414.A, CGI

Loi de Finances rectificative pour 2007, Art 27 (JO, 28/12/2007, p 21 493)

Loi de Finances pour 2008, Art 2 (JO, 27/12/2007, p 21 211)

1. Exonérations :

⇒ Sont exonérés de la taxe d'habitation les contribuables qui occupent leur habitation principale (seuls, avec leur conjoint, une personne à charge, une personne bénéficiaire de l'allocation du Fonds National de Solidarité), ainsi que les personnes qui conservent la jouissance exclusive de leur résidence principale alors qu'elles sont hébergées durablement en maison de retraite, foyer logement ou établissement de santé en service de long séjour.

Ce sont :

- ⇒
- les titulaires de l'allocation supplémentaire (art L. 815-2, Code Sécurité Sociale),
 - les contribuables de plus de **60 ans** ou veufs dont le montant de revenus de 2007 n'excède pas **9 560 €**, pour la 1ère part de quotient familial, majoré de **2 553 €** pour chaque 1/2 part supplémentaire,
 - les infirmes ou invalides titulaires de l'allocation "Adulte handicapé" dont le montant de revenus de 2007 n'excède pas **9 560 €** pour la 1ère part de quotient familial, majoré de **2 553 €** pour chaque 1/2 part supplémentaire,

Autres exonérations :

- les locaux affectés au logement des étudiants dans les résidences universitaires lorsqu'ils sont gérés par le CROUS (ou un organisme fixant des conditions financières d'occupation équivalentes),
- les centres de gestion de la FTP, le CNFPT.
- les gîtes ruraux, locaux meublés de tourisme et chambre d'hôtes à compter de 2008 dans les zones de revitalisation rurale.

Ces exonérations sont compensées par l'Etat : **Bases exonérées 2007 X taux TH 1991**

2. Dégrèvements :

Sont dégrévés d'office de la taxe d'habitation afférente à leur habitation principale lorsqu'ils l'occupent (aux conditions énoncées au 1.), ainsi que les personnes qui conservent la jouissance exclusive de leur résidence principale alors qu'elles sont hébergées durablement en maison de retraite, foyer logement ou établissement de santé en service de long séjour.

- ⇒
- les bénéficiaires du RMI (depuis 2000, le dégrèvement est maintenu l'année suivante lorsque la personne cesse de percevoir le RMI),
 - les contribuables de plus de **60 ans** et veufs lorsqu'ils l'occupent avec leurs enfants majeurs demandeurs d'emploi ou ne disposant pas de ressources supérieures au RMI,
 - les gestionnaires de foyers de jeunes travailleurs, de travailleurs migrants, de résidences sociales,
 - les organismes agréés de logement de personnes défavorisées,

Tous les autres contribuables dont le montant de revenu 2007 n'excède pas **22 481 €** pour la 1ère part de quotient familial, majorée de **5 253 €** pour la 1ère demi-part et **4 133 €** pour chaque demi-part supplémentaire, sont dégrévés d'office de la taxe d'habitation principale pour la fraction de leur cotisation qui excède **4,3 %** de leur revenu.

⇒ Le revenu pris en compte pour le plafonnement de la cotisation de la taxe d'habitation est le revenu fiscal de référence du contribuable après déduction d'un abattement de **4 877 €** pour la 1ère part de quotient familial, majoré de **1 409 €** pour les 4 première demi-part et de **2 493 €** pour chaque demi-part supplémentaire à compter de la 5ème. Ces montants d'abattement sont indexés chaque année de la même façon que les montants de revenus décrits ci-dessus. Depuis 2001, le montant du dégrèvement est réduit d'un montant égal au produit des collectivités locales et de leurs établissements publics de coopération intercommunale par la différence entre le taux global de taxe d'habitation constaté dans la commune au titre de l'année d'imposition et ce même taux global constaté l'année 2007.

Ces dégrèvements font l'objet d'une compensation intégrale de l'Etat.

10. COMPENSATIONS DES ALLEGEMENTS OU PERTE DE TAXE PROFESSIONNELLE

Loi de Finances pour 2006, Art 36, 86 (JO, 31/12/2005, p 20 628)

1. Réduction progressive de la fraction imposable des recettes :

La loi de finances pour 2003 a modifié, s'agissant des titulaires de bénéfices non commerciaux, agents d'affaires et intermédiaires de commerce qui emploient moins de 5 salariés, le pourcentage des recettes retenu pour l'imposition à la taxe professionnelle.

Ce pourcentage est fixé à **6 %** depuis 2005.

L'État compense chaque année aux collectivités locales et aux EPCI à fiscalité propre la perte de recettes induite par cette mesure.

Cette compensation est égale à la perte de bases d'imposition à la taxe professionnelle résultant de l'allègement annuel appliqué aux recettes déclarées en 2003, multipliée par le taux de taxe professionnelle de **2002** de la collectivité.

⇒ Depuis 2004, la compensation est actualisée chaque année en fonction du taux d'évolution de la DGF entre 2003 et l'année de versement (+ **2,082658 %**).

2. Dotation de compensation de la taxe professionnelle :

⇒ La DCTP est constituée d'un ensemble de compensations qui sont notifiées chaque année aux collectivités locales (les crédits baissent de **- 23,9 %**).

Ces diverses compensations résultent d'une série de mesures législatives qui ont entraîné une perte de recettes de taxe professionnelle pour les collectivités locales.

La dotation de compensation de la taxe professionnelle (DCTP) (hors réduction pour création d'établissements) regroupe plusieurs allocations compensatrices qui évoluent de manière forfaitaire. Il s'agit de la compensation du plafonnement des taux communaux en 1983, de la réduction de la fraction imposable des salaires de **20 % à 18 %** en 1983 et de l'abattement général de **16 %** des bases de taxe professionnelle en 1987.

La DCTP (hors réduction pour création d'établissements) constitue la variable d'ajustement des concours financiers de l'Etat aux collectivités, de telle sorte que les autres dotations évoluent en fonction de leurs indices de référence prévus par la loi.

⇒ L'allocation destinée à compenser l'allègement résultant de l'abattement de **16 %** des bases de taxe professionnelle décidé en 1987 subit en outre une réfaction de **15 %** si le coefficient d'évolution des produits des rôles généraux de taxe professionnelle entre 1987 et 2007 est supérieur à **2,57** et inférieur ou égal à **3,72** de **35 %** si ce coefficient est supérieur à **3,72** et inférieur ou égal à **6,20**, et de **50 %** s'il est supérieur à **6,20**.

Cette réfaction, plafonnée à **2 %** du produit des quatre taxes, doit s'appliquer au montant brut de l'allocation, calculé en fonction de l'indexation précitée. Le résultat obtenu constitue le montant net d'allocation perçu par la collectivité.

Les communes éligibles à la DSU et à la 1^{ère} fraction de DSR bénéficient d'une garantie de limitation de baisse de la DCTP, elles percevront la compensation reçue en N-1 au titre du plafonnement du taux de TP à **2 fois** la moyenne nationale.

3. Compensation de la réduction pour création d'activité (ancienne réduction pour embauche ou investissement) appliquée à compter de 1988 :

Article 1478, CGI

Cette mesure était destinée à compenser l'allègement des charges dont bénéficiaient depuis 1988 les entreprises qui investissaient ou embauchaient.

Il avait été institué, à compter de 1988, une réduction de taxe professionnelle lorsque la base d'imposition d'un établissement était en augmentation par rapport à celle de l'année précédente. La réduction qui était égale à la moitié puis au quart de cette augmentation a été supprimée depuis 2000 sauf pour les entreprises nouvelles.

Elle s'intitule désormais réduction de moitié pour création d'activité et ne s'applique qu'aux établissements imposés pour la première fois à la taxe professionnelle.

La perte de recettes est compensée aux collectivités locales.

La compensation, est égale au produit obtenu en multipliant la perte de bases par le taux de taxe professionnelle de la commune ou du groupement pour 1986, multiplié par **0,960**.

Cette compensation est diminuée d'un montant égal à **2 %** des recettes fiscales de la collectivité bénéficiaire, sauf pour :

- 
- les collectivités locales et leurs groupements dont les bases de taxe professionnelle par habitant sont, l'année précédente, inférieures à la moyenne des bases de taxe professionnelle par habitant constatée la même année pour les collectivités de même nature, (base de TP/h 2006) : communes, **1 557 €**, communautés d'agglomération : **1 681 €** ; communautés de communes à TPU : **1 424 €** ; communautés de communes 4 taxes : **1 295 €**.
 - les communes qui remplissent, au titre de l'année précédente, les conditions d'éligibilité à la dotation de solidarité urbaine doivent remplir certaines conditions relatives à leur potentiel fiscal et au nombre de leurs logements sociaux,

Les recettes fiscales utilisées pour le calcul de la réfaction s'entendent comme le produit des rôles généraux et supplémentaires de la taxe d'habitation, des taxes foncières et de la taxe professionnelle émis au titre de l'année précédente au profit de la collectivité, majoré du montant de certaines compensations.

4. Compensation versée en contrepartie de la modification du régime fiscal des entreprises équestres :

La loi de Finances pour 2004 a soumis l'ensemble des activités des entreprises équestres au régime des bénéfices agricoles, pour les exercices ouverts depuis le 1er janvier 2004, ce qui entraîne la suppression des impositions à la taxe professionnelle depuis 2005.

La perte de recettes pour les collectivités est compensée de 2005 à 2009 par l'Etat.

Le montant de la compensation est égal chaque année au produit obtenu en multipliant les bases d'imposition au titre des activités désormais soumises au régime des bénéfices agricoles par le taux de taxe professionnelle de la collectivité de **2004 (réduite de 20 % par an jusqu'en 2009)**.

5. Compensation des pertes de taxe professionnelle et de redevance des mines :

Loi de Finances pour 2004, Art 53, 56 (JO, 31/12/2003, p 22 550 et 22 551)

Loi de Finances rectificative pour 2007, Art 98, (JO, 28/12/2007, p 21 518)

Le fonds national de péréquation de la taxe professionnelle est supprimé.

Les pertes de TP ou de redevance des mines sont compensées :

- la perte doit être pour la TP :

> à **5 640 €** (2007)

= ou > à **10 %** du produit de TP n - 1 (**2 %** pour les EPCI à TPU)

et représenter au moins de **2 %** du produit de la TH, FB, FNB, TP

- la perte doit être pour la redevance des mines :

> à **5 640 €** (2007)

= ou > à **10 %** du produit n - 1 (**2 %** pour les EPCI à TPU)

et représenter au moins **2 %** du produit de la RdM, TH, FB, FNB, TP

La compensation est versée sur **3 ans** (**90, 75, 50 %**) et sur **5 ans** dans les pôles de conversion)

La 1^{ère} année l'attribution est diminuée d'un abattement de **5 640 €** (2007) si la perte de recettes est inférieure à **10 %** de la TP ou de la redevance des mines.



Les EPCI à TPU peuvent décider d'affecter une fraction de la compensation reçue au FDPTP.

6. Compensation des pertes de taxe professionnelle sur les établissements de France Télécom :

Loi de Finances rectificative pour 2006, Art 133, (JO, 31/12/2006, p 20268)

Les communes et EPCI qui ont subi entre 2003 et 2006, une perte de taxe professionnelle bénéficient d'une compensation si le déficit est égal à une fraction du produit fiscal global pour les communes, du produit de la TP pour les EPCI à TPU.

Un décret fixera ces fractions.

Lorsque ces fractions sont dépassées, la compensation sera attribuée sur **5 ans** (**90 %** en 2007, **70 %** en 2008, **50 %** en 2009, **30 %** en 2010 et **15 %** en 2011).

7. Compensation pour perte de taxe professionnelle aux départements et régions :

Loi de Finances rectificative pour 2006, Art 12, (JO, 31/12/2006, p 20232)

Les départements et régions ayant enregistré, au titre d'une année, une perte de produit de la TP égale ou supérieur à **10 %** du produit N-1, qui représente au moins **2 %** du produit fiscal global de la TP, TH, TFPB, TFPNB de l'année, sont compensés de cette perte (**60 %** la première année, **40 %** la deuxième année, **20 %** la troisième année).

11. REFORME DE LA TAXE PROFESSIONNELLE

Loi de Finances pour 1999, Art 44 A.II et 44.D (JO, 31/12/1998, p 20 050)

Loi de Finances pour 2000, Art 26 (JO, 31/12/1999, p 19 914)

Loi de Finances pour 2003, Art 26 et 84 (JO, 30/12/2002, p 22 028 et 22 038)

Les contribuables à la taxe professionnelle (autres que les titulaires de bénéfices non commerciaux, les agents d'affaires et intermédiaires de commerce employant moins de cinq salariés) ont vu la part "salaires" (18 %) de leur base d'imposition supprimée en 2003.

Les bases d'imposition à la TP des professions libérales, agents d'affaires, intermédiaires de commerce, assujettis aux bénéfices non commerciaux et employant moins de 5 salariés sont réduites progressivement sur 3 ans pour aboutir à la suppression de la part salariale de la base (6 % depuis 2005).

La réforme est applicable depuis 2003 pour les entreprises de plus de **5 salariés** soumises aux BNC.

Pour les entreprises libérales en société, cette réforme est applicable depuis 2003 lorsqu'elles ont moins de **5 salariés**.

Les pertes de recettes pour les collectivités ont été compensées par l'Etat depuis 1999 :

$$\begin{array}{ccc} \text{perte de bases} & \times & \text{taux de TP 1998} \\ \text{(établissements existants au 01/01/1999)} & & \end{array}$$

Depuis 2004, la compensation est intégrée dans la DGF et évolue comme elle.

La commission de réforme de la TP proposait trois hypothèses de réforme :

- la suppression de la TP et son remplacement par une dotation budgétaire ou un transfert d'impôt d'Etat,
- le remplacement de la TP par un impôt n'étant plus lié à l'investissement avec une nouvelle assiette CA, VA, excédent brut d'exploitation, résultat net.
- l'aménagement de la TP en conservant les bases actuelles mais en tenant compte de la valeur nette des équipements / biens mobiliers ou retrouver un plafonnement réel en fonction de la valeur ajoutée,

Cette dernière solution a été retenue (cf 13.1.2)

La réforme de la TP comporte donc deux volets :

- pérennisation du dégrèvement des investissements nouveaux (cf 14.4.4).
- réforme du plafond de la valeur ajoutée.

12. IMPOSITION DE FRANCE TELECOM

Loi de Finances pour 2003, Art 29 (JO, 30/12/2002, p 22 029)

Depuis 2003, les établissements de FRANCE TELECOM sont entrés dans le droit commun sur le plan de leur imposition à la taxe professionnelle.

Les communes bénéficient du produit fiscal des nouvelles bases mais l'Etat pratique un abattement sur la compensation "suppression de la part des salaires" qu'il verse aux communes.

Cet abattement est calculé comme suit :

Bases nouvelles de TP x taux de TP 2003

Le nouveau produit fiscal obtenu par les collectivités sièges d'établissement FRANCE TELECOM donnera donc lieu à une déduction d'un montant identique imputée sur la compensation "part salaires".

La compensation "part salaires" étant indexée chaque année l'opération est neutre pour les communes.

Elles bénéficient toutefois depuis 2004 de l'augmentation physique des bases de TP de FRANCE TELECOM lors d'agrandissement ou de création d'établissements.

13. PLAFONNEMENT DE LA TAXE PROFESSIONNELLE EN FONCTION DE LA VALEUR AJOUTÉE, COTISATION MINIMALE, COTISATION NATIONALE DE PÉRÉQUATION

Article 1647.B sexies, 1647 E et 1648 D, C G I

Loi de Finances pour 1999, Art 44.A.VII.2, 44A.VIII.1 et 44.A.IX (JO, 31/12/1998, p 20 050)

Loi de Finances pour 2000, Art 24 (JO, 31/12/1999, p 19 914)

Loi de Finances pour 2006, Art 85 (JO, 31/12/2005, p 20 625)

Loi de Finances rectificative pour 2006, Art 136 (JO, 31/12/2006, p 20 269)

1. Plafonnement :

1.1 Dispositions antérieures :

Les cotisations de taxe professionnelle sont plafonnées en fonction de la valeur ajoutée produite par l'entreprise au cours de l'année d'imposition. Depuis 1999, le pourcentage du plafonnement est de **3,8 %** pour les entreprises dont le chiffre d'affaires pour l'année est compris entre **21 342 860 et 76 224 500 €** et **4 %** pour celles dont le chiffre d'affaires est supérieur; le plafonnement est fixé à **3,5 %** pour celles dont le chiffre d'affaires est inférieur à **21 342 860 €**.

Le plafonnement est appliqué à une cotisation fictive, calculée en appliquant aux bases imposables le taux de TP de 1995 (art 1647 B sexies du CGI). Les éventuelles augmentations de taux, postérieures à 1995, n'étaient donc pas prises en compte dans le montant du dégrèvement et étaient répercutées sur la cotisation de l'entreprise redevable.

Seules les entreprises d'une commune adhérant à un EPCI, qui percevaient déjà une TPU en 1995, ne supportaient pas ces augmentations de taux. En effet, afin de lisser l'impact du passage à la TPU pour les entreprises installées dans des communes dans lesquelles la TPU se traduisait par une augmentation de la TP, le taux applicable était le taux résultant du processus de réduction des écarts de taux, ou s'il était inférieur, le taux applicable pour l'année de référence.

En revanche, dans les EPCI, ayant perçu pour la 1ère fois la TPU en 1996, le taux pris en compte pour le calcul de la cotisation éligible au plafonnement était le taux applicable en 1995. Les augmentations de taux résultant du passage à la TPU étaient donc supportées par l'entreprise, exactement comme si la commune n'adhérait pas à un EPCI.

Depuis le 1er janvier 2000, les EPCI faisant application du processus de réduction des écarts de taux et appliquant pour la 1ère fois une TPU retiennent pour le calcul de la cotisation de référence le plus faible des deux taux :

- soit le taux de l'année d'imposition,
- soit le taux retenu pour le calcul de la cotisation de référence, l'année précédant la 1ère année de mise en oeuvre de la TPU par l'EPCI.

Les EPCI ne faisant pas application du processus de réduction des écarts de taux et appliquant pour la 1ère fois une TPU retiennent, pour le calcul de la cotisation de référence, le plus faible des deux taux suivants :

- soit le taux de l'année d'imposition,
- soit le taux retenu pour le calcul de la cotisation de référence, l'année précédant la 1ère année de mise en oeuvre de la TPU par l'EPCI, majoré de l'écart positif de taux constaté entre le taux voté par l'EPCI lors de cette 1ère année et le taux voté par la commune l'année précédente.

Cette mesure s'applique de plein droit :

- aux communautés d'agglomération, (art 1609 nonies C du CGI),
- aux communautés urbaines sauf délibération contraire (art 1609 bis du CGI),
- aux communautés de communes issues de la transformation de communautés de villes ou de districts (art 1609 quinquies C III du CGI),
- aux districts de + de **500 000 habitants**, sauf s'ils s'y opposent par une délibération expresse (art 1609 quinquies A du CGI).

Ces dispositions permettent de neutraliser les effets de l'augmentation mécanique des taux résultants de l'adhésion d'une commune à un EPCI.

1.2 Dispositions issues de la réforme :

Loi de Finances rectificative pour 2006, Art 131, 132 (JO, 31/12/2006, p 20 268)

Loi de Finances pour 2007, Art 81 (JO, 27/12/2006, p 19 660)

Loi de Finances rectificative pour 2007, Art 69,72 (JO, 28/12/2007, p 21 512)

Loi de Finances pour 2008, Art 78, 82 (JO, 27/12/2007, p 21 230)

Le taux de plafonnement est ramené à **3,5 %** de la valeur ajoutée pour toutes les entreprises (valeur ajoutée : excédent de la production sur les consommations de biens et de services en provenance de tiers). Pour les entreprises de travaux agricoles, ruraux et forestiers, le taux de plafonnement est de **1,5 %**.

La cotisation de TP n'est plus calculée sur la base du taux de 1995, mais sur celui de l'année d'imposition.

Le montant total du dégrèvement au titre du plafonnement de la valeur ajoutée et de celui des investissements nouveaux est limité à **76 225 000 €**. Les dégrèvements supérieurs correspondront à la part de plafonnement issue de l'augmentation du taux de TP par rapport au taux de référence.

Le taux de référence utilisé pour le calcul du dégrèvement à la charge de l'Etat est le plus faible des trois taux :

- taux voté en 2005,
- taux voté en 2004 majoré de **5,5 %**,
- taux de l'année d'imposition.

L'Etat prend à sa charge le dégrèvement, y compris le plafonnement de la cotisation de péréquation et des bases écartées au profit des fonds départementaux de péréquation de TP dans la limite de **3,5 %** de la valeur ajoutée.

Les communes et EPCI participent à hauteur des augmentations de taux par rapport aux taux de référence amenant à dépasser le plafond de **3,5 %** de la valeur ajoutée.

En cas de transfert de compétences des communes à un EPCI, un nouveau mode de calcul s'applique pour déterminer le taux de référence permettant de fixer la fraction de dégrèvement prise en charge par l'Etat.

Deux taux de référence sont retenus, un pour l'EPCI, un pour la commune.

Le taux de 2005 est comparé au taux de 2004 majoré de **5,5 %**.

Le plus faible de ces taux est :

- majoré pour l'EPCI

- minoré pour la commune

d'un taux représentatif des dépenses liées aux compétences transférées.

Le taux représentatif des dépenses transférées est la somme des taux obtenus en divisant, pour chaque transfert, le coût des charges transférées par les bases d'imposition de la commune et de l'EPCI l'année du transfert.

C'est le taux ainsi minoré qui est retenu pour la commune et le taux majoré pour l'EPCI sauf s'il est supérieur au taux de l'année d'imposition, auquel cas c'est ce dernier taux qui sera retenu.

Jusqu'à présent, seules les dépenses transférées depuis 2005 étaient prises en compte, elles le seront désormais à partir de 2004.

La minoration d'un taux représentatif des dépenses transférées n'affecte, pour les communes, que le taux de 2004 majoré de **5,5 %**.

⇒ En cas de retrocession de compétences de l'EPCI aux communes, le taux de référence de l'EPCI est minoré, et celui des communes concernées est majoré dans les mêmes conditions. Désormais, toute délibération de transfert de compétences ou de retrait devra mentionner le montant des charges ventilé par commune et les taux correspondants.

Il n'est retenu pour les EPCI, que s'il est inférieur à celui de l'année d'imposition.

Les communes et EPCI doivent adopter, avant le 15 avril 2007, des délibérations concordantes sur le coût des dépenses correspondant aux compétences transférées entre 2004 et 2006, ainsi que sur les taux afférents à ce coût pour les communes et les EPCI.

Pour les EPCI à TPU (ne percevant pas la TH, la TFPB ...), le montant du prélèvement à la suite de dégrèvements qui excède 1,8 % du produit de la TP de l'année N-1 fait l'objet d'une réfaction de 80 % lorsque le produit de TP/h N-1 est inférieur au double du produit national moyen du TP/h N-1 pour la catégorie d'EPCI concerné.

Les collectivités seront informées des bases de TP susceptibles de faire l'objet d'un plafonnement et donc des risques d'une augmentation de taux.

L'Etat garantit que le montant maximal de reprise sera celui notifié l'année de votre taux quel que soit le montant réel de dégrèvement (connu à N+2).

A l'inverse, l'Etat remboursera le trop perçu au cas où les sommes auraient été surestimées.

Le prélèvement sur les budgets locaux vient en diminution des douzièmes de fiscalité locale de l'année d'imposition. Les prélèvements de moins de **50 €** ne sont pas opérés.

⇒ Lorsqu'un département intervient financièrement sur son propre territoire ou sur le territoire d'un département limitrophe pour la création ou l'équipement d'une ZAE dont l'intérêt est commun, tout ou partie de la part départementale de la TP reçue dans la ZAE peut être répartie entre ces départements par délibérations concordantes. Les régions peuvent faire de même.

REFORME DE LA TP

Exemple : sur la base du taux moyen "Hérault" : 21,77 %

Montant total des bases de TP 2007		4 250 000 €
Base de TP des entreprises dont la cotisation est plafonnée à 3,5 % de la VA	Part plafonnée	28 %
	Montant	1 190 000 €

TAUX VOTE	2004	2005	2006	2007
	19,50 %	19,50 %	19,50 %	19,50 %

Taux de référence le plus faible :

- taux 2004 majoré de 5,5 % : 20,57 %

- taux 2005 : 19,50 %

- taux 2007 : 19,50 %

$$1\,190\,000 \text{ €} \times (19,50 \% (\text{taux 2007}) - 19,50 \% (\text{taux de référence})) = 0 \text{ € Prélèvement}$$

EXEMPLE :

Montant total des bases de TP 2007		4 250 000 €
Base de TP des entreprises dont la cotisation est plafonnée à 3,5 % de la VA	Part plafonnée	28 %
	Montant	1 190 000 €

TAUX VOTE	2004	2005	2006	2007
	19,50 %	21,00 %	21,00 %	21,00 %

Taux de référence le plus faible :

- taux 2004 majoré de 5,5 % : 20,57 %

- taux 2005 : 21 %

- taux 2007 : 21 %

$$1\,190\,000 \text{ €} \times (21 \% (\text{taux 2007}) - 20,57 \% (\text{taux de référence})) = 5\,117 \text{ € Prélèvement}$$

EXEMPLE :

Montant total des bases de TP 2007		4 250 000 €
Base de TP des entreprises dont la cotisation est plafonnée à 3,5 % de la VA	Part plafonnée	28 %
	Montant	1 190 000 €

TAUX VOTE	2004	2005	2006	2007
	19,50 %	21,00 %	21,05 %	21,35 %

Taux de référence le plus faible :

- taux 2004 majoré de 5,5 % : 20,57 %

- taux 2005 : 21 %

- taux 2007 : 21,35 %

$$1\,190\,000 \text{ €} \times (21,35 \% (\text{taux 2007}) - 20,57 \% (\text{taux de référence})) = 9\,282 \text{ € Prélèvement}$$

MISE EN OEUVRE DE LA REFORME :

<p>Année N :</p> <p>Bases des entreprises plafonnées au titre de la valeur ajoutée en N-2 x Taux TP N - Taux de référence</p> <p>Année N + 1 :</p> <p>L'entreprise bénéficie du plafonnement au titre de l'année</p> <p>Année N + 2 :</p> <p>Lorsque le montant total prélevé excède le dégrèvement, l'Etat reverse la différence Dans le cas contraire l'Etat n'opère pas de prélèvement supplémentaire</p>

2007 : les collectivités auront de moindres recettes fiscales correspondant au montant maximum du prélèvement

2009 : régularisation éventuelle pour le "trop retenu"

CAS PARTICULIERS :

- Le prélèvement n'est pas opéré s'il est inférieur à **50 €**.
- Lorsque le budget d'une collectivité est réglé d'office par le Préfet, le prélèvement fait l'objet d'un abattement de **100 %** cette même année, **75, 50, 25 %** les années suivantes.
- Pour les EPCI à TPU ou TPZ, une réduction de **20 %** du prélèvement est opérée lorsque la part des bases des entreprises plafonnées dépasse **50 %** de l'ensemble des bases notifiées (**39,05 %**).
- Les EPCI à fiscalité additionnelle ne pourront augmenter leur taux de TP que si leurs taux de référence ont été réévalués des taux représentatifs des compétences transférées depuis 2004, pour les communes que s'ils ont été minorés.
- Pour les autres collectivités, une réduction de **20 %** du prélèvement est effectuée dès lorsque :

⇒ - le pourcentage Bases plafonnées / Bases totales est supérieur de 10 points à la moyenne de l'ensemble des mêmes collectivités (**36,28 %**).

- le montant du prélèvement représente + **2 %** des ressources fiscales (4 taxes, TP pour les EPCI à TPU).

⇒ - **30 %** lorsque le produit de TP/h est inférieur au produit de TP/h moyen au niveau national dans la même catégorie de collectivités (communes : 197€/h, CA : 290€/h, CCTPU : 184€/h, CCTPZ : 14€/h, CC 4 taxes : 33€/h).

2. Cotisation minimale :

Loi de Finances rectificative pour 2007, Art 68 (JO, 28/12/2007, p 21 511)

La cotisation minimale de taxe professionnelle des entreprises dont le chiffre d'affaire est supérieur à **7,6 M€** et dont la cotisation de TP est inférieure à **1,5 %** de la valeur ajoutée par l'entreprise.

⇒ Elle est désormais recouvrée par la direction générale des impôts.

3. Cotisation nationale de péréquation :

⇒ La cotisation nationale de péréquation à la charge des établissements situés dans les communes où le taux global de taxe professionnelle est inférieur au taux global moyen national (**26,02 %**) est fixée à un taux de :

- **3,05 %** dans les communes où le rapport entre le taux global de la taxe et le taux moyen national est inférieur à **0,5**. Ce taux est éventuellement réduit de telle sorte que la somme du taux global de la taxe et du taux de la cotisation ne puisse excéder la moitié du taux moyen national, augmenté du taux de cotisation prévu au **14.2**,
- **2,25 %** dans les communes où le rapport visé ci-dessus, est supérieur ou égal à **0,5** et inférieur à **0,75**. Ce taux est éventuellement réduit de telle sorte que la somme du taux global de la taxe et du taux de la cotisation ne puisse excéder les trois quarts du taux moyen national, augmenté du taux de cotisation prévu au **14.3**,
- **1,45 %** dans les communes où ce même rapport est supérieur ou égal à **0,75** et inférieur à **1**. Ce taux est éventuellement réduit de telle sorte que la somme du taux global de la taxe et du taux de la cotisation ne puisse excéder le taux moyen national.

Les taux sont de **3,4 %**, **2,5 %**, **1,6 %** depuis 2003 et pour les années suivantes.

14. EXONERATIONS DE TAXE PROFESSIONNELLE

1. Exonérations de plein droit :

1.1 Entreprises en zone de revitalisation rurale :

Article 1465.A, C G I

Loi de Finances pour 2004, Art 53.V (JO, 31/12/2003, p 22 550)

Loi de Finances rectificative pour 2005, Art 62 et 105 (JO, 31/12/2005, p 20 682)

Loi de Finances pour 2007, Art 70 (JO, 27/12/2006, p 19 659)

Sauf délibération contraire de la commune (ou du groupement de communes), les entreprises situées dans une zone de **revitalisation rurale**, qui procèdent à une création, extension, décentralisation, reconversion ou reprise d'établissements en difficultés exerçant :

- des activités industrielles ou de recherche scientifique et technique,
- des services de direction, d'études, d'ingénierie et d'informatique,
- des activités professionnelles non commerciales (créations) et dans les communes de moins de **2 000 habitants** : créations et reprises d'activités commerciales, artisanales ou non commerciales.

sont exonérées de taxe professionnelle, totalement, pendant une durée maximale de **5 ans**.

Les collectivités doivent prendre une délibération avant le 1er octobre pour supprimer l'exonération. Cette exonération s'applique aussi aux artisans qui effectuent depuis le 1er janvier 1998, principalement des travaux de fabrication, de transformation, de réparation ou de prestations de services et pour lesquels la rémunération du travail représente + de 50 % du chiffre d'affaires global, tous droits et taxes compris, et qui créent une activité dans les ZRR.

La perte de recettes pour les collectivités territoriales et leurs groupements liés à ces exonérations est compensée : **perte de base 2007 x taux de TP 1994** (créations, extensions)

1997 (décentralisations, reprises d'entreprises en difficulté)

Les communes classées en ZRR avant la loi du 23 février 2005 conservent leur classement jusqu'au 31 décembre 2008, elles devront à terme intégrer un EPCI à fiscalité propre.

1.2 Entreprises dans les communes éligibles à la DSU :

Article 1466 .A.I bis, C G I

Loi du 14 novembre 1996, Art 4 (JO, 15/11/1996, p 16 656)

Instruction fiscale DGI, BO 07/11/2003 (Le Moniteur, 21/11/2003, Textes Officiels, p 353)

Sauf délibération contraire de la commune (ou du groupement de communes), les entreprises situées dans une **commune éligible à la dotation de solidarité urbaine** qui procèdent à des créations ou extensions d'établissements employant moins de **150 employés**, pour tout type d'activités dans la limite d'un montant de base nette imposable de **127 244 €** en 2007, peuvent être exonérées de taxe professionnelle pour une durée maximale de **5 ans**.

1.3 Entreprises en zone urbaine sensible :

Loi pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005, Art 142 (JO/31/12/2005, p 893)

Loi de Finances pour 2008, Art 140 (JO, 27/12/2007, p 21 239)

Depuis le 1er janvier 2005, les communes et EPCI peuvent exonérer de TP par délibération prise avant le 1er octobre les créations ou extensions d'entreprises situées en zones urbaines sensibles dans la limite d'un montant de bases nettes imposable de **127 244 €** en 2007.

Ces entreprises doivent employer moins de **150 salariés**.

Cette exonération n'est pas applicable aux entreprises dont le capital est détenu à + de **25 %** par une ou plusieurs entreprises non éligibles.

La délibération fixe le taux d'exonération, la durée (**5 ans maximum**), les ZUS concernées.

⇒ La liste des ZUS sera actualisée tous les **5 ans**, la première actualisation sera effectuée en 2009.

1.4 Entreprises en zones de redynamisation urbaine :

Article 1466 Al ter, C G I

Loi de Finances pour 2002, Art 17.IV (JO, 29/12/2001, p 21 074)

Instruction fiscale DGI, BO 07/11/2003 (Le Moniteur, 21/11/2003, Textes Officiels, p 353)

Loi de Finances rectificative pour 2003, Art 53 (JO, 31/12/2003, p 22 606)

Sauf délibération contraire de la commune (ou du groupement de communes), les entreprises situées dans les zones de redynamisation urbaine définies par le pacte de relance pour la ville qui procèdent à des créations, extensions d'établissements employant **au moins 150 salariés**, pour tout type d'activités dans la limite de **50 %** d'un montant de base nette imposable de **127 244 €** en 2007, peuvent être exonérées de taxe professionnelle pendant une durée maximale de **10 ans**.

Ces dispositions valent pour les entreprises existantes entre le **01/01/1997** et **31/12/2008**.

Cette durée d'exonération est réduite de 10 à 5 ans pour les entreprises créées entre le **31/07/1998** et le **31/07/2003**.

La base nette des entreprises ayant été exonérées fait l'objet d'un abattement sur **3 ans** après la fin de l'exonération **en 2007** (60 % la 1ère année, 40 % la 2ème année, 20 % la 3ème année). Cette mesure ne peut avoir pour effet de réduire la base d'imposition de l'année considérée de plus de **60 %** la 1ère année, **40 %** la 2è année, **20 %** la 3è année.

L'Etat compense ces exonérations : **pertes de bases 2006 X taux TP 1996**

1.5 Entreprises en zone franche urbaine :

Article 1466.AI quater, C G I

Instruction fiscale DGI, BO 07/11/2003 (Le Moniteur, 21/11/2003, Textes Officiels, p 353)

Loi de Finances rectificative pour 2003, Art 53 (JO, 31/12/2003, p 22 606)

Sauf délibération contraire de la commune (ou du groupement de communes), les entreprises créées entre le **01/01/1997** et le **31/12/2001** situées dans les zones franches urbaines définies par le pacte de relance pour la ville sont exonérées pour **5 ans** de la taxe professionnelle dans la limite d'un montant de base nette imposable de **343 234 € en 2007**, dès lors qu'elles emploient **moins de 50 salariés**.

Sauf délibération contraire de la commune (ou du groupement de communes), la base nette des entreprises ayant été exonérées fait l'objet d'un abattement sur **3 ans** après la fin de l'exonération **en 2007** (60 % la 1ère année, 40 % la 2ème année, 20 % la 3ème année). Cette mesure ne peut avoir pour effet de réduire la base d'imposition de l'année considérée de plus de **60 %** la 1ère année, **40 %** la 2è année, **20 %** la 3è année.

Ces entreprises doivent exister depuis le 1er janvier 1997 ou avoir été créées, connu une extension ou un changement d'exploitant depuis le 1er janvier 1997. Pour celles concernées en 2001, l'exonération s'applique jusqu'en 2008.

Pour les établissements existants depuis le 1er janvier 1997, l'exonération est réservée à certains secteurs économiques (constructions, commerces, réparations automobiles, commerces de détails et réparations d'appareils domestiques, hôtels, restaurants, taxis, santé et action sociale, assainissement, voirie et gestion des déchets, activités associatives, récréatives, culturelles, sportives, services personnels). Pour les autres secteurs, l'exonération est réservée aux établissements ayant réalisé entre le 1er janvier 1994 et le 31 décembre 1996 **15 %** au plus de leur chiffre d'affaires HT à l'exportation ou dans les livraisons intracommunautaires.

Ces conditions de secteurs d'activités et de chiffre d'affaires ne sont pas requises en cas de création, extension d'établissement ou de changement d'exploitant après le 1er janvier 1997.

Cette exonération n'est pas cumulable avec les exonérations de taxe professionnelle :

- des entreprises nouvelles,
- des entreprises de spectacles,
- des médecins et auxiliaires médicaux,
- des exonérations prévues dans le cadre de l'aménagement du territoire.

L'exonération avait été supprimée en 2002 et devait faire l'objet d'un abattement dégressif sur les bases d'imposition sur une période de 3 ans.

Ce dispositif a été maintenu en 2003 pour les établissements existants au **01/01/1997** et ceux créés entre cette date et le **01/01/2008**, pour les établissements ayant fait l'objet d'une extension ou d'un changement d'exploitant entre le **01/01/1997** et le **31/12/2001**. Par ailleurs, un abattement spécifique est prévu pour les entreprises de moins de 5 salariés en fin de dispositif (**60 %** les 5 premières années, **40 %** les 6ème et 7ème année, **20 %** les deux dernières).

41 nouvelles zones franches urbaines ont été créées en 2003 (document du 29/01/2003 Le Moniteur, 21/02/2003, Textes Officiels, p 400).

Les modalités de l'exonération de TP sont différentes dans les nouvelles zones franches.

Conditions cumulatives :

- moins de **50 salariés**,
- chiffre d'affaires de l'exercice inférieur à **10 M€**,
- son capital ne doit pas être détenu à plus de **25 %** par des entreprises de plus de **50 salariés** et plus de **7 M€** de CA,
- son activité principale ne relève pas des secteurs de la construction automobile, navale, du textile, de la sidérurgie, des transports routiers de marchandises.

L'Etat compense ces exonérations : **pertes de bases 2007 X taux TP 1996**

Loi du 31 mars 2006, Art 26 à 30 (JO, 02/04/2006, p 4 950)

Nouvelles ZFU

Des zones franches urbaines sont créées à compter du 1er août 2006 dans les quartiers de plus de 8 500 habitants particulièrement défavorisés au regard des critères pris en compte pour la détermination des zones de redynamisation urbaine. Il s'agit de zones sensibles confrontées à des difficultés particulières, appréciées en fonction de leur situation dans l'agglomération, de leurs caractéristiques économiques et commerciales et d'un indice synthétique, tenant compte du nombre d'habitants du quartier, du taux de chômage, de la proportion de jeunes de moins de **25 ans**, de la proportion des personnes sorties du système scolaire sans diplôme et du potentiel fiscal des communes intéressées.

La liste des nouvelles ZFU sera arrêtée par décret.

Une nouvelle exonération de taxe professionnelle est instituée dans les établissements existants au 1er janvier 2006 dans les ZFU créées à compter du 1er août 2006. Il s'applique également aux créations et extensions d'établissements réalisés entre le 1er janvier 2006 et le 31 décembre 2011, tant dans les nouvelles ZFU créées que dans les anciennes.

Pour en bénéficier, l'entreprise doit appartenir à une petite entreprise indépendante, employant au plus **50 salariés** et dont le chiffre d'affaires ou le total de bilan est inférieur ou égal à **10 M €**.

L'exonération de taxe professionnelle est totale pendant **5 ans**, dans la limite d'un plafond actualisé chaque année.

A l'issue de cette période, la base nette d'imposition de ces établissements fait l'objet, sauf délibération contraire des collectivités territoriales ou de leur EPCI dotés d'une fiscalité propre, d'un abattement de **60 %, 40 % et 20%** sur **3 ans**, porté à **9 ans** lorsque l'établissement dépend d'une entreprise de moins de **5 salariés**.

⇒ Les exonérations ayant pris effet en 2006 s'appliquent pour un montant maximum de **200 000 €** sur **3 ans**. Les précédents régimes d'exonération de taxe professionnelle ne peuvent plus être accordés depuis le 3 avril 2006.

1.6 Entreprises en bassin d'emploi à redynamiser :

Loi de Finances rectificative pour 2006, Art 130. I. V. VI (JO, 31/12/2006, p 20 265)

Les créations ou extensions d'entreprises situées dans un BER sont exonérées de TP pendant **5 ans** (sauf délibération contraire des communes et EPCI).

Dans les bassins d'emploi à redynamiser les bâtiments des entreprises bénéficiaires d'une exonération de TP sont exonérés de TFPB pour une durée de **5 ans**.

Les bassins d'emploi ont un taux de chômage supérieur de **3 points** au taux national, une baisse annuelle de la population supérieure à **0,75 %**.

Les collectivités peuvent s'opposer à cette exonération par délibération prise avant le 1er octobre.

Pour 2007, dans les deux mois suivant la publication du décret délimitant les bassins.

L'exonération concerne les créations ou extensions réalisées entre le 01/01/2007 et le 31/12/2011.

Les entreprises ne peuvent pas bénéficier de l'exonération :

- dans une zone d'aide à finalité régionale (anciennes ZAT) si elle appartient aux secteurs : pêche et agriculture, construction navale, charbon, acier, fibres synthétiques, production principe de produits agricoles.
- dans une autre zone si elle appartient aux secteurs de production de produits agricoles, de la pêche, de l'agriculture.

1.7 Entreprises équestres :

Loi de Finances pour 2004, Art 22 (JO, 31/12/2003, p 22 539)

Depuis 2005, les entreprises équestres sont considérées comme exploitants agricoles et exonérées de TP. Les pertes de recettes seront compensées aux communes et EPCI : **pertes de bases 2006 x taux TP 2004**.

De 2005 à 2009, la compensation est égale à **80 %**, **60 %**, **40 %**, **20 %** de la dotation 2004.

1.8 Photographes auteurs :

Loi de Finances pour 2004, Art 108 (JO, 31/12/2003, p 22 568)

Depuis le 1er janvier 2004 les photographes auteurs sont exonérés de la TP pour leurs oeuvres artistiques d'intérêt public (ce qui exclut les recettes provenant de photos d'identité, mariages, événements familiaux...).

1.9 Artisans pêcheurs :

Loi de Finances rectificative pour 2003, Art 51 (JO, 31/12/2003, p 22 605)

Sont exonérés de la TP les artisans pêcheurs utilisant deux bateaux pour les besoins de leur activité.

1.10 Jeunes avocats :

Loi de Finances rectificative pour 2006, Art 93 (JO, 31/12/2005, p 20 629)

A la suite de la réforme de la profession d'avocats, l'année de stage a été supprimée. Les avocats en formation bénéficient d'une exonération de TP de **2 ans** à compter de l'année suivant le début d'exercice de leur profession. Cette exonération s'appliquera à compter de 2008.

1.11 Diffuseurs de presse :

Article 1458 CGI

Loi de Finances rectificative pour 2006, Art 122 (JO, 31/12/2006, p 20 263)

L'exonération des diffuseurs de presse (périodiques, agences de presse, correspondants locaux) est étendue aux sociétés effectuant des opérations de groupage et de distribution pour le compte de sociétés coopératives de messagerie majoritaires dans leur capital.

1.12 Vendeurs à domicile :

Loi de Finances rectificative pour 2006, Art 121 (JO, 31/12/2006, p 20 263)

Depuis 2007, les vendeurs à domicile indépendants sont exonérés de TP lorsque leur rémunération brute annuelle est inférieure à **16,5 %** du montant annuel du plafond de sécurité sociale :

- **30 192 €** en 2005

- **31 068 €** en 2006

- **32 184 €** en 2007

2. Exonérations facultatives :

2.1 Créations, extensions, décentralisation, reconversion d'entreprises en territoire rural de développement prioritaire :

Article 1465, C G I

Loi de Finances rectificative pour 2006, Art 87. X à XIII (JO, 31/12/2006, p 20 251)

Les communes (ou leurs groupements) peuvent exonérer de taxe professionnelle, totalement ou partiellement, pendant **5 ans** au maximum, les entreprises qui procèdent, dans une **zone d'aménagement du territoire, un territoire rural de développement prioritaire ou une zone urbaine sensible**, à une création, une extension, une décentralisation, une reconversion ou à une reprise d'établissement en difficulté, pour des :

- activités industrielles ou de recherche scientifique et technique,
- services de direction, d'études, d'ingénierie et d'informatique.

L'exonération s'applique à la valeur locative des investissements réalisés, le montant ne peut excéder : **1 524 490 €**. Ces dispositions s'appliquent désormais dans "les zones d'aide à l'investissement des PME"

Les PME réalisant une opération à caractère tertiaire dans une zone éligible à la prime d'aménagement du territoire peuvent bénéficier de la même exonération si elles ont employé moins de **250 salariés** et réalisé un chiffre d'affaires de moins de **50 M €** (petites entreprises : moins de **50 salariés, CA < 10 M€**) au cours de la période de référence de calcul de la base, à condition que leur capital soit détenu à **75 %** au moins par des personnes physiques.

Pour les nouvelles opérations réalisées depuis le 01/01/2007, l'exonération s'applique jusqu'au 31/12/2013 dans les zones d'aide à finalité régionale.

Les collectivités doivent prendre une délibération avant le 1er octobre.

2.2 Créations d'entreprises nouvelles en zone d'aménagement du territoire, territoire rural de développement prioritaire, zone de redynamisation urbaine :

Article 1464.B, C G I

Loi de Finances pour 2004, Art 92 (JO, 31/12/2003, p 22 562)

Les communes (ou leurs groupements) peuvent exonérer de taxe professionnelle, totalement pendant une durée de **2 ans** les entreprises qui se créent depuis le 1er janvier 1995, dans une **zone d'aménagement du territoire, un territoire rural de développement prioritaire ou une zone de redynamisation urbaine**, lorsqu'elles exercent des :

- activités industrielles, commerciales ou artisanales,
- activités non commerciales, lorsqu'elles sont soumises à l'impôt sur les sociétés et qu'elles emploient au moins **3 salariés** (dans la limite d'un montant de base nette imposable de **129 153 €**).



Les collectivités doivent prendre une délibération avant le 1er octobre. Le régime est prorogé jusqu'au **31 décembre 2009**.

2.3 Entreprises en difficulté :

Article 1464.B, C G I

Les communes (ou leurs groupements) peuvent exonérer de taxe professionnelle, totalement pendant une durée de **2 ans** les sociétés créées pour reprendre une entreprise industrielle en difficulté dans les ZAT, TRDP, ZRU.

Les collectivités doivent prendre une délibération avant le 1er octobre.

2.4 Créations ou extensions d'entreprises en zone urbaine sensible :

Article 1466.A.I, C G I

Loi de Finances pour 1999, Art 44.A.II (JO, 31/12/1998, p 20 050)

Instruction fiscale DGI, BO 07/11/2003 (Le Moniteur, 21/11/2003, Textes Officiels, p 353)

Les communes (ou leurs groupements) peuvent exonérer de taxe professionnelle, totalement ou partiellement, pendant **5 ans** au maximum, les entreprises qui procèdent à des créations ou extensions d'établissements employant moins de **150 salariés**, dans une zone **urbaine sensible**, pour tout type d'activités (dans la limite d'un montant de base nette imposable de **129 153 €**).



Les collectivités doivent prendre une délibération avant le 1er octobre.

2.5 Entreprises de manutention portuaire :

Article 1464.G, C G I

Loi de Finances pour 2001, Art 68 (JO, 31/12/2000, p 21 138)

Dans les ports maritimes où le maintien du transit portuaire impose la modernisation et la rationalisation des opérations de manutention, les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre peuvent, par une délibération de portée générale prise avant le 1er octobre, exonérer de la taxe professionnelle due au titre des années 2001 à 2006 la valeur

locative des outillages, équipements et installations spécifiques de manutention portuaire exploités au 31 décembre 2000, ainsi que de ceux acquis ou créés en remplacement de ces équipements, et rattachés à un établissement d'une entreprise de manutention portuaire situé dans le ressort d'un port exonéré de taxe professionnelle.

La liste des ports concernés ainsi que les caractéristiques des outillages, équipements et installations spécifiques visés ci-dessus sont fixées par arrêté du ministre chargé du budget et du ministre chargé des ports.

Les entreprises qui entendent bénéficier de ces dispositions doivent déclarer, chaque année, au service des impôts, les éléments entrant dans le champ d'application de l'exonération.

2.6 Installations de gazole :

Article 1464.E, C G I

Loi de Finances pour 1992, Art 82 (JO, 31/12/1991, p 17 236)

Les collectivités territoriales et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre peuvent, par délibération prise avant le 1er octobre exonérer de taxe professionnelle à hauteur de **50 %** et pour **10 ans**, la valeur locative des installations de désulfuration de gazole et de fuel lourd, ainsi que des installations de conversion profonde du fuel lourd en gazole, fuel domestique ou carburants pour automobiles.

2.7 Installations de gaz liquéfiés :

Article 1464.F, C G I

Loi de Finances pour 1992, Art 83 (JO, 31/12/1991, p 17 237)

Les collectivités territoriales et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre peuvent par délibération prise avant le 1er octobre exonérer de taxe professionnelle à **100 %** et pendant **5 ans**, la valeur locative des installations de stockage de gaz liquéfié d'au moins **200 tonnes** qui, pour un motif d'intérêt général, font l'objet d'un transfert à l'intérieur de la même commune ou dans une autre commune.

2.8 Meublés :

Article 1459.3.4, C G I

Loi de Finances pour 1992, Art 103 (JO, 31/12/1991, p 17 242)

Décret n°92-1325 du 15 décembre 1992 (JO, 19/12/1992, p 17 393)

Les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent exonérer de taxe professionnelle par délibération prise avant le 1er octobre :

- les personnes qui louent tout ou partie de leur habitation personnelle à titre de gîte rural classé "Gîtes de France", et ne constituant pas l'habitation principale ou secondaire du locataire,
- les personnes qui louent en meublé des locaux compris dans leur habitation personnelle dans les conditions prévues au I de l'Art 58 de la Loi du 29 novembre 1965,

- les autres personnes qui louent ou sous-louent en meublé en toute ou partie de leur habitation personnelle.

La délibération porte sur la totalité de la part revenant à la collectivité ou au groupement et peut concerner une ou plusieurs de ces trois catégories de personnes.

2.9 Professions libérales :

Article 1464.D, C G I

Loi de Finances pour 1987, Art 6.III (JO, 31/12/1986, p 15 821)

Loi de Finances pour 1988, Art 80 (JO, 31/12/1987, p 15 497)

Les communes de moins de **2 000 habitants** peuvent exonérer depuis 1987, de taxe professionnelle, les médecins qui s'établissent sur leur territoire et y exercent à titre libéral, pendant les **2 années** suivant l'établissement.

Elles peuvent depuis 1988 exonérer aussi, dans les mêmes conditions tous les auxiliaires médicaux suivants :

- | | |
|--------------------|---------------------|
| . dentiste | . orthophoniste |
| . sage-femme | . orthopédiste |
| . infirmière | . opticien lunetier |
| . kinésithérapeute | . audioprothésiste |
| . pédicure | |

La délibération du conseil municipal doit être de portée générale et être prise avant le 1er octobre.

Les médecins ou auxiliaires concernés doivent justifier de leur exonération auprès des services fiscaux, avant le 1er janvier de l'année qui suit celle de leur établissement dans la commune.

2.10 Entreprises de spectacles :

Article 1464, C G I

Loi de Finances pour 2002, Art 110 (JO, 29/12/2001, p 21 074)

Loi de Finances rectificative pour 2002, Art 34 (JO, 30/12/2002, p 22 080)

Loi de Finances pour 2008, Art 76 (JO, 27/12/2007, p 21 229)

Une délibération est nécessaire avant le 1er octobre pour :

- exonérer dans la limite de **100 %** les entreprises de spectacles (théâtres, tournées, etc.) situées dans des communes de plus de **70 000 habitants** qui réalisent, en moyenne hebdomadaire, moins de **1 200 entrées** et moins de **3 049 €** de recettes,
- exonérer dans la limite de **66 %** les entreprises de spectacles cinématographiques, qui réalisent moins de **2000 entrées** hebdomadaires (en moyenne) dans les communes de moins de **100 000 habitants**,

- exonérer dans la limite de **33 %** les autres entreprises de spectacles cinématographiques, quelle que soit la population des communes et indépendamment du nombre d'entrées ou du montant de recettes,
- ⇒ - exonérer dans la limite de **100 %** les établissements de spectacles cinématographiques qui, quel que soit le nombre de leurs salles, réalisent en moyenne hebdomadaire moins de **7 500 entrées** et bénéficiant d'un classement "Art et Essai".

2.11 Etablissements publics administratifs d'enseignement supérieur ou de recherche :

Loi de Finances pour 2002, Art 111 (JO, 29/12/2001, p 21 074)

Ces établissements peuvent être exonérés de taxe professionnelle par les communes et les EPCI, par une délibération de portée générale prise avant le 1er octobre.

2.12 Pôles de compétitivité :

Art 1466.E, C G I

Loi de Finances pour 2005, Art 24 III.c (JO, 31/12/2004, p 22 466)

Loi de Finances pour 2008, Art 107 (JO, 27/12/2007, p 21 234)

Les communes et EPCI peuvent par délibération prise avant le **1er octobre** exonérer de TP pour **5 ans** les activités implantées dans une zone de recherche et de développement d'un pôle de compétitivité. Les entreprises doivent participer à un projet de recherche et de développement validé au 01/01/2005. L'exonération est totale. L'exonération ne s'applique pas en cas de transfert d'activité lorsque l'entreprise a précédemment bénéficié de l'exonération "jeune entreprise innovante".

⇒ Cette exonération est prolongée jusqu'au 31 décembre 2008.

2.13 Jeunes entreprises innovantes :

Art 1466. D, C G I

Loi de Finances pour 2004, Art 13 III. (JO, 31/12/2003, p 22 535)

Loi de finances rectificative pour 2005, Art 107 (JO, 31/12/2005, p 20 692)

Loi de Finances pour 2008, Art 71 (JO, 27/12/2007, p 21 229)

Les communes et EPCI peuvent exonérer de TP pour une durée de **7 ans**, par délibération prise avant le **1er octobre**, les jeunes entreprises innovantes.

Entreprises concernées :

- existantes au **01/01/2004** ou créées jusqu'au **31/12/2013**,
- PME de moins de **250 salariés**, moins de **40 M€** de chiffres d'affaires,
- réalisant des dépenses de recherche (**15 %**),
- capital détenu à **50 %** par des personnes physiques ou des JEI.

Lorsque l'entreprise a été créée avant le **01/01/2006** elle doit l'avoir été depuis moins de **8 ans**.

Sont aussi concernées à compter du **1er janvier 2008** les jeunes entreprises universitaires ayant pour vocation principale la valorisation des travaux de recherche. Elles doivent être dirigées ou détenues à hauteur de **10 %** au moins par :

- ⇒ - des étudiants,
- des personnes titulaires depuis moins de 5 ans d'un master ou d'un doctorat,
- des personnes affectées à des activités d'enseignement ou de recherche.

Les conditions dans lesquelles est organisée cette valorisation sont fixées par convention entre l'entreprise et l'établissement d'enseignement supérieur.

2.14 Sous traitant industriel :

Article 1469.3° bis, CGI

Loi de Finances rectificative pour 2005, Art 64 (JO, 31/12/2005, p 20 682)

Les communes et EPCI peuvent par délibération prise avant le 1er octobre exonérer de taxe professionnelle les outillages utilisés par un sous traitant-industriel imposés à son nom, alors qu'il n'en est ni propriétaire, locataire, ou sous-locataire.

2.15 Librairies indépendantes de référence :

Article 1464.1, CGI

Loi de Finances rectificative pour 2007, Art 70 (JO, 28/12/2007, p 21 512)

Les communes et EPCI peuvent par délibération prise avant le 1er octobre exonérer totalement de TP les librairies indépendantes de référence labellisées.

Elles doivent :

- être PME,
- non liées à une entreprise par un contrat d'exclusivité,
- avoir un capital détenu à 50 % au moins par des personnes physiques ou des PME autonomes.

3. Abattement de base :

Article 1469.A quater, C G I

Loi de Finances pour 1996, Art 79 (JO, 31/12/1995, p 19 042)

Loi de Finances pour 2004, Art 109 (JO, 31/12/2003, p 22 569)

Les communes (ou leurs groupements à fiscalité propre) peuvent par une délibération prise avant le 1er octobre, réduire la base de taxe professionnelle des établissements principaux des personnes (physiques ou morales) qui vendent au public des écrits périodiques (en qualité de mandataires inscrits au conseil supérieur des messageries de presse).

Les communes peuvent, par délibération prise avant le 1er octobre, instituer un abattement fixé au choix à 1 600 €, 2 400 €, 3 200 €.

4. Dégrèvement :

4.1 Immobilisations nouvelles affectées à la recherche :

Loi de Finances pour 2003, Art 82 (JO, 30/12/2002, p 22 038)

Depuis 2004 un dégrèvement de TP est accordé au titre des immobilisations nouvelles affectées à la recherche (entrant dans le champ d'application du crédit d'impôt recherche) lorsqu'elles sont créées ou acquises à l'état neuf depuis le 1er janvier 2003.

4.2 Entreprises de transport routier :

Article 1647.C, CGI

Loi de Finances rectificative pour 2005, Art 6 (JO, 30/12/2005, p 20 659)

Un dégrèvement de 366 € par véhicule routier de 7,5 tonnes et plus est accordé aux entreprises soumises à la taxe professionnelle quelles que soient leurs activité ou leur taille. .

Pour les véhicules de plus de **16 tonnes**, le dégrèvement est porté à **700 €** (à **1 000 €** pour ceux qui sont conformes aux normes environnementales de l'U.E).

Pour bénéficier de ce dégrèvement, les entreprises doivent déposer une déclaration au service des impôts.

4.3 Entreprises de transports sanitaires :

Art 1647.C bis CGI

Loi de Finances rectificative pour 2005, Art 78 (JO, 31/12/2005, p 20 686)

Depuis 2001, les entreprises qui exercent l'activité de transport sanitaire terrestre dans les conditions prévues aux articles L.6312-1 et suivants du code de la santé publique, bénéficient d'un dégrèvement de **50 %** de la cotisation de taxe professionnelle due à raison de cette activité. Il est porté à **75 %** en 2005 et 2006.

4.4 Soutien à l'investissement :

Loi de Finances pour 2005, Art 95, (JO, 31/12/2005, p 22 498)

Loi de Finances pour 2006, Art 85, (JO, 31/12/2005, p 20 625)

Toutes les entreprises créées avant le 01/01/2005 réalisant des investissements productifs depuis le 1er janvier 2006 sont dégrévées de TP.

Dégrèvement : **valeur des immobilisations X taux de TP année N ou 2003 s'il est inférieur.**

Il s'applique sur une période de 3 ans à hauteur de **100 %** de la valeur du bien la 1ère année, 2/3 la 2ème année, 1/3 la 3ème année. Le dégrèvement complémentaire pour les redevables plafonnés sur la valeur ajoutée est supprimé au 1er janvier 2007.

5. Réductions de valeur locative de la TP prorata temporis :

Loi de Finances rectificative pour 2003, Art 40 (JO, 31/12/2003, p 22 604)

Restaurants, hôtels de tourisme, établissements de jeux et spectacles, établissements thermaux voient la valeur locative de leur TP diminuée au prorata de leur période d'activité.

Cette mesure est étendue depuis 2005 aux cafés et discothèques qui pratiquent une fermeture de **3 à 8 mois** résultant d'une contrainte de localisation ou touristique.

6. Réductions de valeur locative des installations destinées à la lutte contre la pollution des eaux :

Article 1518.A, CGI

Loi de Finances pour 1992, Art 85 (JO, 31/12/1991, p 17 237)

Les collectivités territoriales et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre peuvent, par délibération prise avant le 1er octobre, porter à **100 %** la réduction de la valeur locative des installations destinées à la lutte contre la pollution des eaux et de l'atmosphère qui ont été achevées depuis 1992.



DOTATIONS

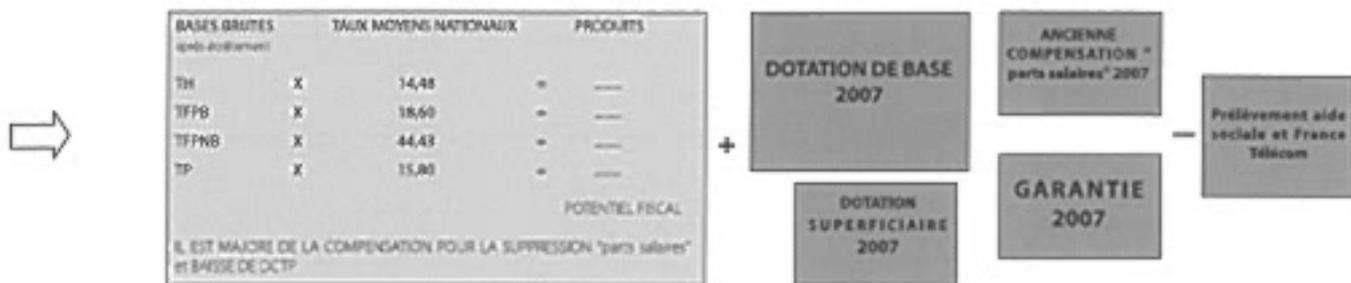
Loi de Finances pour 2008, Art 36 (JO, 27/12/2007, p 21 220)

⇒ **"Pour l'année 2008, la DGF, la DSI, la Dotation Elu Local, la DGE, la DGD, la DDFP, la DRES et la Dotation de Compensation de la Taxe Professionnelle (hors réduction pour création d'entreprises), la dotation de compensation pour la suppression de la part salaire, la dotation de compensation de la réduction de la fraction imposable des recettes de la TP, les dotations de compensation des exonérations des parts départementale et régionale de la TFPNB des terrains agricoles forment un ensemble qui progresse en fonction de l'évolution des prix à la consommation des ménages (hors tabac). Ceci constitue un contrat de stabilité pour l'année 2008.**

Pour l'année 2008 : + 1,60 %

15. POTENTIEL FINANCIER

Loi de Finances pour 2005, Art 47 (JO, 31/12/2004, p 22 480)



La dotation forfaitaire est ajoutée au potentiel fiscal pour prendre compte les ressources globales des communes.

Il vaut pour : DNP, DSU, DSR, DDR, Dotation élu local

16. POTENTIEL FISCAL

Loi de Finances pour 2005, Art 47 (JO, 31/12/2004, p 22 480)
Article L.2334.5, L.5211.30.II du CGCT

DES COMMUNES :

BASES BRUTES (après déduction)		Taux MOYENS NATIONAUX		PRODUITS
TH	X	14,48	=	---
TFPB	X	18,60	=	---
TFPNB	X	44,43	=	---
TP	X	15,80	=	---

POTENTIEL FISCAL

IL EST MAJORE DE LA COMPENSATION POUR LA SUPPRESSION "parts salaires" et BAISSE DE DCTP

DES COMMUNES MEMBRES D'UN EPCI A FISCALITE ADDITIONNELLE ET A TPU :

BASES BRUTES (après déduction)		Taux MOYENS NATIONAUX		PRODUITS
TH	X	14,48	=	---
TFPB	X	18,60	=	---
TFPNB	X	44,43	=	---
TP				
1ère année : Base N-1	X	15,80		
Années suivantes : Base originelle + augmentation/diminution base globale à population de la commune	X	15,80		

POTENTIEL FISCAL

IL EST MAJORE DE LA COMPENSATION POUR LA SUPPRESSION "parts salaires" REPARTI AU PROFIT DES DIMINUTIONS DE BASE DANS CHAQUE COMMUNE, et DCTP

17. EFFORT FISCAL

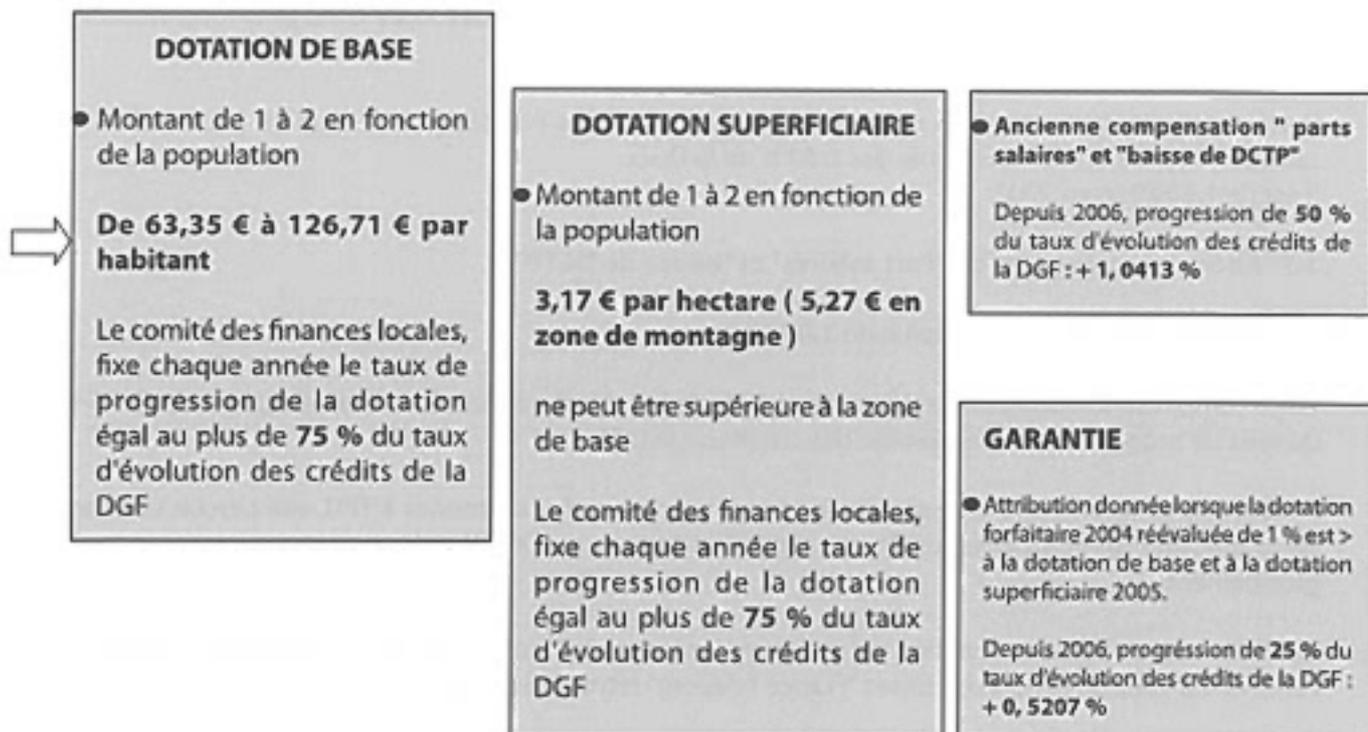
Article L.2334.5 du CGCT

$$\frac{\text{PRODUIT DES IMPOTS MENAGES + TEOM/ROM} \\ \text{(majoré des exonérations ou abattements)}}{\text{DE LA COMMUNE ET DES EPCI SUR SON TERRITOIRE : année N - 1}} \\ \text{POTENTIEL FISCAL - PRODUIT DE LA TP}$$

18. NOUVELLE ARCHITECTURE DE LA DGF

Loi de Finances pour 2005, Art 47.III.IV.V.VI, 48 (JO, 31/12/2004, p 22 480)

STRUCTURE DE LA DOTATION FORFAITAIRE 2008



19. DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT

Loi de Finances pour 2006, Art 44 (JO, 31/12/2005, p 20 609)

⇒ Les crédits de la DGF augmentent en 2008 de + **2,08 % (+ 734 M€)**.

Depuis 1996, il est procédé à une régularisation de la DGF lorsqu'elle est en variation d'une année sur l'autre, après prélèvement d'une quote-part destinée à la régularisation des EPCI à fiscalité propre.

1. Dotation forfaitaire :

Elle est composée :

1.1 Dotation de base :

Destinée à tenir compte des charges liées à l'importance de la population.

⇒ Pour 2008 elle est égale au produit de la population par un montant de **63,35 € /h (0-500 h) à 126,71 € /h (+ 200 000 h)** (voir annexe).

Cette dotation augmente selon un taux fixé par le Comité des finances locales égal au plus à **75 %** du taux de progression de l'ensemble des crédits de la DGF.

⇒ Il est de **1,5620 %** en 2008.

1.2 Dotation superficière :

⇒ Proportionnelle à la superficie de la commune égale à **3,17 €** par hectare (**5,27 €** /ha pour les communes de zone de montagne).

Cette dotation augmente selon un taux fixé par le Comité des finances locales égal au plus à **75 %** du taux de progression de l'ensemble des crédits de la DGF.

Il est de **1,5620 %** en 2008.

1.3 Ancienne compensation "Part salaires" et "baisse de DCTP" :

⇒ En 2008 cette compensation évolue de **1,0413 %**.

Cette compensation progresse selon un taux fixé par le Comité des finances locales égal au plus à **50 %** du taux de progression de l'ensemble des crédits de la DGF.

Lorsqu'une commune cesse d'appartenir à un groupement de communes à TPU, elle perçoit une part de la dotation de compensation "part salaires" et "baisse de DCTP" prévue antérieurement pour le groupement.

Cette part est calculée en fonction du montant des bases de TP des communes qui adhèrent encore à l'EPCI et minorée de la part des bases "France Telecom" rétrocédée à l'Etat.

1.4 Attribution de garantie :

Loi de Finances pour 2007, Art 124 (JO, 27/12/2007, p 19 666)

⇒ Les communes la reçoivent lorsque le montant de la dotation de base et la dotation superficière 2007 est inférieur au montant de la dotation forfaitaire 2007 réévaluée de **+ 0,5207 % (entre 0 et 25 % de la progression de la DGF fixé à compter de 2008 par le comité des finances locales)**.

Le taux de croissance de la dotation forfaitaire est égal au taux d'évolution de la dotation de base, superficiaire, et de l'attribution de garantie.

Les augmentations de populations constatées lors de recensements complémentaires seront prises en compte à **100 %** dès l'année suivante.

En cas de modification des limites territoriales entraînant des variations de population, les dotations de base respectives sont calculées en tenant compte des nouvelles populations.

En cas de fusion de communes, la dotation de base et superficiaire sont calculées en additionnant les populations et les superficies.

En cas de division de commune les dotations de base et superficiaire sont calculées au prorata de la population et de la superficie de chaque commune.

Les communes dont la garantie représente + de **1,5 fois** la garantie / h moyenne de l'année précédente ne bénéficieront plus de la réévaluation.

Les dotations communiquées aux communes indiqueront le montant total de la dotation forfaitaire, en précisant le montant de la compensation "part salaire", "baisse de DCTP", de la dotation de base, de la dotation superficiaire et de l'attribution de garantie.

Si la commune devient adhérente à un EPCI à TP communautaire, la compensation "part salaire" et "baisse de DCTP" est versée directement à l'EPCI.

Lorsque le territoire d'un EPCI est modifié, ces dotations de compensation sont majorées ou minorées des bases de TP des communes qui adhèrent ou quittent l'EPCI (et majorées du prélèvement "France Télécom" des communes qui se retirent).

L'évolution de la DGF/h des communautés d'agglomération ne peut être inférieure à l'évolution des prix à la consommation.

L'évolution de la DGF/h des communautés de communes "4 taxes" ou à TPU est de **130 % à 160 %** du taux d'évolution de la DGF des communautés d'agglomération.

La part de DGF forfaitaire passe à **30 %**, celle de dotation de péréquation à **70 %**.

La dotation d'aménagement continue d'être répartie après la dotation forfaitaire et la dotation des EPCI, mais sur la base de la notion de "potentiel financier".

1.5 Communes situées dans le coeur d'un parc national :

Loi de Finances pour 2007, Art 28- III. 2ème et 3ème (JO, 27/12/2006, p 19 648)

Les communes dont le territoire est compris en tout ou partie dans le coeur d'un parc national reçoivent cette nouvelle part de DGF.

L'attribution se fera en fonction de la part de la superficie comprise dans le parc (part doublée lorsqu'elle est supérieure à 5 000 km²).

Cette part est indexée sur l'évolution annuelle de la dotation de base et la dotation superficiaire (environ **17 000 €** en moyenne par commune).

2. Dotations d'aménagement :

Loi de Finances pour 2008, Art 139 (JO, 27/12/2007, p 21 239)

⇒ Cette dotation est majorée cette année de + 13,64 %.

2.1 Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale :

Loi pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005, Art 135 (JO, 19/01/2005, p 893)

Loi de Finances pour 2005, Art 47 (JO, 31/12/2004, p 22 480)

Loi de Finances pour 2006, Art 142. II (JO, 31/12/2005, p 20 639)

La dotation de solidarité urbaine est destinée à améliorer les conditions de vie dans les communes urbaines confrontées à une insuffisance de leurs ressources et supportant des charges élevées.

Reçoivent une dotation de solidarité urbaine :

⇒ 1) Les trois premiers quarts des communes de plus de **10 000 habitants** classées en fonction de la valeur décroissante qui les affecte selon un indice synthétique de ressources et de charges (**713 communes** en 2007).

Les ratios composant l'indice synthétique sont les suivants :

- **45 %** du rapport entre le potentiel fiscal par habitant des communes de plus de **10 000 habitants** et le potentiel fiscal de la commune,
- **15 %** du rapport entre la part des logements sociaux dans le total des logements de la commune et la part des logements sociaux des communes de plus de **10 000 habitants** dans le total des logements de ces communes (les logements sociaux accession à la propriété sont pris en compte lorsque leur nombre est au moins égal à 5 par opération). Les logements-foyers de jeunes travailleurs ne sont pas pris en compte dans l'indice,
- **30 %** du rapport entre la part des logements dont un occupant bénéficie de l'aide personnalisée au logement, allocation logement, allocation de logement des personnes âgées, infirmes, jeunes salariés, certains demandeurs d'emploi, dans le nombre total des logements de la commune, et la part du total des logements dont un occupant bénéficie des mêmes prestations dans le total des logements des communes de plus de **10 000 habitants**,
- **10 %** du rapport entre le revenu moyen par habitant des communes de plus de **10 000 habitants** et le revenu par habitant de la commune (dernier revenu imposable connu).

Chacun des pourcentages de pondération pouvant être majoré ou minoré pour l'ensemble des communes bénéficiaires de **5 points** maximum.

⇒ L'attribution revenant à chaque commune de plus de **10 000 habitants** est égal au produit de sa population par la valeur de l'indice lui étant attribuée pondérée par un coefficient correspondant à sa catégorie et par l'effort fiscal dans la limite de **1,3 (39,21 €/h en 2007)**.

Ce coefficient est fixé à :

- 1ère catégorie : **2**
- 2ème catégorie : **1**
- 3ème catégorie : **0,5**

Il est tenu compte depuis 2006 de la population en ZUS et ZFU par rapport à la population totale, y compris pour les communes de plus de 200 000 habitants.

⇒ 2) Le premier dixième des communes de **5 000 à 9 999 habitants** classées en fonction de la valeur décroissante qui les affecte en fonction d'un indice synthétique de ressources et de charges des communes de moins de 9 999 habitants (**108 communes** en 2007).

⇒ Depuis 2006, la DSU est répartie en fonction du produit de la population de la commune par le montant moyen par habitant perçu en N-1, indexé en fonction du taux d'évolution du montant moyen par habitant de l'ensemble des communes éligibles en 2007 (**68,61 € en 2007**).

Les communes membres d'un EPCI ayant opté de 2 ans auparavant pour la TP unique, et les communes dont le potentiel fiscal a été majoré du montant de la compensation relative à la part salariale de la TP qui ne sont plus éligibles à la DSU reçoivent pendant 5 ans une attribution calculée en multipliant la dernière dotation reçue par **90 %** la 1^{ère} année, **80 %** la 2^{ème}, **70 %** la 3^{ème}, **60 %** la 4^{ème}, **50 %** la 5^{ème}.

Lorsqu'une commune n'est en 2008 plus éligible à la DSU, elle reçoit + **5 %** du montant 2007 (**1,60 %** pour 2008 et 2009).

⇒ Les communes ayant conclu avec l'Etat un contrat d'objectifs et de moyens au titre de la politique de la ville, ou bénéficiaires de la DSUCS en 2007 présentent à leur conseil municipal et aux EPCI compétents un rapport retraçant les actions menées en matière de développement social urbain. Ce rapport précise les indicateurs d'intégralité, les actions entreprises, les moyens affectés. Il doit être produit avant le **30 juin**, chaque année.

2.2 Dotation de solidarité rurale :

Loi de Finances pour 2005, Art 47 VI, (JO, 31/12/2004, p 22 482)

Loi de Finances rectificative pour 2006, Art 157.I, 157.II, 157.II.1, (JO, 31/12/2006, p 20275)

Les communes de moins de **10 000 habitants** et certains chefs-lieux d'arrondissement de moins de **20 000 habitants** reçoivent une dotation de solidarité rurale destinée à prendre en compte les charges supportées pour contribuer au maintien de la vie sociale en milieu rural, et à tenir compte de l'insuffisance de leurs ressources fiscales.

⇒ Les crédits progressent cette année de + **13,64 %**.

La dotation de solidarité rurale comporte deux fractions :

⇒ 1) Une fraction attribuée aux communes de moins de **10 000 habitants** dont la population représente au moins **15 %** de la population du canton, et aux communes chefs-lieux de canton, et aux chefs-lieux d'arrondissement dont la population est comprise entre **10 000 et 20 000 habitants**, n'entrant pas dans les cas prévus au (6) et n'ayant pas reçu la dotation ville-centre (**4 115 communes** en 2007, **22,32 € / h**).

Lorsqu'une commune reçoit la dotation de solidarité urbaine et qu'elle remplit les conditions pour bénéficier de cette fraction de la dotation de solidarité rurale, cette dernière est diminuée de moitié (supprimé depuis 2007).

L'attribution revenant à chaque commune est déterminée en fonction de :

⇒

- . la population prise en compte dans la limite de **10 000 habitants**
- . l'écart entre le potentiel fiscal moyen par habitant des communes de moins de **10 000 habitants** et le potentiel fiscal par habitant de la commune
- . l'effort fiscal pris en compte dans la limite de **1,2**
- . la prise en compte d'un coefficient multiplicateur de **1,3** pour les communes situées en ZRR (**1832 communes** en 2007).

(6) Ne peuvent être éligibles les communes :

1 - situées dans une agglomération représentant au moins 10 % de la population du département (ou ayant plus de **250 000 habitants**) ou comptant une commune chef-lieu de département (ou de plus de **100 000 habitants**)

2 - situées dans un canton dont la commune chef-lieu compte plus de **10 000 habitants**

3 - bénéficiaires d'une attribution du fonds de solidarité des communes de la région Ile de France (supprimé en 2007).

4 - dont le potentiel fiscal par habitant est supérieur au double du potentiel fiscal moyen par habitant des communes de moins de **10 000 habitants**.

Les communes entre **10 000 et 20 000 habitants** reçoivent la DSU 1ère part même si elles avaient bénéficié en 1993 du versement spécial compensant l'utilisation de leurs équipements par les habitants des communes voisines.



2) La fraction péréquation est attribuée aux communes de moins de **10 000 habitants** dont le potentiel financier par habitant est inférieur au double du potentiel financier moyen par habitant des communes appartenant au même groupe démographique (**34 401 communes** en 2007, **11,83 €/h**).

Cette fraction est répartie :

- . pour **30 %** en fonction de la population pondérée par l'écart entre le potentiel financier par habitant de la commune et le potentiel financier moyen par habitant des communes du même groupe démographique, ainsi que par l'effort fiscal plafonné à **1,2**.
- . pour **30 %** proportionnellement à la longueur de la voirie classée dans le domaine public communal (doublée en zone de montagne)
- . pour **30 %** proportionnellement au nombre d'enfants de **3 à 16 ans** domiciliés dans la commune établi lors du dernier recensement
- . pour **10 %** en fonction de l'écart entre le potentiel fiscal par hectare de la commune et le potentiel fiscal moyen par hectare des communes de moins de **10 000 habitants**.

Le plafonnement à **30 %** de l'augmentation de la DSR appliqué aux communes dont le DSU augmentait d'une année sur l'autre de plus de **20 %** est supprimé.

Potentiels fiscaux moyens 2007 pour la DSR et la DSUCS (2006)

BASES BRUTES X TAUX MOYEN NATIONAL



	COMMUNES	PFI M / h	DOUBLE DU PFI M / h
DSR	0 à 499	500,191736 €	1000,38347 €
	500 à 999	558,046978 €	1116,09396 €
	1 000 à 1 999	609,881651 €	1219,7633 €
	2 000 à 3 499	708,751155 €	1417,50231 €
	3 500 à 4 999	776,558898 €	1553,1178 €
	5 000 à 7 499	843,939216 €	1687,87843 €
	7 500 à 9 999	874,063648 €	1748,1273 €
DSUCS	5 000 à 9 999 (2006)	813,1666255 €	
	+ 10 000 (2006)	985,4776685 €	

2.3 Dotation nationale de péréquation :

Loi de Finances pour 2008, Art 112 (JO, 27/12/2007, p 21 235)

⇒ Les crédits progressent cette année de + 1,64 %

Elle est répartie en deux parts :

1) Part principale :

En bénéficient les communes dont :

⇒ - le PFi / h est inférieur à **105 %** du PFiM / h des communes du même groupe démographique **(7)**,
- l'effort fiscal est supérieur à l'effort fiscal moyen des communes du même groupe démographique (il n'est pas tenu compte de cette condition pour les communes dont le taux de TP est égal au taux plafond).

- En bénéficient aussi les communes de plus de **10 000 habitants** dont :

⇒ - le PFi / h est inférieur de **15 %** du PFi / h moyen de l'ensemble des communes de plus de **10 000 h**,
- l'effort fiscal est supérieur de **85 %** à l'effort fiscal moyen des communes de plus de **10 000 h**.

⇒ - En bénéficient aussi les communes qui remplissent la condition de potentiel financier sans que leur effort fiscal soit inférieur à **85 %** de l'effort fiscal moyen de leur groupe démographique.

- En bénéficient aussi les fonds départementaux de la TP.

⇒ L'attribution par habitant de chaque commune est déterminée en proportion de l'écart relatif entre le PFi/h de la commune et le PFi/h de l'ensemble des communes du même groupe démographique (les communes dont l'effort fiscal est supérieur à **85 %** de l'effort fiscal de leur groupe démographique bénéficient d'une attribution réduite de **50 %**), (**19 810 communes, 12,72 €/h** en 2007).

Lorsqu'une commune reçoit d'une année sur l'autre une attribution inférieure de plus de **50 %**, son attribution reste fixée, à titre non renouvelable à **50 %** des sommes reçues l'année précédente. Il en est de même lorsqu'une commune cesse d'être éligible à la dotation nationale de péréquation.

Lorsque le produit des quatre taxes est égal à zéro, l'attribution versée à la commune est égale à **8 fois** l'attribution nationale moyenne par habitant, **12 fois** lorsque la commune est membre d'un EPCI.

Le montant total des fonds reçus par les communes de plus de **200 000** habitants éligibles est égal au produit de leur population x montant moyen d'attribution/ h année n-1.

2) Majoration :

En bénéficient les communes de moins de **200 000 h** dont le PFi / h est inférieur de **15 %** au PFi / h moyen des communes de moins de **200 000 h** (**16 976 communes, 5,48 €/h** en 2007).

⇒ La répartition tient compte de la population et de l'écart relatif du PF / h moyen calculé à partir de la seule TP de ces communes et celui de la commune calculé de manière identique.

Aucune attribution n'est versée si son montant est inférieur à **300 €**.

(7) PFi : Potentiel financier

Potentiels financiers et potentiels fiscaux de taxe professionnelle, efforts fiscaux moyens par strate en 2006 (non connus en 2007)

BASES BRUTES X TAUX MOYEN NATIONAL

Strate	Pfi moyen/h	PF TP moyen/h	EF moyen
0 à 499	473,970927 €	90,781365 €	0,943973 €
500 à 999	527,857335 €	155,118258 €	0,999173 €
1 000 à 1 999	575,05421 €	193,226083 €	1,046780 €
2 000 à 3 499	667,941725 €	258,147084 €	1,092718 €
3 500 à 4 999	734,310167 €	300,914811 €	1,133828 €
5 000 à 7 499	798,87892 €	336,356339 €	1,178498 €
7 500 à 9 999	827,454331 €	341,135595 €	1,197463 €
10 000 à 14 999	854,736798 €	356,339679 €	1,272212 €
15 000 à 19 999	885,196139 €	346,905475 €	1,265560 €
20 000 à 34 999	889,924479 €	313,649729 €	1,300124 €
35 000 à 49 999	974,682326 €	379,803591 €	1,306483 €
50 000 à 74 999	1034,81065 €	415,594955 €	1,200086 €
75 000 à 99 999	1056,74633 €	416,309778 €	1,207551 €
100 000 à 199 999	937,416576 €	354,389188 €	1,424962 €
+ 200 000	1250,30805 €	458,332047 €	0,907618 €

Le plafonnement à 30 % de l'augmentation de la DNP appliqué aux communes dont la DSU augmentait d'une année sur l'autre de plus de 20 % est supprimé.

2.4 Dotation globale de fonctionnement des groupements de communes :

Loi de Finances pour 2005, Art 48 (JO, 31/12/2004, p 22 483)

Les groupements de communes dotés d'une fiscalité propre reçoivent une attribution de la dotation d'aménagement.

Chaque groupement de communes reçoit :

- 1) Une dotation de base calculée en fonction de la population totale des communes regroupées.
Cette dotation est pondérée le cas échéant par un coefficient d'intégration fiscale pour les groupements.
La dotation de base représente **30 %** de la DGF des groupements,
- 2) Une dotation de péréquation calculée en fonction du potentiel fiscal du groupement.
Cette dotation est pondérée le cas échéant par un coefficient d'intégration fiscale pour les groupements.
La dotation de péréquation représente **70 %** de la DGF des groupements.

Le potentiel fiscal des communautés urbaines, des communautés de communes et des communautés d'agglomération est :

$$\text{Bases brutes} \times \text{taux moyen national de la catégorie de groupement} \\ + \text{dotation "part salaires" et DCTP}$$

Le coefficient d'intégration fiscale des communautés urbaines, communautés de communes et communautés d'agglomération est égal au rapport entre :

- Les recettes des **4 taxes directes locales**, de la taxe ou redevance des ordures ménagères perçues par l'EPCI minorées des dépenses de transfert, (uniquement désormais l'attribution de compensation et la dotation de solidarité communautaire prises en compte à **100 %** en 2006),
- Les mêmes recettes perçues par les communes regroupées et l'ensemble des EPCI sur le territoire de celles-ci.

La redevance d'assainissement est désormais exclue du CIF, sauf pour les communautés urbaines et d'agglomération exerçant la compétence.

Le coefficient d'intégration fiscale pondère ces dotations à hauteur de **80 %** en 2007.

Le coefficient d'intégration fiscale des communautés de communes "4 taxes" n'est plus depuis 2006 corrigé des dépenses de transfert.

Pour déterminer le CIF d'une catégorie d'EPCI sont prises en compte les sommes des recettes et dépenses de transfert de l'ensemble des EPCI percevant depuis plus de **2 ans** la DGF des groupements dans cette catégorie et la somme des recettes des communes regroupées dans ces EPCI.

Les dépenses de transfert sont les subventions, participations, contingents et reversements, constatés dans le dernier compte administratif, versés par l'EPCI aux collectivités territoriales, à leurs établissements publics, aux établissements publics locaux non rattachés et aux associations syndicales autorisées. Elles ne prennent pas en compte les dépenses effectuées par l'EPCI au titre des participations aux organismes de regroupement, des contingents obligatoires, des subventions aux associations, organismes de droit privé, régies intercommunales, de son personnel.

La première année où les groupements de communes lèvent leur fiscalité propre, ils reçoivent une attribution de DGF diminuée de **50 %**.

Une communauté d'agglomération, créée ex nihilo, perçoit la 2ème année d'attribution de la dotation une attribution par habitant au moins égale à celle perçue l'année précédente, augmentée comme la dotation forfaitaire.

La 1ère année d'attribution de la dotation le CIF des communautés urbaines, communautés de communes et d'agglomération est égal au CIF moyen de leur catégorie.

La 2ème année d'attribution, le CIF non corrigé des dépenses de transfert de ces EPCI est pondéré par le rapport entre le CIF moyen de leur catégorie et le CIF moyen de leur catégorie hors dépenses de transfert.

La 3ème année ces EPCI ne peuvent percevoir une attribution de dotation par habitant inférieure à **80 %** de celle de l'année précédente.

Les communautés de communes "4 taxes" verront désormais leur DGF augmenter en proportion de l'augmentation de leur CIF.

Cette mesure ne s'appliquera pas aux communautés de communes créées depuis le 01/01/1992 tant que leur dotation par habitant n'aura pas atteint **120 %** de celle versée la 1ère année de fiscalisation.

Depuis le 1er janvier 2001, les EPCI à TP unique sont autorisés à percevoir des avances mensuelles dans la limite de **1/12ème** du montant des impôts transférés pour le compte des communes membres.

Depuis 2005 la dotation moyenne par habitant des communautés de communes "4 taxes" ou à TPU évolue selon un taux fixé par le Comité des finances locales compris entre **130 %** et **160 %** du taux de la dotation moyenne par habitant des communautés d'agglomération.

En 2008 :

- Communautés de communes à fiscalité additionnelle : 19,44 euros / hab

- Communautés de communes à TPU : 23,74 euros / hab

- Communautés de communes à DGF bonifiée : 33,02 euros / hab (8)

- Communautés d'agglomération : 44,53 euros / hab

(8) Qui exercent 4 des 5 compétences prévues par la Loi : développement économique, aménagement de l'espace, voirie, logement social, élimination et valorisation des déchets ménagers, y compris les communautés de communes de moins de 3 500 hab situées en zone de revitalisation rurale de montagne lorsqu'elles comprennent au moins 10 communes (dont un chef-lieu de canton) ou toutes les communes d'un canton.

20. DOTATION DE DEVELOPPEMENT RURAL

Loi de Finances pour 2004, Art 54 (JO, 31/12/2003, p 22 550)

Loi de Finances pour 2006, Art 140 (JO, 31/12/2005, p 20 638)

Loi de Finances rectificative pour 2006, Art 159 (JO, 31/12/2006, p 20275)

Bénéficiaire de la DDR :

Les groupements de communes à fiscalité propre exerçant une compétence en matière d'aménagement et de développement économique dont la population n'excède pas **60 000 h**, qui ne peuvent se transformer en communauté d'agglomération si les 2/3 des communes du groupement comptent moins de **5 000 h** et **les syndicats mixtes composés uniquement d'EPCI à fiscalité propre répondant aux mêmes règles d'éligibilité**. Les communes éligibles à la fraction péréquation de la DSR.

Les crédits de la première part de DDR sont répartis entre les départements en tenant compte du nombre des communes regroupées, du nombre d'EPCI, de la population regroupée, du potentiel fiscal et du CIF de ces EPCI (on peut tenir compte du nombre de communes regroupées en EPCI en zone de montagne). Ils sont attribués pour des projets de développement économique et social ou d'actions en faveur des espaces naturels.

Les crédits de la deuxième part sont répartis entre les départements en proportion du rapport entre la densité moyenne de la population de l'ensemble des départements et la densité de population du département. Ils sont attribués pour des projets permettant le maintien et le développement des services publics en milieu rural pour les communes ayant été, l'année précédente, bénéficiaires de la seconde fraction de la dotation de solidarité rurale.

Les attributions sont versées par le Préfet après avis d'une commission d'élus (Présidents d'EPCI de moins de **60 000 h**) désignés par l'association départementale des maires, et à compter de 2008, les représentants des maires des communes éligibles à la deuxième part.

21. FONDS DEPARTEMENTAL DE PEREQUATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE

Article 1648 A, C G I

Loi de Finances rectificative pour 2006, Art 135 (JO, 31/12/2006, p 20269)

Loi de Finances rectificative pour 2007, Art 74 (JO, 28/12/2007, p 21 514)

Loi de Finances pour 2008, Art 79, 80, 81 (JO, 27/12/2007, p 21 230)

Ses ressources proviennent de trois dispositions :

1. Taxe Professionnelle payée par les établissements publics exceptionnels :

Les bases de taxe professionnelle des établissements exceptionnels sont écrêtées au profit des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle. Il y a écrêtement chaque fois que la base de TP de l'établissement exceptionnel dépassent le double de la moyenne des bases de TP par habitant constaté au niveau national (**3394 €**). Le prélèvement est le suivant : base TP excédentaire x taux de la commune d'implantation. Lors de l'institution de ces fonds en 1976, il avait été prévu un dispositif tendant à éviter que les communes sièges d'établissements exceptionnels ne soient pénalisées par la mesure d'écrêtement. Ainsi, lorsque les communes sièges d'établissements exceptionnels appartenaient à un groupement de communes auquel elles versaient avant le 1er janvier 1976 une contribution budgétaire calculée par référence au produit global de la taxe professionnelle, l'écrêtement des bases était diminué au prorata du montant de cette contribution de façon à ce qu'elles conservent au moins **80 %** de leurs bases. La situation était identique pour les communes qui avaient consenti avant cette date, par accord conventionnel,

à partager le produit de leur taxe professionnelle avec une ou plusieurs communes voisines.

L'article 84 de la Loi de Finances pour 1990 a étendu ce mécanisme à l'ensemble des communes appartenant à un groupement auquel elles versent une contribution assise sur les bases de la taxe professionnelle ou des quatre taxes directes locales, ainsi qu'aux communes qui se sont engagées par accord conventionnel à reverser une partie du produit de leur taxe professionnelle ou de leurs quatre taxes à une ou plusieurs communes voisines.

La Loi du 26 juillet 1991 modifie cette disposition. La réduction de l'écrêtement sera réservée aux communes ayant conclu des accords conventionnels avant le 1er mai 1991.

Désormais, les bases de taxe professionnelle écrêtées au profit des fonds départementaux de péréquation ne feront l'objet d'une réduction au prorata du montant de ces contributions que si :

- la commune versait, avant le 1er mai 1991, une contribution budgétaire calculée par référence au produit de la taxe professionnelle ou des quatre taxes à un groupement de communes dont elle est membre,

ou si :

- la commune s'était engagée avant cette même date à reverser une partie de ce produit à une ou plusieurs communes voisines.

Ces dispositions sont aussi applicables aux groupements de communes à fiscalité propre.

La loi prévoit désormais que le prélèvement n'aura pas lieu (y compris en 2006 et 2007) lors du transfert, au sein d'un même EPCI à TPU, d'un établissement exceptionnel, d'une commune à une autre (même si la nouvelle commune d'implantation possède moins d'habitants) lorsque les bases d'imposition n'excédait pas avant transfert deux fois la moyenne nationale (**3394 €/h**). Les communes concernées par l'écrêtement sont celles où résident moins de 10 salariés d'un établissement exceptionnel représentant avec leur famille (4 personnes) au moins 1 % de la population communale. Il est fait désormais obligation à ces établissements exceptionnels de communiquer au conseil général la liste "non nominative" de leurs salariés par commune de résidence. A défaut des pénalités sont appliquées à l'établissement.

Les ressources du FDPTP sont réparties par une commission interdépartementale lorsque les communes concernées sont situées dans deux ou plusieurs départements que ceux-ci soient limitrophes ou non du département d'implantation de l'établissement exceptionnel.

Les bases communales écrêtées, le Conseil Général prélève par priorité, au profit des communes ou syndicats de communes bénéficiaires de ces ressources, à concurrence du montant de l'écrêtement, les sommes nécessaires au remboursement des annuités d'emprunts contractés avant 1975.

Le Conseil Général peut aussi prélever, au profit des communes qui voient leur contribution au fonds augmenter du fait de la disparition de bases correspondant à la fraction "salaires", les sommes destinées à compenser en totalité ou en partie la perte de recettes enregistrées par la commune.

Le montant de l'attribution versée est arrêté par convention entre le Conseil Général et la commune. Cette disposition vaut aussi pour les EPCI à fiscalité propre.

Le solde est réparti entre :

- les communes et groupements de communes ayant une faiblesse de potentiel fiscal ou d'importantes charges,
- les communes situées à proximité de l'établissement lorsqu'elles subissent un préjudice ou une charge, les communes d'implantation d'un barrage réservoir ou de retenue auprès desquels sont situés les établissements producteurs d'énergie.

Toutefois, lorsque les bases d'un établissement exceptionnel augmentent d'au moins **50 %** par rapport à l'année précédente et si dans sa commune d'implantation les bases prévisionnelles d'établissements plafonnés en N-2 représentent + de **75 %** du montant total des bases prévisionnelles, cette augmentation de bases écrêtées est imposée au **2/3** au profit du FDPTP et **1/3** au profit de la commune d'implantation.

Les mêmes dispositions sont applicables aux EPCI.

2. Taxe professionnelle des communautés de communes :

La taxe professionnelle des groupements de communes créés après le 8 février 1992 est écartée au profit du fonds départemental.

L'écrêtement se calcule en appliquant aux bases qui dépassent le double de la moyenne des bases de TP par habitant constaté au niveau national rapporté au nombre d'habitants de la commune sur le territoire de laquelle est situé l'établissement..

Depuis la Loi du 12 juillet 1999, relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, certains EPCI, les communautés d'agglomération, les communautés urbaine, ne subissent plus directement l'écrêtement de leurs bases excédentaires de taxe professionnelle au profit des FDPTP. Cet écrêtement est remplacé par prélèvement sur les ressources fiscales de l'établissement, "gelé" au montant écarté l'année précédent l'instauration de la taxe professionnelle unique.

La Loi de Finances 2004 complète ce mécanisme en instituant un prélèvement pour les recettes de l'Etat dont le montant est égal au montant reçu en 2003 au titre de la compensation de la suppression de la "part salaires" de la TP.

Ce prélèvement évoluera comme la DGF.

Le fonds départemental est ensuite redistribué de la façon suivante :

2.1 Groupements à taxe professionnelle communautaire :

Lorsqu'il n'existe aucune commune concernée dans des départements limitrophes, le Conseil Général opère la répartition comme suit :

- un premier prélèvement prioritaire revient au groupement d'implantation (20 à 40 % de l'écrêtement),
- un deuxième prélèvement prioritaire est réservé pour les remboursements d'emprunts contractés par les communes ou les syndicats de communes avant le 1er juillet 1975,
- une répartition complémentaire est faite entre :
 - * les communes et groupements de communes à fiscalité propre défavorisés par la faiblesse de leur potentiel fiscal (ou l'importance de leurs charges),
 - * les communes concernées à titre obligatoire (sièges de barrages-réservoirs, domicile d'au minimum 10 salariés de l'établissement représentant avec leur famille au moins 1 % de la population de la commune),
 - * les communes justifiant d'une charge ou d'un préjudice du fait du groupement ou d'elle-même.

Lorsque les communes concernées sont situées dans des départements limitrophes, la répartition est effectuée par une Commission interdépartementale.

2.2 Groupements à fiscalité additionnelle :

La répartition se fait, selon les communes concernées, sur le plan départemental ou interdépartemental.

Un prélèvement prioritaire est affecté aux groupements dont les bases sont écartées :

- groupements créés (ou ayant opté pour le TPZ) jusqu'au 31/12/1992 : 2/3 à 3/4 du produit de l'écrêtement selon le choix du Conseil Général ou de la Commission interdépartementale,

- groupements créés après le 31/12/1992 : **30 à 60 %** du produit de l'écrêtement selon le choix du Conseil Général ou de la Commission interdépartementale,

Un deuxième prélèvement prioritaire est prévu pour les remboursements d'emprunts contractés par les communes et les syndicats de communes avant le 1/07/1975,

Une répartition complémentaire est faite pour les communes concernées.

2.3 Groupements à taxe professionnelle de zone :

La répartition s'effectue comme ci-dessus mais le reversement prioritaire doit garantir au groupement d'implantation la couverture du montant des annuités d'emprunts contractés pour l'aménagement de la zone.

3. Péréquation de la taxe professionnelle payée par les grandes surfaces :

La Loi n°90-1260 du 31 décembre 1990 d'actualisation des dispositions relatives à l'exercice des professions commerciales et artisanales, institue une péréquation obligatoire de la taxe professionnelle payée par les supermarchés.

La taxe professionnelle afférente aux grandes surfaces qui se créent ou qui s'étendent, est répartie à partir du 1er janvier 1991 entre les communes situées à l'intérieur d'une zone de chalandise.

La répartition s'effectue entre les communes dont tout ou partie du territoire se trouve à une distance de **5 km** d'un point quelconque de l'ensemble commercial.

Cette distance est portée à **10 km** lorsque la surface de vente des magasins concernés est égale ou supérieure à **5 000 m²**.

Toutefois, sont exclus de la répartition les départements dont la densité de population excède **1 000 habitants** au km² (départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne).

Ne sont pas concernés les magasins d'une surface de vente inférieure à **5 000 m²** lorsqu'ils sont situés dans une commune de plus de **40 000 habitants**, ou dans un canton d'une densité de population supérieure à **400 habitants** au km².

La commune d'implantation de la surface commerciale conserve **20 %** de la taxe professionnelle, les **80 %** restant sont versés au fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle qui en répartit **85 %** entre les communes de la zone de chalandise au prorata de leur population, et qui en verse **15 %** à des fonds départementaux d'adaptation du commerce rural.

Les ressources de ces fonds sont réparties par une commission départementale d'adaptation du commerce rural en fonction d'un programme qu'elle établit, et qui doit avoir pour objectif "le maintien d'une présence commerciale harmonieuse en zone rurale".

Cette commission est co-présidée par le Préfet du département et par le Président du Conseil Général.

Elle comprend en outre :

- trois maires désignés par l'Association départementale des Maires,
- quatre représentants du Conseil Général désignés en son sein par celui-ci,
- trois représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie,
- un représentant de la Chambre des Métiers,
- deux personnalités qualifiées désignées par les co-présidents.

22. DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION

1. Assurance des risques contentieux liés à la délivrance des autorisations d'occupation des sols :

Circulaire DGCL (non publiée).

Depuis 1984, les communes reçoivent une dotation générale de décentralisation destinée à couvrir le coût de leur contrat d'assurance en matière d'urbanisme.

Pour 2007, cette dotation a été versée aux communes qui :

- disposaient d'un PLU exécutoire au 30 juin 2006,
- et qui ont souscrit (ou souscriront) un contrat d'assurance destiné à les garantir contre les risques inhérents à la délivrance des autorisations du sol.

La dotation est calculée par critères de répartition auxquels correspond une valeur-point nationale (taux 2006) :

- nombre d'habitants de la commune x 0,024 € / h,
- nombre de logements figurant sur les permis de construire délivrés au cours des 3 dernières années x 1,171 € / logement,
- nombre de permis de construire délivrés au cours des 3 dernières années x 1,399 €.

2. Plan Local d'Urbanisme et cartes communales :

- PLU "Dépenses matérielles" (2007)

Elaboration / Révision : PLU : 4 000 €

Cartes communales : 2 500 €

- PLU "Frais d'études" (2007)

Population de la commune	En cas de conduite d'étude DDE	Montant total de la compensation des frais d'études	
		Elaboration	Révision
0 - 999 habitants	Mise à disposition du service de l'Etat	12 000 €	9 500 €
+ 1000 habitants		16 000 €	14 000 €
Cartes communales		2 500 €	

3. Etude complémentaire ou spécifique liée à une procédure d'élaboration de révision ou de modification (1ère et 2ème catégories) de POS ou de PLU :

L'étude doit intervenir dans le cadre d'une procédure de POS ou de PLU (élaboration, révision ou modification) réellement engagée et être nécessaire à la définition du zonage ou du règlement.

Application de barèmes différentiels selon le type d'étude. Une seule étude compensée, par commune, par année. Dans un délai de deux ans à compter du versement de la compensation à la commune, une copie de l'étude, la facture acquittée correspondante et le plan de financement définitif seront adressées à la DDE.

. Etudes liées à l'existence de risques naturels : la compensation est égale à **80 %** du montant de l'étude avec un plafond de compensation fixé à **15 244,90 €**.

. Autres études :

- dans le cadre d'une procédure de révision de POS ou d'élaboration ou de révision de PLU la compensation est égale à **40 %** du barème étude correspondant à la procédure du POS ou PLU concernée. Si le montant de l'étude est inférieur au montant de la compensation, le versement est limité au montant de l'étude.

- dans le cadre d'une procédure de modification du POS ou de PLU (1ère et 2ème catégories), la compensation est égale à **30 %** du montant de l'étude avec un plafond de compensation fixé à **4 573,47 €**.

23. DOTATION SPECIALE INSTITUTEUR

Loi de Finances pour 1989, Art 85 (JO, 28/12/1988, p 16 320)

Les crédits qui abondent cette dotation progressent de + de **2,08 %** en 2008, soit de **52,5 M €**.

⇒ Le montant de la dotation unitaire a été de **2 671 €** en 2007 (pour un instituteur marié avec ou sans enfant à charge) et peut être utilisé comme base prévisionnelle pour 2008.

Depuis le 1er janvier 1989, la dotation est divisée en deux parts :

- la première part est versée aux communes pour compenser les charges afférentes aux logements effectivement occupés par des instituteurs ayant droit au logement,
- la seconde part est destinée à verser l'indemnité représentative de logement aux instituteurs non logés par la commune.

Chaque année, le Comité des Finances Locales :

- fait procéder au recensement des instituteurs bénéficiant d'un logement mis à leur disposition par la commune ou de l'indemnité communale en tenant lieu,
- fixe le montant unitaire de la dotation spéciale en divisant le montant total de cette dotation par le nombre total d'instituteurs recensés,
- fixe le montant de la première et de la seconde part de la dotation spéciale proportionnellement au nombre d'instituteurs logés et au nombre d'instituteurs indemnisés tels qu'ils ont été recensés.

Les communes perçoivent directement les sommes leur revenant au titre de la première part. Les sommes afférentes à la seconde part sont attribuées au Centre National de la Fonction Publique Territoriale qui verse, au nom de la commune, l'indemnité communale aux instituteurs ayants droit, sur la base du montant fixé pour chaque commune par le Représentant de l'Etat dans le département. Lorsque le montant de l'indemnité communale est supérieur au montant unitaire de la dotation spéciale tel qu'il a été fixé par le Comité des Finances Locales, la commune verse directement la différence à l'instituteur concerné.

24. DOTATION ELUS LOCAUX

Loi n°92-108 du 03 février 1992, Art 42 (JO, 05/02/1992, p 1 848)

Décret du 26 février 1993 (JO, 28/12/1993, p 3 198)

Circulaire du Ministère de l'Intérieur du 22 mars 2007 (non publiée)

Les communes de moins de **1 000 habitants** reçoivent depuis 1993 une dotation destinée à compenser le paiement d'indemnités aux Elus Locaux, et contribuer à la démocratisation de l'exercice des mandats.

⇒ Les communes de moins de **1 000 habitants** dont le potentiel financier était inférieur à la moyenne de leur strate démographique (**PFI / h : 662,657087 €/h en 2007**) reçoivent une dotation unitaire de **2 617 €**.

25. DOTATION DE RECENSEMENT

Loi Démocratie de proximité du 27 février 2002

Décret n°2003-485 du 05 juin 2003 (JO, 08/06/2003, p 9 765)

La Loi du 27 février 2002 (Démocratie de proximité) a modifié les opérations de recensement de la population applicable depuis le 1er janvier 2004.

Les communes ou EPCI sont responsables du recensement.

Les communes de moins de 10 000 h : elles sont réparties en 5 groupes sur le territoire national, et chaque année, un groupe fait l'objet d'un recensement exhaustif de la population et des logements.

Les communes de plus de 10 000 h : le recensement a lieu chaque année sur 1/5ème des logements (comprenant chaque année les adresses nouvelles). Un échantillon de 8 % d'un de ces 5 groupes de logements est enquêté chaque année.

Les frais de recensement sont couverts par une dotation forfaitaire, annuelle, non affectée, assise sur la population et le nombre de logements.

Elle est indexée sur la valeur du point budgétaire de la fonction publique et versée avant le 31 mars.

Dotations :

- communes de moins de 10 000 h : **1,62 €/h, 0,98 €/logement**
- communes de plus de 10 000 h : **1,62 €/h, 0,98 € / logement**, affectés d'un coefficient réducteur pour tenir compte du taux de sondage.

L'inexécution des recensements entraîne le remboursement de la dotation.

26. DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT

Décret du 23 décembre 2002 (JO, 28/12/2002, p 21 851)

Arrêté du 23 décembre 2002 (JO, 28/12/2002, p 21 857)

Circulaire du 14 novembre 2003 (Le Moniteur, 19/12/2003, Textes Officiels, p 308)

⇒ Les crédits affectés à la DGE augmentent de + 2,60 % en 2008.

Celle-ci est répartie, après constitution d'une quote-part destinée aux communes et groupements des territoires d'Outre-Mer (Wallis et Futuna et Mayotte) entre :

1. Dotation des communes :

Elles est répartie entre :

- les communes de moins de **2 000 habitants** (**7 500** dans les DOM),
- les communes de **2 000 à 20 000 habitants** (entre **7 500 et 35 000 habitants** dans les DOM) dont le Potentiel Financier par habitant est inférieur à **1,3 fois** le Potentiel Financier moyen par habitant de l'ensemble des communes de **2 000 à 20 000 habitants** (**1 075,160164 €/h**).

2. Dotation des groupements :

Elle est répartie entre :

- les groupements de communes de moins de **20 000 habitants** (moins de **35 000 habitants** dans les DOM), y compris les syndicats d'agglomération nouvelle, et les groupements de plus de **20 000 habitants** dont toutes les communes sont éligibles à la DGE,
- les établissements publics de coopération intercommunale de plus de **20 000 habitants** dans les départements de la métropole et de plus de **35 000 habitants** dans les départements d'outre-mer, composés de communes de moins de **3 500 habitants**, dont le potentiel fiscal moyen par habitant est inférieur à **1,3 fois** le potentiel fiscal moyen par habitant de l'ensemble des établissements publics de coopération intercommunale de même nature. CCC. Fisc.addit : **116,745429 €/h**, CC.TPU : **274,913263 €/h**).

Les crédits ouverts au titre de la DGE en 1998 sont répartis en 2 fractions :

- 1ère fraction :

La répartition entre départements est fixée en tenant compte du nombre de communes de moins de **2 000 habitants**, de l'importance de leur population, de leur longueur de voirie classée dans le domaine public (doublée en zone de montagne), de leur potentiel financier.

- 2ème fraction :

La répartition entre départements est calculée au prorata du nombre d'habitants des communes de plus de **2 000 habitants**.

Les crédits de la dotation globale d'équipement des groupements de communes sont prélevés sur la 1ère fraction des crédits des communes en proportion des investissements réalisés par les groupements de moins de **2 000 habitants**, sur la 2ème fraction des crédits en proportion des investissements réalisés par les groupements de plus de **2 000 habitants**.

Ces sommes seront réparties entre les groupements de communes de moins de **2 000 habitants** et ceux de plus de **2 000 habitants** proportionnellement au montant des investissements réalisés au cours de la dernière année connue.

"L'ensemble de ces crédits sera réparti sous forme de subventions pour la réalisation d'une opération déterminée correspondant à une dépense directe d'investissement".

La répartition départementale est effectuée par le Préfet après avis d'une commission composée :

- de représentants des Maires des communes de moins de **20 000 habitants**,
- de représentants des Présidents de groupements de communes de moins de **20 000 habitants**.

La commission fixe chaque année les catégories d'opérations prioritaires et leur taux de subvention. Elle est également consultée par le Préfet sur les montants de crédit attribués aux communes et groupements de plus de **2 000 habitants** et de moins de **2 000 habitants**.

3. Opérations :

- construction et réhabilitation de mairies et d'écoles (montant des investissements plafonné à **1 100 € HT** le m² pour les écoles et la dépense subventionnable à **500 000 €** pour les mairies),
- travaux de gros entretien, grosses réparations et extensions des autres bâtiments communaux. Seront toutefois exclues du bénéfice la DGE 2005 les dépenses concernant la construction ou l'aménagement des bâtiments abritant des services de l'Etat tels que les casernes de gendarmerie, les bureaux de Poste et les trésoreries,
- dégâts de voirie dans les communes déclarées sinistrées par arrêté interministériel,
- eau et assainissement :
 - création de réseaux de collecte après étude préalable d'un schéma d'assainissement
 - tous travaux relatifs à la distribution de l'eau potable, dans les collectivités qui en ont la charge effective
 - dispositifs d'évacuation des eaux pluviales, s'appuyant sur les résultats d'une étude de bassin versant dans les communes de moins de **4 000 habitants**.
- élimination des décharges sauvages et réhabilitation des sites (**20 %** maximum du montant HT de l'investissement),
- aide à l'équipement pour le maintien ou le développement du service au public en zone rurale,
- études architecturales, paysagères, domaniales ou de faisabilité préalables à des investissements,
- aide à la mise en place de déchetteries principales (**20 %** maximum du montant HT de l'investissement),
- informatisation des écoles (en concertation avec l'inspection académique), une subvention de **500 €** par école, pour l'achat d'un routeur numérisé ou d'un modem viendra compléter les crédits mis en place par l'Education Nationale et les collectivités (pour le raccordement Internet). L'investissement est plafonné à **1 525 €** et le taux de subvention à **60 %**,
- aide au raccordement des mairies à Internet (subventions plafonnées à **1 000 €** au taux maximum de **60 %**).

4. Taux :

Les taux appliqués au montant hors taxe de l'investissement seront de **20 %** minimum et de **60 %** maximum.

Ils peuvent être inférieurs à **20 %** pour respecter la règle de plafonnement à **80 %** des aides publiques. Les communes peuvent désormais commencer les travaux avant de recevoir la notification préfectorale de l'attribution.

5. Dossier :

Ce commencement des travaux ne peut avoir lieu que si le dossier de demande de subvention est "complet".

Celui-ci est composé de pièces communes et/ou de pièces complémentaires :

Pièces communes à toutes les demandes :

- une note explicative précisant l'objet de l'opération, les objectifs poursuivis, sa durée, son coût prévisionnel global, ainsi que le montant de la subvention sollicitée,
- la délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, adoptant l'opération et arrêtant les modalités de financement,
- le plan de financement prévisionnel précisant l'origine, ainsi que le montant des moyens financiers et incluant les décisions accordant les aides déjà obtenues,
- le devis descriptif détaillé qui peut comprendre une marge pour imprévus,
- l'échéancier de réalisation de l'opération et des dépenses,
- une attestation de non-commencement de l'opération et d'engagement à ne pas en commencer l'exécution avant que le dossier ne soit déclaré ou réputé complet, sauf autorisation visée au II de l'article R.2334-24 du code général des collectivités territoriales.

Pièces supplémentaires :

- Acquisitions immobilières :
 - le plan de situation, le plan cadastral,
 - dans le cas où l'acquisition du terrain est déjà réalisée, le titre de propriété et la justification de son caractère onéreux.
- Travaux :
 - Un document précisant la situation juridique des terrains et immeubles et établissant que le demandeur a ou aura la libre disposition de ceux-ci,
 - le plan de situation, le plan de masse des travaux,
 - le programme détaillé des travaux,
 - le dossier d'avant-projet, s'il y a lieu.

Dès lors que le dossier est complet, le Préfet dispose d'un délai de **3 mois** pour l'enregistrer (en l'absence de réponse du Préfet dans ce délai le dossier est réputé complet).

Une demande de subvention est réputée rejetée lorsqu'elle n'a pas reçu d'arrêté attributif au plus tard lors de l'exercice suivant sa formulation.

Lorsqu'une opération n'a pas reçu de commencement d'exécution dans le délai de **2 ans** de la notification de la subvention, la décision d'attribution de subvention devient caduque.

L'opération doit être réalisée dans les **4 ans** à compter de la date de déclaration du début des travaux sous peine de non-paiement des travaux restant à réaliser (délai pouvant être prolongé de **2 ans** exceptionnellement).

Le taux de subvention s'applique au montant hors taxes de la dépense réelle (sauf dérogation).

Une avance maximale de **30 %** peut être versée sur présentation d'une pièce justificative du commencement des travaux.

Des acomptes n'excédant pas **80 %** du montant prévisionnel de la subvention peuvent être versés sur présentation de pièces justificatives.

Le reversement de la subvention peut être demandé par le Préfet dans **3 cas** :

- modification sans autorisation de l'investissement prévu,
- dépassement du plafond prévu pour le cumul des aides publiques (**80 %**),
- non achèvement des travaux dans le délai de **4 ans**.

27. FONDS DE COMPENSATION DE LA TVA

Loi de Finances pour 2006, Art 42,43 (JO, 31/12/2005, p 20 609)

Loi de Finances rectificative pour 2006, Art 156, 157 (JO, 31/12/2006, p 20 275)

Loi de Finances pour 2007, Art 24, 31, 71 (JO, 27/12/2006, p 19 647 et 19 659)

Les crédits du FCTVA progressent en 2008 de + **10 %**.

Le taux de remboursement est le suivant :

- communes : **15,482 %**
- communautés de communes, de villes et d'agglomération : **15,482 %**

Ouvrent droit au Fonds de Compensation de la TVA les dépenses suivantes :

- dépenses d'investissement réalisées par un bénéficiaire du fonds listées à l'article 1615-2 du CGCT,
- dépenses faites par le propriétaire de l'équipement, son mandataire ou par un EPCI compétent en matière de voirie, ou par un EPCI dans le domaine de ses compétences,
- dépenses ayant supporté la TVA,

- dépenses n'ayant pas été exposées pour les besoins d'une activité assujettie même partiellement à la TVA, **(9)**
- travaux de réparation des équipements publics détruits par les émeutes entre le 27/10 et le 16/11/2005. Ils seront remboursés l'année même de leur paiement.
- immobilisations confiées, dès leur réalisation ou acquisition, à un tiers non éligible et exerçant une activité ne lui ouvrant pas droit à la déduction de la TVA ayant grevé le bien. Elles donnent lieu à attribution du FCTVA si :
 - le bien est confié à un tiers, qui est chargé soit de gérer un service public délégué, soit de fournir une prestation de service,
 - le bien est confié au tiers en vue de l'exercice d'une mission d'intérêt général,
 - le bien est confié à titre gratuit à l'Etat.
- activité déléguée : aucun reversement de FCTVA n'est exigible d'une collectivité déléguant à un tiers une activité préalablement exercée en régie directe.
- transfert de compétence à un EPCI : les communes pourront bénéficier du FCTVA après avoir transféré leur compétence à un EPCI décidant de ne plus soumettre ces activités à la TVA.
- travaux en zone de montagne : dans les zones de montagne, communes et EPCI bénéficient du FCTVA pour des travaux réalisés sur des biens communaux existants ou en construction destinés à la location, dès lors que ces travaux concernent la lutte contre les risques spécifiques aux zones de montagne.
- dépenses effectuées sur des biens n'appartenant pas à la collectivité dès lors qu'elles concernent des travaux de lutte contre les avalanches, glissements de terrains, inondations, travaux de défense contre la mer, présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, **les incendies**.
- dépenses effectuées par les syndicats mixtes exclusivement composés de membres éligibles au FCTVA bénéficiant en lieu et place de leurs membres propriétaires, du Fonds, au titre des dépenses d'investissement exposées dans l'exercice de leurs compétences,
- par dérogation, ouvrent droit à remboursement **l'année même** de réalisation des investissements, les dépenses réalisées par les communes et les EPCI en réparation des dommages d'intempéries exceptionnelles reconnues par le décret du 29 août 2003 pour les communes ayant fait l'objet d'une constatation de l'état de catastrophe naturelle, (intempéries du **01 au 05/12/2003** pour le département de l'Hérault). Sont concernés les travaux réalisés en 2004, 2005 ou ultérieurement.
- dépenses effectuées pour les collectivités locales et leurs groupements sur des biens de section au titre d'opérations de réhabilitation du patrimoine,
- dépenses correspondants à des travaux réalisés à compter du 01/01/2005 sur des monuments historiques inscrits ou classés appartenant à des collectivités locales, quels que soient l'affectation finale, le mode de location ou de mise à disposition de ces édifices.

(9) Le montant du chiffre d'affaires au-delà duquel une activité concurrentielle est obligatoirement taxée à la TVA a été porté à **15 245 €** au 1er janvier 1997.

- dépenses réalisées par les SDIS (Services Départementaux d'Incendie et de Secours) sur les biens affectés à leur fonctionnement. Ils en bénéficient au lieu et place des communes, EPCI ou départements propriétaires,
- dépenses réalisées par les collectivités locales taxables à partir d'un chiffre d'affaires de **75 225 €** (livraison de biens, prestation et hébergement) ou de **26 679 €** (autres prestations de services) et pour laquelle la TVA a été acquittée,
- dépenses exposées sur leurs immobilisations affectées à l'usage d'alpage par les communes et les EPCI,
- dépenses réelles d'investissement d'un marché public ayant été annulé par le Juge (même si le remboursement de la TVA reçu est inscrit en recettes de fonctionnement du compte administratif comme indemnité),
- dépenses d'études, d'élaboration, modification, révision des documents d'urbanisme sont inscrites en section d'investissement et ouvrent droit aux attributions du FCTVA,
- dépenses d'acquisition, construction, rénovation de bâtiments destinés à être mis à disposition de l'Etat pour les services de la justice, police, gendarmerie nationale, par convention fixant les engagements financiers des parties, le lieu d'implantation des constructions et le programme technique, la durée de mise à disposition,
Le FCTVA sera attribué jusqu'au 31 décembre 2007 à partir de la signature de la convention.
- dépenses réalisées par les collectivités locales et leurs groupements, compétents en matière de voirie, pour des travaux réalisés sur le domaine public de l'Etat ou d'une collectivité territoriale, dès lors qu'une convention avec l'Etat ou la collectivité territoriale prévoit les équipements à réaliser, le programme technique des travaux, les engagements financiers des parties (non applicable aux conventions signées avant le 01/01/2005 dans le cadre d'un plan qualité inclus dans les contrats de plan Etat - Régions).
- dépenses d'infrastructures de téléphonie mobile appartenant aux collectivités locales, réalisées sur la période 2003 - 2008 ainsi que les dépenses d'études réalisées à partir de 2003 pour des travaux réalisés ultérieurement par une autre collectivité territoriale ou EPCI.

Les collectivités territoriales et les EPCI bénéficient du FCTVA à compter de 2005 pour les dépenses d'investissement réalisées sur des biens appartenant au Conservatoire du Littoral après passation d'une convention précisant le programme technique des travaux, les équipements à réaliser, et les engagements financiers des parties.

N'ouvrent pas droit au Fonds de compensation de la TVA les dépenses suivantes :

- les subventions spécifiques de l'Etat lorsqu'elles sont calculées sur le montant de l'opération TVA comprise (FNDAE, FIDAR),
- les dépenses n'ayant pas supporté la TVA,
- les dépenses concernant des immobilisations utilisées pour la réalisation d'opérations soumises à la TVA, sauf lorsqu'elles sont exclues du droit à déduction (constructions, extensions, grosses réparations de salles polyvalentes, etc.),

- les travaux effectués pour le compte de tiers (immobilisations mises à disposition d'un tiers non éligible au fonds, réalisées sur un bien pris à bail emphytéotique ou à construction),
- les frais de personnel effectuant des travaux en régie à compter des travaux entrepris depuis 1990 (Réponse à M. Gérard DELFAU, Sénateur de l'Hérault, JO Sénat, 26/9/1991, p 2086),
- les gîtes ruraux réalisés par les communes, sauf lorsqu'ils ne sont pas loués plus de **6 mois** par an et qu'ils ne relèvent pas d'un domaine concurrentiel qui les rendraient assujettis à la TVA (Rép. Min. JO AN, 08/03/1999, p 1402).
- les immobilisations cédées à un tiers non éligible au FCTVA.

Les communes doivent tenir un état annuel des cessions qu'elles réalisent.

Elles peuvent demander les attributions du FCTVA dès janvier sur la base du compte administratif N - 1 dans la limite de **70 %** des sommes à recevoir.

Les communautés de communes et d'agglomération perçoivent les remboursements du FCTVA pour les dépenses d'investissement effectuées lors de l'exercice en cours.

Les communes peuvent désormais récupérer la TVA, en étant assujetties, sur les travaux de rénovation de leurs installations de tourisme social et associatif exploitées par des structures associatives titulaires d'un bail autre que commercial.

28. FONDS D'AIDE AU RELOGEMENT D'URGENCE

Loi de Finances pour 2006, Art 39. III (JO, 31/12/2005, p 20 607)

Ce fonds est institué de 2006 à 2010.

Il est destiné à accorder des aides financières aux communes pour assurer durant une période maximale de **6 mois**, l'hébergement d'urgence ou le relogement de personnes occupant des locaux ne présentant pas de sécurité ou salubrité suffisante.

Ces personnes doivent avoir fait l'objet d'ordonnance d'expulsion ou d'ordre d'évacuation.

Le fonds, peut aussi être utilisé pour la destruction des immeubles.

Le taux de subvention est au minimum de **50 %** de la dépense subventionnable.

A decorative graphic consisting of three overlapping squares. The central square is white with a black border and contains the word "RECETTES" in bold, black, uppercase letters. The other two squares are also white with black borders, one positioned to the top-left and the other to the bottom-right of the central square, creating a layered effect.

RECETTES

29. TAXE LOCALE D'EQUIPEMENT

Article 1585.D, C G I

Les valeurs forfaitaires au mètre carré servant de base à la TLE, prévues par l'article 317.1 sexies de l'annexe II du C G I sont réévaluées en janvier 2008 en fonction de l'indice INSEE du coût de la construction par référence au dernier indice connu au 01/01/2007.

CATEGORIES	TARIF AU M2
CONSTRUCTIONS LEGERES, HANGARS	93 €
LOCAUX AGRICOLES	172 €
ENTREPOTS, HANGARS COMMERCIAUX, LOCAUX DE FOIRES, PALAIS DES CONGRES	284 €
LOCAUX CONSTRUITS AVEC DES PRETS AIDES	246 €
⇒ CONSTRUCTIONS INDIVIDUELLES :	
- pour les premiers 80 m2	350 €
- de 81 à 170 m2	512 €
HOTELS	496 €
PARTIE DE LOCAUX D'HABITATION > 170 m2	672 €
RESIDENCES SECONDAIRES	672 €
AUTRES CONSTRUCTIONS	672 €

La TLE a fait l'objet d'un versement unique lorsque le montant est inférieur ou égal à **305 €**. La TLE n'est pas due lorsque la demande de permis de construire relative à une reconstruction après sinistre est effectuée dans les 4 ans de celui-ci (y compris lorsque les bâtiments de même nature sont reconstruits sur d'autres terrains de la commune ou lorsque le terrain d'origine est déclaré dangereux ou inconstructible).

Jusqu'au 31 décembre 2008, le conseil municipal peut exonérer de la TLE les constructions de serres de productions agricoles dont le permis de construire a été délivré entre le 01/01/1996 et le 31/12/1998. Le conseil municipal peut renoncer à percevoir tout ou une partie de la TLE sur la reconstruction de bâtiments présentant un intérêt patrimonial pour la commune et faisant l'objet d'une procédure d'autorisation spécifique (ex : chalets d'alpage, bâtiments d'estive).

30. TAXE SUR LES EMBLEMES PUBLICITAIRES FIXES ET LES AFFICHES

Loi de Finances rectificative pour 2006, Art 116.I (JO, 31/12/2006, p 20 261)

Loi de Finances rectificative pour 2007, Art 73 (JO, 28/12/2006, p 21 512)

Depuis 2007, les tarifs sont relevés en proportion du taux de croissance de la DGF (tarifs 2007).

1. Emplacements publicitaires fixes :

Ces tarifs s'appliquent par m² ou fraction de m².

- 1^{ère} Catégorie :

"emplacements non éclairés"

(autres que ceux supportant de la publicité phosphorescente ou fluorescente) : **13,8 €**

- 2^{ème} Catégorie :

"emplacements non éclairés supportant de la publicité phosphorescente ou fluorescente" : **21,3 €**

- 3^{ème} Catégorie :

"emplacements éclairés par un dispositif lumineux extérieur à l'emplacement ou fixé sur ce dernier" : **28,2 €**

- 4^{ème} Catégorie :

"caissons publicitaires destinés à supporter des affiches éclairées par transparence" et "dispositifs lumineux installés sur toitures, murs ou balcons" : **42,7 €**

2. Affiches publicitaires :

Ces tarifs s'appliquent par m² ou fraction de m², ils peuvent être doublés par le conseil municipal (triplés ou quadruplés dans les villes de + de 30 000 habitants).

- 1^{ère} Catégorie :

"affiches sur papier ordinaire, imprimées ou manuscrites" : **0,80 €**

- 2^{ème} Catégorie :

"affiches ayant subi une préparation quelconque en vue d'en assurer la durée" : **2,40 €**

"affiches sur papier ordinaire, imprimées ou manuscrites qui sont apposées soit dans un lieu ouvert au public", soit dans une "voiture servant au transport public" : **1,60 €**

- 3^{ème} Catégorie :

"affiches peintes" et toutes affiches "autres que celles sur papier, qui sont inscrites dans un lieu public" : **3,20 €**

- 4^{ème} Catégorie :

"affiches sur papier, affiches peintes et enseignes éclairées la nuit au moyen d'un dispositif" : **0,80 € / 1,60 €** (villes de + 30 000 h)

"affiches éclairées apposées sur les éléments de mobilier urbain", : **3,20 € / 6,40 €** (villes de + 30 000 h)

"affiches, réclames et enseignes lumineuses, constituées par la réunion de lettres ou de signes, installées spécialement sur une charpente ou sur un support quelconque, pour rendre une annonce visible tant la nuit que le jour" : **3,20 € / 6,40 €** (villes de + 30 000 h)

- 5^{ème} Catégorie :

"affiches, réclames et enseignes lumineuses obtenues au moyen de projections intermittentes ou successives sur un transfert ou un écran, soit au moyen de combinaisons de points lumineux, susceptibles de former successivement les différentes lettres de l'alphabet dans le même espace, soit au moyen de tout procédé analogue" :

• Population - 30 000 H : **3,20 €**

• Population + 30 000 H : **4,80 €**

REFORME DES TAXES SUR LA PUBLICITE

. Les communes peuvent instituer, par délibération du conseil municipal prise avant le 1er juillet une taxe :

- sur les emplacements publicitaires,
- ou
- sur les affiches publicitaires.

. L'institution d'une taxe est exclusive de l'autre.

⇒ . La perception de la taxe sur les emplacements publicitaires exclue la perception de tout droit de voirie et de toute redevance d'occupation du domaine public.

. Les deux taxes frappent :

- 1° les supports non numériques, ni éclairés, ni lumineux,
- 2° les supports non numériques, éclairés ou lumineux,
- 3° les supports numériques, ne permettant pas l'affichage d'images en couleurs,

- 4° les supports numériques permettant l'affichage d'images en couleurs,
- 5° sauf délibération contraire du conseil municipal, portant sur une ou plusieurs des catégories suivantes :
- les enseignes et les préenseignes,
 - les emplacements dépendant des concessions municipales d'affichage,
 - les abribus et autres éléments de mobilier urbain,
 - les emplacements utilisés pour recevoir des plans, des informations ou des annonces.
- Sont dispensés du paiement de la taxe sur les affiches et de la taxe sur les emplacements publicitaires :
- les affiches et panneaux de spectacles,
 - l'affichage dans les lieux couverts régis par des règlements spéciaux,
 - l'affichage effectué :
 - par la SNCF, la RATP et les transports régionaux ou locaux pour leurs besoins ou services,
 - dans les locaux ou voitures de la SNCF, de la RATP et des transports régionaux et locaux.
- La délibération du conseil municipal prise avant le 1er juillet doit fixer les tarifs d'une de ces deux taxes, à défaut les tarifs maximaux s'appliquent.
- Ces tarifs sont doublés pour tout support de plus de 50 m²
- Une tarification variable selon les rues peut être instituée.

TARIFS

Les tarifs maximaux applicables en 2009 aux taxes sur les emplacements publicitaires ou sur les affiches publicitaires			
Catégories	Exemples	Taxes sur les emplacements (par m ² et par an) (art. L. 2333-10)	Taxes sur les affiches (art. L. 2333-11)
1) supports non numériques, ni éclairés, ni lumineux	affiches "classiques", supports déroulants, supports à lamelles, mobilier urbain ...	100,00 €	2 € par m ² et par affiche
2) supports non numériques, éclairés ou lumineux		150,00 €	3 € par m ² et par affiche
3) supports numériques (ne permettant pas l'affichage d'images en couleurs)	panneaux permettant de faire défiler le texte (ex : afficheurs graphiques à diode électro luminescentes)	200,00 €	200 € par affiche
4) supports numériques (permettant l'affichage d'images en couleurs)	écrans vidéo, souvent à diodes électro luminescentes (DEL)	300,00 €	300 € par affiche
5) - enseignes et préenseignes, - emplacements dépendant des concessions municipales d'affichage, - abribus et autres éléments de mobilier urbain, - emplacements utilisés pour recevoir des plans, des informations ou des annonces	panneaux indiquant un commerce (enseigne : posée sur l'immeuble ; préenseigne : située à proximité)	<p>La 5ème catégorie est soumise à la taxe, sauf délibération contraire, portant sur un ou plusieurs des types d'emplacement.</p> <p>Les tarifs sont ceux applicables au type de support concerné (4 premières catégories).</p> <p>Toutefois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les préenseignes visées au 2ème alinéa de l'article L. 581-19 du Code de l'environnement (dites "non dérogoires" et appelées panneaux "longue conservation"), les tarifs sont égaux au quart de ceux des catégories 1° et 2° : 25,00 € pour les supports non éclairés ou 37,50 € pour les supports éclairés (par m² et par an). - pour les enseignes et préenseignes (dites dérogoires) visées au 3ème alinéa de l'article L. 581-19, des tarifs inférieurs à ceux des autres types de supports peuvent être fixés par délibération. 	

- . Les tarifs maximaux sont indexés chaque année de l'évolution du PIB N-2.
- . La taxe sur les affiches publicitaires est due le 1er jour du mois suivant l'apposition par :
 - les bénéficiaires de l'affiche, ou à défaut,
 - l'afficheur, ou à défaut,
 - l'imprimeur les ayant produites.
- . La taxe sur les emplacements publicitaires est due par :
 - l'exploitant de l'emplacement au 1er janvier, ou à défaut,
 - le propriétaire à la même date.
 Pour les emplacements créés après le **1er janvier**, le paiement s'effectue prorata temporis.



- . Les taxes sont payables sur déclaration et recouvrées par la municipalité.
- . Le contentieux du paiement et des contraventions de ces taxes est de la compétence de la municipalité, le montant des amendes sera fixé par décret.
- . Ces dispositions s'appliquent au **1er janvier 2009**.
- . Pour les communes qui disposent au **1er janvier 2009** des anciennes taxes, elles sont remplacées respectivement par la taxe sur les affiches ou la taxe sur les emplacements publicitaires.

31. TAXE SUR LES PYLONES ELECTRIQUES

Article 1519.A, CGI

Arrêté du 18/01/2008 (JO, 15/02/2008, p 2 782)

Montant de l'imposition forfaitaire pour 2008 par pylône :



- **1634 €** pour les pylônes supportant des lignes dont la tension est comprise entre 200 000 et 350 000 volts,
- **3268 €** pour les pylônes supportant des lignes dont la tension est supérieure à 350 000 volts.

Sous réserve de délibérations prises avant le 1er octobre, la taxe peut être perçue à compter de 2007 par un EPCI à fiscalité propre.
Les délibérations de l'EPCI et de la commune site du pylône doivent être concordantes.

32. TAXE SUR L'ELECTRICITE

Loi de Finances rectificative pour 2003, Art 47 (JO, 31/12/2003, p 22 594)

Décret du 15 novembre 2004 (JO, 17/11/2004, p 19 313)

Dans le cadre de la libéralisation du marché de l'électricité, la distinction "gestionnaire du réseau de distribution" et "fournisseur d'électricité" a été faite pour le recouvrement et le paiement de la taxe sur l'électricité.

La taxe est recouvrée :

- par le gestionnaire de réseau pour les factures,
- par le fournisseurs pour les factures de fournitures.

Les fournisseurs d'électricité non établis en France doivent avoir un représentant en France, accrédité par le Ministre des collectivités territoriales, qui se porte garant du paiement de la taxe.

A défaut de convention entre le gestionnaire de réseau ou le fournisseur, le délai de reversement de la taxe est de 2 mois pour des perceptions faites chaque trimestre. Le taux de prélèvement pour frais de perception est de 2 %.

Le Maire, par l'intermédiaire d'agents assermentés, peut contester les pièces comptables relatives à la liquidation ou au recouvrement de la taxe auprès du gestionnaire de réseau ou du fournisseur.

Le retard, insuffisance ou défaut de reversement de la taxe donne lieu à intérêt de retard.

La non facturation de la taxe ou l'entrave au contrôle de la Mairie peut entraîner l'application d'une pénalité de 80 % du montant dû.

33. REDEVANCE COMMUNALE DES MINES

Arrêté du 21 septembre 2007 (JO, 28/09/2007, p 15 844)

Tarifs 2007



34. TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES

Loi de Finances pour 2004, Art 107 (JO, 31/12/2003, p 22 568)

Loi de Finances pour 2005, Art 66, 68 (JO, 31/12/2004, p 22 543)

Loi de Finances pour 2006, Art 100, 101, 102, 103, 104 (JO, 31/12/2005, p 20 630)

Loi de Finances pour 2007, Art 74, 75 (JO, 27/12/2006, p 19 660)

Depuis 2005 les communes et EPCI votent avant le 31 mars le taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Ils perçoivent la taxe quelle que soit la distance du point de collecte. Auparavant ce taux était fixé, en fonction du produit à obtenir et des bases, par le centre départemental d'assiette.

Peuvent voter ce taux, les communes et EPCI compétents qui assument la collecte des déchets des ménages :

- communautés urbaine,
- communautés de communes,
- communautés d'agglomération,
- syndicats de communes et syndicats mixtes,
- EPCI adhérents à un syndicat mixte.

Communes, EPCI peuvent voter des taux différents en fonction des zones de perception en tenant compte du service rendu à l'usager. Un taux différent peut être voté dans une zone d'un rayon d'un kilomètre autour d'installations de transfert ou d'élimination prévues par le plan départemental d'élimination des déchets.

Ces dispositions sont ouvertes, depuis **2007** aux syndicats mixtes.

Lorsque communes et EPCI adoptent des taux différents par commune, ou groupe de communes, le lissage des taux s'opère sur 10 ans.

Communes, EPCI, Syndicats mixtes peuvent plafonner les valeurs locatives de chaque local à **2 fois** la valeur locative moyenne communale des locaux d'habitation.

Ce plafond réduit de **50 %**, s'applique sur le revenu net servant de base à la TEOM.

Les délibérations pouvaient être prises jusqu'au 1er février 2006.

Sauf délibération contraire des communes et des EPCI, les locaux situés dans les parties de la commune où ne fonctionne pas le service sont exonérées de la TEOM.

Les EPCI à fiscalité propre nouvellement créés peuvent prendre des délibérations d'institution, exonération ou réduction de la TEOM jusqu'au 15 janvier de l'année suivant celle de leur création (cette disposition s'applique aux EPCI nouveaux, membres d'un syndicat mixte, exerçant la totalité de la compétence et adhérent au syndicat mixte, pour l'ensemble de celle - ci).

Les EPCI accueillant de nouveaux membres peuvent faire de même, à l'exception de délibérations touchant au zonage. Des communes, membres d'un syndicat de communes compétent pour l'enlèvement des ordures ménagères et en assurant la collecte pouvaient continuer de percevoir le taxe ou la redevance jusqu'à fin 2005. Le Préfet pouvait pérenniser ce régime en 2006, dès lors que la transformation de l'EPCI est en cours (une délibération de transformation en syndicat mixte devait être prise avant le 15/02/2006). Les communes, qui en 2006 percevaient le TEOM ou la ROM sans assurer la collecte des ordures ménagères devaient reverser ces sommes aux syndicats mixtes assurant le service en 2006.

Les communes ayant transféré leur compétence "collecte" et "traitement" à deux syndicats mixtes différents, avant le 06/01/2005, peuvent continuer à percevoir la taxe ou la redevance ordures ménagères en 2007 et 2008, dans l'attente de la régularisation de leur situation.

35. TAXE SUR LES ACTIVITES POLLUANTES

Article 266.sexies à dodecis, Code des douanes

Loi de Finances pour 2000, Art 52 (JO, 31/12/1999, p 19 914)

Loi de Finances rectificative pour 2005, Art 85 et 86 (JO, 30/12/2005, p 20 687)

Loi de Finances rectificative pour 2006, Art 4, 39, 40 (JO, 30/12/2006, p 20 229, 20240)

Il est institué depuis le 1er janvier 1999 une taxe sur les activités polluantes due par :

- les exploitants d'installation de stockage de déchets ménagers,
- les exploitants d'installations classées,
- les exploitants d'aéronefs,
- les exploitants et utilisateurs commercialisant des lubrifiants.
- les exploitants transférant des déchets industriels spéciaux vers un Etat de l'UE, ou tiers (sauf dans un but de valorisation)
- les émetteurs d'imprimés distribués gratuitement aux particuliers.

Les taux de la taxe ont été majorés de 50 % :

- 38,90 €/tonne pour les déchets ménagers reçus dans une installation de stockage non autorisée,
- 8,10 à 9,90 €/tonne pour les déchets ménagers réceptionnés dans une installation de stockage,
- 495,15 € par installation pour le montant minimum annuel.

Cette taxe forfaitaire est à payer par tout propriétaire d'une décharge (autorisée ou non) recevant des déchets "ménagers", autres qu'inertes, (y compris par les collectivités locales).

Le montant de cette taxe est obligatoirement répercuté sur le prix fixé dans les contrats conclus par l'exploitant avec les personnes physiques ou morales (dont les collectivités) dont il reçoit les déchets.

Cette taxe qui était perçue par l'Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie (ADEME) est désormais affectée à l'Etat par le Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de la sécurité sociale.

Les tarifs sont indexés chaque année dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu.

A compter de 2007, les bioréacteurs en sont exonérés.

36. REDEVANCE D'ORDURES MENAGERES

Loi de Finances rectificative pour 2004, Art 66 (JO, 31/12/2004, p 22 543)

Les communes adhérentes à un syndicat mixte pour l'ensemble des compétences (collecte et traitement) des ordures ménagères peuvent décider d'instituer et de percevoir la redevance selon des modalités de tarification qu'elles fixent, dans le cas où le syndicat mixte ne l'aurait pas instituée au 1er octobre d'une année pour être applicable l'année suivante. Lorsque le syndicat mixte décide postérieurement d'instituer la redevance ou la TEOM, sa délibération ne s'applique pas sur le territoire de ces communes sauf si elles rapportent leur délibération.

Loi de Finances rectificative pour 2004, Art 67 (JO, 31/12/2004, p 22 543)

Le tarif de la redevance d'ordures ménagères peut inclure une part fixe qui n'excède pas les coûts non proportionnels, en raison des caractéristiques de l'habitat. Il peut prévoir pour les résidences constituées en habitat vertical ou pavillonnaire, une redevance globale calculée en fonction du nombre de résidents ou de la masse des déchets produits en volume et en poids.

Le gestionnaire de la résidence assure la répartition de la redevance globale par foyers.

Loi de Finances rectificative pour 2004, Art 69 (JO, 31/12/2004, p 22 543)

L'EPCI ou le syndicat mixte issu de la fusion de plusieurs EPCI doit prendre une délibération relative à la redevance d'enlèvement des ordures ménagères avant le 1er mars de l'année qui suit celle de la fusion afin de percevoir la redevance.

37. MAJORATION DE LA VALEUR LOCATIVE CADASTRALE DES TERRAINS SITUÉS EN ZONE URBAINE DES PLU, CARTES COMMUNALES ET PSMV

Loi SRU du 13/12/2000, Art 54-1 (JO, 14/12/2000, p 19 777)

Loi du 13/07/2006, Art 24 (JO, 16/07/2006, p 10 667)

Décret n° 2007-1788 du 19 décembre 2007 (JO, 21/12/2007, p 20 656)

La valeur locative cadastrale des terrains constructibles situés dans les zones urbaines délimitées par une carte communale, un PLU ou un PSMV (Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur) approuvé peut être majorée par délibération du conseil municipal prise avant le 1er octobre, d'une valeur forfaitaire comprise entre **0,01 €, 0,50 €, 1 €, 1,50 €, 2 €, 2,50 €, ou 3€ par m²**.

Cette majoration ne peut excéder **3 %** d'une valeur forfaitaire moyenne au mètre carré par zone :

- Zone A : 184 €

- Zone B1 : 96 €

- Zone B2 : 68 €

- Zone C : 34 €

Ces valeurs sont indexées chaque année de l'évolution de l'inflation.

	Plafond mensuel de loyer	Plafond de ressources
"Besson-ancien" Déduction spécifique de 26 %	Zones A, B, et C	Zones A, B et C
"Borloo-ancien" Déduction spécifique de 30 %		
"Lienemann" Déduction spécifique de 46 %		
"Besson-neuf" Déduction au titre de l'amortissement	Zones I, I bis, II et III	Zones A, B et C
"Robien-classique" Déduction au titre de l'amortissement	Zones A, B, et C	/
"Borloo-ancien" Déduction spécifique de 45 %		Paris, Ile de France, autres régions
"Robien-recentré" Déduction au titre de l'amortissement	Zones A, B1, B2 et C	/
"Borloo-neuf" Déduction au titre de l'amortissement + Déduction spécifique de 30%		Zones A, B1, B2 et C

Cette disposition n'est pas applicable aux terrains classés comme «terrains à bâtir».

Pour le calcul de la majoration la superficie retenue est réduite de 1000 m².

Une liste de ces terrains est dressée par le Maire et transmise chaque année avant le 1er septembre au service du trésor.

38. TAXE DE SEJOUR

Décret n°2002-1548 et n°2002-1549 du 24 décembre 2002 (JO, 29/12/2002, p 21 935)

1. Tarifs de la taxe de séjour :

- hôtels de tourisme **4 étoiles** luxe et 4 étoiles, résidences de tourisme **4 étoiles**, meublés de tourisme **4 et 5 étoiles** et tous les autres établissements de caractéristiques équivalentes : entre **0,65 et 1,50 €** par personne et par nuitée,

- hôtels de tourisme **3 étoiles**, résidences de tourisme **3 étoiles**, meublés de tourisme **3 étoiles** et tous les autres établissements de caractéristiques équivalentes : entre **0,50 et 1 €** par personne et par nuitée,

- hôtels de tourisme **2 étoiles**, résidences de tourisme **2 étoiles**, meublés de tourisme **2 étoiles**, villages de vacances de catégorie grand confort et tous les autres établissements de caractéristiques équivalentes : entre **0,30 et 0,90 €** par personne et par nuitée,

- hôtels de tourisme **1 étoile**, résidences de tourisme **1 étoile**, meublés de tourisme **1 étoile**, villages de vacances de catégorie confort et tous les autres établissements de caractéristiques équivalentes : entre **0,20 et 0,75 €** par personne et par nuitée,

- hôtels de tourisme classés sans étoile et tous les autres établissements de caractéristiques équivalentes: entre **0,20 et 0,40 €** par personne et par nuitée,

- terrains de camping et terrains de caravanage classés en **3 et 4 étoiles** et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes : entre **0,20 et 0,55 €** par personne et par nuitée,

- terrains de camping et terrains de caravanage classés en **1 et 2 étoiles** et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance: **0,20 €** par personne et par nuitée. Les tarifs ainsi définis ne comprennent pas la taxe additionnelle départementale lorsqu'elle est instituée.

2. Réductions et exonérations :

- exonération de droit de la taxe de séjour des personnes hébergées dans les colonies et les centres de vacances collectives d'enfants,
- exonération des fonctionnaires et agents de l'État qui exercent leurs fonctions dans une station ainsi que celle des bénéficiaires de certaines formes d'aide sociale,
- réduction obligatoire de la taxe de séjour pour les familles nombreuses ainsi que l'exonération totale ou partielle des personnes bénéficiaires de chèques vacances et des mineurs de moins de dix-huit ans.

Pour les familles nombreuses, les réductions restent les suivantes :

- **30 %** pour les familles comprenant trois enfants de moins de dix-huit ans,
- **40 %** pour les familles comprenant quatre enfants de moins de dix-huit ans,
- **50 %** pour les familles comprenant cinq enfants de moins de dix-huit ans,
- **75 %** pour les familles comprenant six enfants de moins de dix-huit ans.

Le conseil municipal peut décider d'augmenter le montant des réductions prévues ci-dessus.

3. Autre dispositions :

Loi de Finances pour 2002, Art 100 (JO, 29/12/2001, p 21 074)

La taxe de séjour n'est perçue que pour les hébergements à titre onéreux.

Loi de Finances pour 2002, Art 101 (JO, 29/12/2001, p 21 074)

Le tarif de la taxe de séjour ne peut être inférieur à **0,2 €** ni supérieur à **1,5 €**.

Loi de Finances pour 2002, Art 102 (JO, 29/12/2001, p 21 074)

Loi de Finances pour 2003, Art 89 (JO, 30/12/2002, p 22 038)

Sont exemptés de taxe de séjour les enfants de moins de **13 ans** (les représentants et voyageurs de commerce y sont assujettis), les personnes exclusivement attachées aux malades dans les stations hydrominérales, climatiques ou uvales (les bénéficiaires de l'aide sociale y sont désormais assujettis).

Le conseil municipal peut prévoir l'exemption :

- des personnes qui par leur travail ou leur profession participent au fonctionnement et développement de la station,
- des personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un seuil défini par délibération du conseil municipal.

Loi de Finances pour 2002, Art 103 et 104 (JO, 29/12/2001, p 21 074)

La taxe de séjour est désormais versée aux dates prévues par délibération du conseil municipal sous peine de pénalité.

Loi de Finances pour 2002, Art 105 (JO, 29/12/2001, p 21 074)

Sont exemptés de la taxe de séjour forfaitaire les établissements exploités depuis moins de deux ans.

Loi de Finances pour 2002, Art 106 (JO, 29/12/2001, p 21 074)

Lorsqu'en raison d'une pollution grave ou d'une catastrophe naturelle, la fréquentation touristique est anormalement inférieure à la capacité d'accueil des établissements, le conseil municipal peut accorder des dégrèvements de taxe de séjour forfaitaire aux établissements en faisant la demande (ils doivent justifier de la réalité d'une baisse importante de leurs chiffres d'affaires).

Loi de Finances pour 2002, Art 107 et 108 (JO, 29/12/2001, p 21 074)

La taxe communale sur les entreprises spécialement intéressées à la prospérité de la station est supprimée.

Loi de Finances pour 2002, Art 107 (JO, 29/12/2001, p 21 074)

La taxe spéciale perçue par les stations de sports d'hiver est spécialisée désormais sur les recettes brutes provenant de la vente des titres de transports par les entreprises exploitant des engins de remontées mécaniques.

Loi de Finances rectificative pour 2005, Art 123 (JO, 31/12/2005, p 20 695)

Lorsqu'un EPCI compétent en développement économique est composé d'au moins une commune de montagne, l'ensemble des communes peuvent reverser à cet EPCI tout ou partie de la taxe de séjour qu'elles perçoivent.

Loi de Finances pour 2007, Art 72 (JO, 27/12/2006, p 19 659)

Les pénalités appliquées aux professionnels ou logeurs en matière d'infraction aux obligations de déclaration pourront être fixées par Décret dans la limite du quadruple des redevances dont la commune a été privée.

39. CONTRIBUTION VISANT A L'ELIMINATION D'IMPRIMES GRATUITS

Loi de Finances pour 2008, Art 84 (JO, 27/12/2007, p 21 231)

A compter du 1er juillet 2008, toute personne physique ou morale qui produit ou fait produire des imprimés gratuits, distribués dans les boîtes aux lettres ou déposés dans les halls d'immeubles, est tenue de contribuer à leur collecte et leur élimination.

La contribution est financière ou en nature (mise à disposition d'espaces de communication au profit des EPCI compétents en matière de collecte qui le souhaitent).

Les contributions financières résultent d'un barème prévu par Décret sont remises à un organisme agréé qui les verse aux collectivités.

Si les sociétés concernées ne s'acquittent pas volontairement de cette contribution, elles sont redevables d'une taxe annuelle intégrée dans la TGAP (Taxe Générale sur les Activités Polluantes) au taux de **0,90 €/kg** avec un seuil de perception de **450 €**. A compter de 2008, ce tarif sera relevé dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu.

Sont exclus de cette contribution jusqu'au 1er janvier 2010, les envois de correspondance (à l'exception des publicités adressées) et les metteurs sur le marché de papier bureautique.

Sont exclus de la contribution, les imprimés utilisés pour une mission de service public, les livres, la presse.

40. PARTICIPATION POUR NON REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Art L.421-3 Code de l'Urbanisme

Loi SRU du 13 décembre 2000 (JO, 14/12/2000, p 19 777)

Circulaire du 29/10/2007 (Le Moniteur, 25/01/2008, textes officiels, p 5)

Lorsque le pétitionnaire ne peut satisfaire lui-même aux obligations imposées par un PLU en matière de réalisation d'aires de stationnement, il peut être tenu quitte de ses obligations soit en justifiant, pour les places qu'il ne peut réaliser lui-même, de l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation, soit en versant une participation, fixée par délibération du conseil municipal.



Plafond : participation maximale prévue par délibération prise : - avant le 15/12/2000 : **12 913,96 €**
- après le 15/12/2000 : **15 527,80 €**

41. AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

Décret du 25 juin 2001 (JO, 26/06/2001, p 10 133)

Les opérations d'aménagement d'aires pour les gens du voyage sont subventionnées à hauteur de **70%** de la dépense totale HT dans la limite des plafonds suivants :

- **15 245 €** par place de caravane pour les nouvelles aires d'accueil,
- **9 147 €** par place de caravane pour la réhabilitation des aires d'accueil existantes prévues par le schéma départemental d'accueil des gens du voyage,
- **114 337 €** par opération pour les aires de grand passage.

Le taux de subvention pour les études préalables à l'élaboration des schémas départementaux d'accueil des gens du voyage est de **50 %** de la dépense totale HT.

42. TAXE ANNUELLE SUR LES LOGEMENTS VACANTS

Loi n°98-657 du 29 juillet 1998, Art 51 (JO, 31/07/1998, p 11679)

Décret n°98-1249 du 29 décembre 1998 (JO, 30/12/1998, p 19946)

Instruction du 05 mars 1999 (Le Moniteur, Textes Officiels, 26/03/1999, p 384)

Il est institué au profit de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat une taxe annuelle sur les logements vacants depuis deux années consécutives (à l'exception des logements HLM ou des SEM).

Elle est acquittée par le propriétaire, l'usufruitier, le preneur à bail à construction ou à réhabilitation ou l'emphytéote qui dispose d'un logement vacant depuis au moins **2 années consécutives** au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

L'assiette de la taxe est la valeur locative du logement, le taux est fixé à **10 %** la 1^{ère} année, **12,5 %** la 2^{ème} année, **15 %** à compter de la 3^{ème}.

Elle est recouvrée comme la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements vacants depuis le **1^{er} janvier 1997**.

Cette taxe est applicable dans les communes suivantes : **Montpellier, Castelnau le Lez, Clapiers, Le Crès, Jacou, Juvignac, Montferrier, St Clément de Rivière, Vendargues.**

43. TAXE COMMUNALE SUR LES ACTIVITES COMMERCIALES NON SALARIEES SAISONNIERES

Loi de Finances pour 2001, Art 71 (JO, 31/12/2000, p 21 138)

Toute commune peut, par délibération du conseil municipal, instituer une taxe sur les activités commerciales non salariées à durée saisonnière. La taxe est due par l'exploitant de l'emplacement ou du véhicule où s'exerce l'activité concernée. Les redevables de la taxe professionnelle au titre d'une activité dans la commune ne sont pas assujettis au paiement de la taxe pour cette même activité.

La taxe est assise sur la surface du local ou de l'emplacement où l'activité est exercée. Si elle est exercée exclusivement dans un véhicule, la taxe est assise sur le double de la surface du véhicule. Elle est due par jour d'activité.

Le tarif de la taxe est fixé par une délibération du conseil municipal. Ce tarif uniforme ne peut être inférieur à **0,76 € par m2**, ni excéder **9 € par m2** et par jour.

La taxe est établie et recouvrée par les soins de l'administration communale sur la base d'une déclaration souscrite par le redevable. Elle est payable, pour la durée du séjour, au jour de la déclaration. Si la durée du séjour excède un mois, le contribuable peut opter pour un paiement mensuel. L'absence ou l'insuffisance de la déclaration ou le défaut de paiement sont punis d'une amende contraventionnelle.

Les communes sont admises à recourir aux agents de la force publique pour assurer le contrôle de la taxe et constater les infractions.

44. FONDS D'AMORTISSEMENT DES CHARGES D'ELECTRIFICATION

Loi de Finances rectificative pour 2004, Art 121 (JO, 31/12/2004, p 22 556)

Les aides financières du FACE sont réparties par le département sous forme de dotations d'électrification rurale.

Cette répartition se fait : aux collectivités, aux EPCI, aux maîtres d'ouvrage des travaux d'électrification rurale.

Lorsqu'existe dans un département un EPCI compétent dans le domaine de l'électricité réunissant tous les maîtres d'ouvrage des travaux d'électrification, la répartition des dotations est effectuée par cet EPCI.

45. TRAVAUX D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT

Loi de Finances rectificative pour 2004, Art 121 (JO, 31/12/2004, p 22 556)

Les agences de l'eau attribuent des subventions en capital aux collectivités territoriales et EPCI pour l'exécution de travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement dans les communes rurales.

Les agences de l'eau subventionnent depuis le 1er janvier 2005 la réalisation de travaux d'adduction d'eau et d'assainissement en milieu rural.

46. FONDS NATIONAL DE L'EAU

Loi de Finances pour 2004, Art 38 (JO, 31/12/2003, p 22 544)

Loi de Finances pour 2006, Art 35 (JO, 31/12/2005, p 20 606)

Depuis le 1er janvier 2001, le tarif des redevances pour le Fonds National de Développement des Adductions d'Eau est porté pour l'eau à usage domestique à :

0,2 € le m³ (+ 18 %)

Les autres tarifs sont relevés dans la même proportion.

Il avait été créé un "Fonds national de solidarité pour l'eau" destiné à financer les investissements relatifs à la restauration des rivières et des zones d'expansion de crues, à la réduction des pollutions diffuses et les subventions accordées dans le domaine de l'eau et des zones humides.

Ce fonds est supprimé depuis le 31/12/2003.

Ses crédits sont désormais inscrits comme "subvention d'investissement pour l'adduction d'eau et l'assainissement". La taxe sur les consommations d'eau est maintenue, le département répartit les subventions en capital.

Chaque Agence de l'eau versera à l'Etat une quote-part déterminée chaque année par la Loi de Finances (pour l'Agence Rhône-Méditerranée-Corse = **19,123 M €** en 2006).

47. BOUCLIER FISCAL

Loi de Finances pour 2006, Art 74 (JO, 31/12/2005, p 20 620)

Les impôts directs payés par le contribuable sont plafonnés à **60 %** de ses revenus. Au delà, s'exerce le droit de restitution.

Les impôts concernés sont :

- impôt sur le revenu,
- ISF,
- TH, TFPB, TFPNB,

La restitution est prise en charge par l'Etat, les communes, les EPCI (au travers de la DGF pour ces deux dernières catégories). Il n'est pas tenu compte de la part de restitution intérieure ou égale à **25 €**.

48. TAXE SUR LES DECHETS

Loi de finances rectificative pour 2005, Art 87 (JO 31/12/2005, p 20 687)

Loi de Finances pour 2006, Art 90 (JO, 31/12/2005, p 20 628)

Loi de finances pour 2007, Art 73 (JO, 27/12/2006, p 19 659)

Toute commune peut instituer une taxe sur les déchets depuis 2007 pour toute installation d'incinération située sur son territoire, et non utilisée exclusivement pour les déchets produits par l'exploitant dans la limite de **1,5 €** la tonne entassée.

Peuvent y être assujetties les installations de stockage de déchets ménagers soumis à la taxe sur les activités polluantes. Les exploitants souscrivent avant le 10 avril, une déclaration de tonnage de l'année N-1 accompagnée du paiement de la taxe due.

Les agents de la commune peuvent contrôler la déclaration sur la base de renseignements fournis par l'exploitant et procéder éventuellement à une rectification.

A défaut de déclaration souscrite dans le délai prescrit, une taxation d'office est effectuée sur la base de la capacité de réception de l'installation pour la période considérée.

La taxe sur les déchets peut être intercommunale, en cas d'installation située sur le territoire de plusieurs communes.

Les conseils municipaux instituent la taxe par délibérations concordantes et déterminent la répartition du produit.

Le coût de collecte sélective des déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers supportés par des collectivités territoriales sont compensés par un organisme coordonnateur agréé qui leur reverse la fraction équivalente de la contribution financière qu'il reçoit des fabricants et des importateurs de ces équipements.

Ne peuvent instituer la taxe que les communes disposant d'un centre de traitement des déchets ménagers créé ou étendu sur son territoire depuis le 02/01/2006, ou ayant bénéficié avant le 01/07/2002 d'une aide de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie pour son installation ou son extension.

49. TAXE D'HABITATION DES RESIDENCES MOBILES

Art. 1595 quater, CGI

Loi de Finances pour 2006, Art 92 (JO, 31/12/2005, p 20 629)

Loi de Finances pour 2007, Art 80 (JO, 27/12/2006, p 19 660)

Loi de Finances rectificative pour 2007, Art 77 (JO, 28/12/2007, p 21 514)

Une taxe d'habitation sur les résidences mobiles terrestres a été instituée au 1er janvier 2007 pour les personnes dont elles sont l'habitat principal.

Le tarif est de **25 €** le m² appliqué à la surface de la résidence mobile terrestre (arrondie au m² inférieur et non exigible pour les moins de **4 m²**).

Les contribuables doivent déposer une déclaration de leur résidence mobile principale avant le 15 novembre.

Les exonérations sont identiques à celle de la TH.

Le produit recouvré est affecté au fonds départemental d'aménagement, de maintenance et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage au prorata de l'impôt perçu dans le département, et réparti par le Préfet aux collectivités en fonction des dépenses engagées.

⇒ Compte tenu des difficultés de mise en oeuvre de cette taxe son instauration est reportée au **1er janvier 2010**.

50. VALEUR LOCATIVE PLANCHER EN CAS DE REPRISE D'IMMOBILISATIONS

Art. 1518 B, CGI

Loi de Finances rectificative pour 2006, Art 87 (JO, 31/12/2005, p 20 251)

En cas de restructuration d'entreprise, la valeur locative de certaines immobilisations non passibles de TFPB est fixée en fonction de leur prix de revient et se trouve modifiée en cas de cession.

Afin d'éviter des pertes de matière fiscale aux collectivités, une valeur locative plancher est fixée. Dés lors, que les opérations de restructuration s'exercent au sein d'un groupe, cette valeur ne peut être inférieure à **90 %** de son montant avant son opération (**50 %** lorsqu'il s'agit d'une entreprise en difficulté).

51. TAXE SUR LES INSTALLATIONS DE PRODUCTION D'ELECTRICITE

Loi de Finances rectificative pour 2005, Art 76 (JO, 31/12/2005, p 20 684)

Il est institué sur la taxe communale sur les installations de production d'électricité situées dans les eaux intérieures ou la mer territoriale utilisant l'énergie du vent. L'assiette est le nombre de mégawatts installés dans chaque unité de production au 1er janvier de l'année d'imposition. Le tarif est de **12 000 €** par mégawatt (réajusté chaque année de l'indice de la valeur du PIB).

Le produit de la taxe est affecté au fonds national de compensation de l'énergie éolienne.

Ses ressources sont réparties :

- à **50 %** par le Préfet entre les communes littorales,
- à **50 %** par le Conseil Général dans le cadre d'un "fonds départemental pour les activités maritimes de pêche et de plaisance".

Si un EPCI décide d'instituer une TPZ et de percevoir aussi la TP de ces installations, il peut fixer des taux différents pour chacun des deux régimes.

52. SURTAXE SUR LES EAUX MINERALES

Loi de Finances pour 2006, Art 95 (JO, 31/12/2005, p 20 629)

Les communes peuvent porter le tarif de **0,58 €** à **0,70 €** par hectolitre si elles ont eu une baisse de recettes entre 2001 et 2002.

53. AMENDES DE POLICE

Loi de Finances pour 2008, Art 40 (JO, 27/12/2007, p 21 222)

Le produit des amendes de police est réparti entre les communes et certains EPCI au prorata des amendes émises sur leur territoire :

- directement pour les communes et EPCI de plus de 10 000 habitants,
- par le Conseil Général pour les communes et EPCI de moins de 10 000 habitants.

Les bénéficiaires qui étaient auparavant, les communes, l'Etat, l'agence de financement des infrastructures de transport sont désormais :

- ⇒ . l'Etat : **194 M€**
- . les communes et EPCI : **100 M€**
- . les départements, la Corse, les régions d'outre-mer : **30 M€**
- . le solde revient à l'AFIT, le bilan de la répartition fera l'objet d'un rapport du gouvernement au 1er octobre 2010.

- ⇒ - Les radars automatiques se voient, pour leur implantation, dispensés d'autorisation d'occupation du domaine public et de redevance d'occupation domaniale.

54. TAXE SUR LES CESSIONS DE TERRAINS A BÂTIR

Art. 1529, CGI

Loi du 13 juillet 2006, Art 26 (JO ????????)

Loi de Finances rectificative pour 2006, Art 19 (JO, 31/12/2006, p 20 234)

Loi de finances pour 2007, Art 66 (JO, 27/12/2006, p 19 659)

Les conseils municipaux peuvent instituer par délibération une taxe sur les cessions à titre onéreux de terrains nus rendus constructibles du fait de leur classement en zone U ou en zone AU ouverte à l'urbanisation, ou en zone constructible d'une carte communale, depuis le 1er janvier 2007. La taxe s'applique aux cessions réalisées à compter du 1er jour du 3ème mois suivant la date de la délibération (qui doit être notifiée aux services fiscaux au plus tard le 1er jour du 2ème mois suivant la délibération, à défaut la taxe n'est pas due). Sont soumis à la taxe les cessions occasionnelles effectuées par des personnes physiques ou des sociétés (à l'exception des marchands de biens et lotisseurs). La taxe ne s'applique pas à certains titulaires de pensions de vieillesse ou de la carte d'invalidité, non imposable à l'ISF et dont les revenus sont inférieurs aux limites prévues à l'article 1417 - I du CGI (6.5 et 10.1). Elle ne s'applique pas aux mutations à titre gratuit. La taxe ne s'applique pas lorsque le prix de cession est inférieur au prix de cession majoré de **200 %** et aux terrains classés constructibles depuis plus de **18 ans**.

Elle ne s'applique pas non plus aux cessions de terrains :

- dont le prix est inférieur à **15 000 €**
- constituant des dépendances immédiates et nécessaires de l'habitation principale du cédant
- à la suite d'une DUP
- échangés dans le cadre d'un remembrement
- faites avant le 31/12/2007 à une collectivité qui compte le céder à une société d'HLM, ou SEM
- faites avant le 31/12/2007 à une société d'HLM ou SEM.

La base de la taxe est de **2/3** du prix de cession du terrain.

Le taux est de **10 %** de la base taxable (**6,66 %** du prix de cession).

Les cessions doivent être déclarées à la suite de l'acte, ou à défaut dans le délai d'un mois de la cession au service des impôts. La taxe est payée au dépôt de la déclaration avant l'enregistrement.

Les EPCI compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme peuvent, sur accord unanime des communes, instituer et percevoir la taxe à leur place. Ils peuvent réserver une partie de son produit aux communes.

55. TAXE SUR LES APPAREILS AUTOMATIQUES

Art. 613, CGI

Loi de finances pour 2007, Art 25 (JO, 27/12/2006, p 19 647)

- Les appareils automatiques installés dans un lieu public sont assujettis à une taxe de **5 €** par appareil et par an perçue au profit de l'Etat, et ne sont plus soumis à l'impôt sur les spectacles. Les communes percevront une compensation correspondant au produit perçu en 2007.

56. TAXE SUR LES FRICHES COMMERCIALES

Art. 1530, CGI

Loi de finances rectificative pour 2006, Art 126 (JO, 31/12/2006, p 20 264)

Les communes et les EPCI (compétents en ZAE) peuvent instituer une taxe sur les friches commerciales situées sur leurs territoires à compter du 01/01/2008. Elle concerne les biens commerciaux ou artisanaux qui depuis **5 ans** au moins sont inoccupés ou ne sont plus passibles de la TP.

Les délibérations doivent intervenir avant le 1er octobre et être transmises aux services fiscaux avant le 15 octobre.

La taxe dûe par le redevable du foncier bâti est assise sur cette base.

Son taux est de **5 %** la 1ère année, **10 %** la 2ème année et **15 %** à partir de la 3ème année.

Ces taux peuvent être majorés jusqu'au double par le conseil municipal ou communautaire.

Les dégrèvements sur la taxe ne sont pas compensés.

57. TAXE ADDITIONNELLE AUX DROITS D'ENREGISTREMENT

Art. 1595, CGI

Loi de finances rectificative pour 2006, Art 134 (JO, 31/12/2006, p 20 269)

Les critères de répartition des ressources du fonds départemental alimenté par la taxe sur les droits d'enregistrement et la taxe de publicité foncière sur les mutations à titre onéreux entre les communes de moins de **5 000 habitants** font l'objet d'un barème tenant compte désormais de la population, des dépenses d'équipement brut et de l'effort fiscal de ces communes.

58. PARTICIPATION EN REMBOURSEMENT DES FRAIS D'OPERATIONS DE SECOURS

Loi de finances rectificative pour 2006, Art 163 (JO, 31/12/2006, p 20 276)

Les communes peuvent se faire rembourser tout ou une partie des dépenses effectuées lors d'opérations de secours consécutives à la pratique de toute activité sportive ou de loisirs.

Cette participation est fixée par le conseil municipal et mise à la charge des intéressés ou de leurs ayant droit.

Un affichage en mairie et dans tous les lieux où sont apposées des consignes de sécurité est effectué pour indiquer ces dispositions.

59. VERSEMENT TRANSPORT

Loi de finances pour 2008, Art 102 (JO, 27/12/2007, p 21 234)

⇒ Les syndicats mixtes compétents pour l'organisation des transports urbains peuvent, dès lors qu'ils sont composés exclusivement de communes, départements et EPCI, instituer le versement destiné au financement des transports en commun.

60. FONDS DE SOLIDARITE CATASTROPHES NATURELLES

Loi de finances pour 2008, Art 110 (JO, 27/12/2007, p 21 235)

⇒ Il est créé pour indemniser les dégâts sur des biens non assurables à la suite d'événements climatiques ou géologiques.

61. COMPENSATION DES TRANSFERTS DE COMPETENCES

Loi de finances pour 2008, Art 111 (JO, 27/12/2007, p 21 235)

⇒ L'Etat compensera tout transfert de compétence fait à un groupement de collectivité territoriale.

62. TAXES SUR LES SPECTACLES

Loi de finances rectificative pour 2007, Art 75 (JO, 28/12/2007, p 21 514)

Lorsqu'une réunion sportive (ou toute manifestation soumise à la taxe) se tient dans un équipement public, le produit de la taxe est réparti entre :

- ⇒
- la commune lieu de la manifestation,
 - les collectivités territoriales ou EPCI maîtres d'ouvrage,
 - les collectivités territoriales ou EPCI gestionnaires.

Ces dispositions valent pour les équipements sportifs mis en service à compter du 1er janvier 2008, la répartition du produit de la taxe s'effectue par délibérations concordantes.



63. CONTINGENT COMMUNAL D'AIDE SOCIALE

Loi n°99-641 du 27 juillet 1999, Art 13.IV à XII (JO, 28/07/1999, p 11229)

Circulaire du Ministre de l'Intérieur (La Gazette des Communes, 15/11/1999, p 87)

Loi de Finances pour 2004, Art 59 (JO, 31/12/2003, p 22 552)

La Loi du 27 juillet 1999 a substitué aux financements croisés des dépenses d'aide sociale un transfert définitif de la DGF des communes vers la DGF des départements et supprime les contingents communaux d'aide sociale à compter de 2000.

Depuis cette date, la DGF forfaitaire des communes est diminuée d'un montant égal à leur participation aux dépenses d'aide sociale du département en 1999 actualisée.

Lorsque cette participation est supérieure à la dotation forfaitaire, la différence sera prélevée sur le produit des impôts locaux.

Lorsque la commune fait partie d'un EPCI à TP unique et dans l'hypothèse où le produit des impôts communaux serait insuffisant, le complément sera prélevé sur l'attribution de compensation versée par le groupement à la commune.

Le Préfet a fixé, par Arrêté définitif, **avant le 30 octobre 2000**, le montant de la participation définitive de chaque commune au titre de l'ancien contingent communal d'aide sociale 1999.

Un mécanisme d'abattement préalable est institué au profit des communes éligibles à la DSU ou à la DSR en 1999 et dont la contribution par habitant au titre de 1999 est supérieure de **30 %** à la moyenne des contributions des communes de l'ensemble des départements (excepté Paris).

L'abattement est calculé selon les écarts suivants :

- l'écart positif avec la contribution de la commune par habitant en 1999 et la moyenne par habitant des contributions communales du département,
- l'écart entre la contribution de la commune par habitant au titre de l'exercice 2000 et la moyenne par habitant des contributions communales de l'ensemble des départements (excepté Paris).

Il est égal à la somme des produits de **10 %** de ces écarts par la population de la commune pour l'exercice 2001.

Dans le cas où le paiement des contingents d'aide sociale aura été échelonné sur plusieurs années avec certaines communes, le département et la commune devront passer une convention prévoyant les modalités d'apurement des dettes issues d'exercices antérieurs.

64. INDEMNITES DES ELUS ET FISCALISATION

Loi n° 92-108 du 03 février 1992 (JO, 05/02/1992, p 1848)

1. Indemnités des Elus :

Les indemnités des Elus sont fixées par rapport à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique, soit au 1er février 2007, indice 1015 : **3 722,64 € mensuel**.

Montant des indemnités des Maires et Adjoints en euros

Population totale	Indemnités mensuelles			
	Maires		Adjoints	
	Taux maxi %	Indem. brute	Taux maxi %	Indem. brute
< 500 hab	17	632,85	6,6	245,69
500 à 999	31	1 154,02	8,25	307,12
1 000 à 3 499	43	1 600,74	16,5	614,24
3 500 à 9 999	55	2 047,45	22	818,98
10 000 à 19 999	65	2 419,72	27,5	1 023,73
20 000 à 49 999	90	3 350,38	33	1 228,47
50 000 à 99 999	110	4 094,90	44	1 637,96
100 000 à 200 000	145	5 397,83	66	2 456,94
+ de 200 000	145	5 397,83	72,5	2 698,91

Montant des indemnités des Présidents et Vice-Présidents d'EPCI en euros

Population totale	Communautés de Communes				Syndicats			
	Président		Vice-Président		Président		Vice-Président	
	%	Euros	%	Euros	%	Euros	%	Euros
< 500 hab	12,75	474,64	4,95	184,27	4,73	176,08	1,89	70,35
500 à 999	23,25	865,51	6,19	230,43	6,69	249,04	2,68	99,77
1 000 à 3 499	32,25	1 200,55	12,37	460,49	12,2	454,16	4,65	173,10
3 500 à 9 999	41,25	1 535,59	16,5	614,24	16,93	630,24	6,77	252,02
10 000 à 19 999	48,75	1 814,79	20,63	767,98	21,66	806,32	8,66	322,38
20 000 à 49 999	67,50	2 512,78	24,73	920,61	25,59	952,62	10,24	381,20
50 000 à 99 999	82,49	3 070,81	33	1 228,47	29,53	1 099,30	11,81	439,64
100 000 à 200 000	108,75	4 048,37	49,5	1 842,71	35,44	1 319,30	17,72	659,65
+ de 200 000	108,75	4 048,37	54,37	2 024,00	37,41	1 392,64	18,70	696,13



Population totale	Communautés Urbaines/Agglomération				Syndicats Mixtes ouverts restreints			
	Président		Vice-Président		Président		Vice-Président	
	%	Euros	%	Euros	%	Euros	%	Euros
< 500 hab	-	-	-	-	2,37	88,23	0,95	35,37
500 à 999	-	-	-	-	3,35	124,71	1,34	49,88
1 000 à 3 499	-	-	-	-	6,10	227,08	2,33	86,74
3 500 à 9 999	-	-	-	-	8,47	315,31	3,39	126,20
10 000 à 19 999	-	-	-	-	10,83	403,16	4,33	161,19
20 000 à 49 999	90	3 350,38	33	1 228,47	12,80	476,50	5,12	190,60
50 000 à 99 999	110	4 094,90	44	1 637,96	14,77	549,83	5,91	220,01
100 000 à 200 000	145	5 397,83	66	2 456,94	17,72	659,65	8,86	329,83
+ de 200 000	145	5 397,83	72,5	2 698,91	18,71	696,51	9,35	348,07

2. Fiscalisation des indemnités à la source :

2.1 Champ d'Application de l'Imposition :

2.1.1 Elus concernés

La retenue à la source s'applique à toutes les indemnités de fonction allouées dans le cadre de l'exercice de leurs mandats aux élus locaux qui en bénéficient, c'est-à-dire aux :

- Elus municipaux

Maires, adjoints (et conseillers municipaux des communes de plus de **100 000 habitants**), les Maires des communes de moins de **1 000** habitants ne sont pas imposables à condition qu'ils ne cumulent pas ce mandat avec un autre mandat électoral.

- Elus départementaux et régionaux

2.1.2 Indemnités imposables

- Indemnités de fonction versées par la collectivité à laquelle appartient l'élu,

- Majorations d'indemnités prévues par le Code des Communes au bénéfice des Elus de collectivités spécifiques : villes chef-lieu, villes classées stations climatiques, balnéaires, de sports d'hiver... ainsi que les villes éligibles à la dotation de solidarité urbaine,

- Indemnités allouées aux élus locaux et aux délégués des communes (qui ne sont pas obligatoirement des élus municipaux parfois) membres des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale (syndicats de communes, districts, communautés de communes...) ou des établissements publics locaux,

- Indemnités perçues pour mandat spécial confié à des conseillers municipaux en application de l'article L. 2123-24-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

- Indemnités versées aux élus qui siègent en qualité de représentant des collectivités territoriales au Centre National de la Fonction Publique Territoriale.

2.1.3 Indemnités non imposables

Les indemnités non imposables ne sont pas considérées comme indemnités de fonction et ne sont donc pas assujetties à la retenue à la source, ce sont : les indemnités de déplacement ainsi que les remboursements de frais supplémentaires, des frais de transport, et des frais pour autres dépenses liées à l'exercice d'un mandat spécial.

Cas particulier

Les rémunérations versées aux membres du Conseil d'Administration, ou de surveillance, d'une société d'économie mixte locale sont imposables à l'impôt sur le revenu, dans les conditions de droit commun, mais ne sont pas considérées comme des indemnités de fonction et ne sont pas assujetties à la retenue à la source.

2.2 Revenu imposable :

Le revenu imposable est constitué du montant des indemnités de fonction diminué :

- des cotisations sociales obligatoires (Ircantec),
- des cotisations de sécurité sociale dans certains cas,
- de la part déductible de la CSG : **7,50 %** (dont **2,40** non déductible et **5,10** déductible fiscalement),
- de la fraction représentative pour frais d'emploi.

2.3 Cotisations sociales obligatoires :

- La cotisation au régime de retraite complémentaire IRCANTEC (**2,25 % pour tranche A**).

Eventuellement,

- Les cotisations dues au titre de l'affiliation obligatoire au régime général de sécurité sociale pour les prestations en nature des assurances maladie, maternité, invalidité ainsi que l'assurance vieillesse, et seulement dans le cas où l'Elu a cessé toute activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à son mandat électoral.

2.4 Fraction représentative pour frais d'emploi :

Le montant de cette fraction est fixé mensuellement à **17 % de la valeur de l'indice brut 1015** soit :

- **632,85 €** (date de la dernière réévaluation du point d'indice de la Fonction Publique).



Ce montant correspond à l'indemnité maximale pour les Maires des communes de moins de **500 habitants**. Celui-ci sera revalorisé dans les mêmes conditions que les indices de la Fonction Publique.

En cas de cumul de mandat, ce montant est fixé, au maximum, à **949,275 €** mensuellement (**majoration de 50 % de 632,85 €**).

2.5 Détermination du montant imposable :

Article 197 du CGI

Décret n°2003-1170 du 08 décembre 2003 (JO, 09/12/2003, p 20 978)

Barème applicable :

BAREME ANNUEL		
REVENU IMPOSABLE EN EUROS (R)	TAUX (T)	CONSTANTE EN EUROS (C)
0 à 5 687	0	0,00
5 687 à 11 344	0,055	312,79
11 344 à 25 195	0,14	1 277,03
25 195 à 67 546	0,3	5 308,23
au delà de 67 546	0,4	12 062,83

Calcul de l'impôt : Le montant de la retenue à la source à opérer se calcule suivant la formule suivante :

$$[(R \times T) - C] = \text{impôt} \quad (R = \text{Revenu imposable en euros} \quad T = \text{Taux} \quad C = \text{Constante en euros})$$

2.6 Option en matière de fiscalisation des indemnités :

Les Elus imposés au titre de leurs indemnités de fonction pourront choisir entre **2 formules de fiscalisation** :

- maintien du système de retenue à la source instauré en 1993,
- système traditionnel de l'impôt sur le revenu.

Dans le cas où l'imposition s'effectue sous forme de retenue à la source, les Elus **peuvent**, malgré tout chaque année, au moment de l'établissement de leur déclaration de revenus, **décider** de réintégrer le montant total de leurs indemnités dans leurs revenus et **inscrire** la totalité des retenues à la source prélevées l'année précédente en **avoir fiscal**.

65. CONTRIBUTION DES COMMUNES EN CONTREPARTIE DES MISSIONS D'AIDE TECHNIQUE A LA GESTION COMMUNALE CONFIEES AUX DDE

Décret n°2002-1209 du 27 septembre 2002 (JO, 29/12/2002, p 16 072)

Arrêté du 27 décembre 2002 (JO, 31/12/2002, p 22 249)

1. Définition de l'assistance technique :

Les communes qui peuvent bénéficier de l'assistance technique de la DDE sont :

- celles dont la population est inférieure à **2 000 habitants** et dont le potentiel fiscal est inférieur ou égal à **1 000 000 €**,
- celles dont la population est comprise entre **2 000 et 4 999 habitants** et dont le potentiel fiscal est inférieur ou égal à **1 500 000 €**,
- celles dont la population est comprise entre **5 000 et 9 999 habitants** et dont le potentiel fiscal est inférieur à **2 500 000 €**,

Les groupements de communes qui peuvent bénéficier de l'assistance technique sont ceux dont la population totale des communes qu'ils regroupent est inférieure à **15 000 habitants** et dont le potentiel fiscal est inférieur ou égal à **1 000 000 €**.

Les syndicats de communes peuvent bénéficier de l'assistance technique prévue si la population totale des communes qui les composent est inférieure à **15 000 habitants** et si la somme des potentiels fiscaux des communes est inférieur ou égale à **1 000 000 €**.

Une convention détermine la nature et le montant de la rémunération de l'assistance technique fournie par l'Etat. La durée de la convention est fixée à un an. Elle peut être renouvelée deux fois, par tacite reconduction. La convention peut être résiliée moyennant un préavis de **six mois**.

L'assistance technique comprend une mission de base complétée, le cas échéant par une ou plusieurs missions complémentaires.

La mission de base de l'assistance technique fournie aux communes et aux groupements de communes est la suivante :

Dans le domaine de la voirie :

- l'assistance à la gestion de la voirie et de la circulation,
- l'assistance, pour l'entretien et les réparations de la voirie, à la programmation des travaux, à la conduite des études, à la passation des marchés de travaux et à la direction des contrats de travaux,
- l'assistance à la conduite des études relatives à l'entretien des ouvrages d'art intéressant la voirie ou liés à son exploitation,
- l'assistance à la définition des compétences à transférer à un groupement de communes.

Dans les domaines de l'aménagement et de l'habitat :

- le conseil sur la faisabilité d'un projet ainsi que sur les procédures et démarches à suivre pour le réaliser.

La mission de base de l'assistance technique fournie aux groupements de communes comprend :

- le conseil pour l'établissement de diagnostics sur l'aménagement du territoire du groupement,
- l'assistance pour l'élaboration de politiques d'intervention en matière d'habitat,
- l'assistance à la mise en place d'un service technique.

Les missions complémentaires susceptibles d'être prévues dans la convention sont les suivantes :

- l'assistance à l'établissement d'un diagnostic de sécurité routière,
- l'assistance à l'élaboration de programmes d'investissement de la voirie,
- la gestion du tableau de classement de la voirie,
- l'étude et la direction des travaux de modernisation de la voirie dont le coût unitaire prévisionnel n'excède pas **30 000 €** (hors TVA) et dont le montant cumulé n'excède pas **90 000 €** (hors TVA) sur l'année.

2. Rémunération de l'assistance technique de la DDE :

- Pour les communes dont la population est comprise entre **1 et 1 999 habitants**. Le montant forfaitaire annuel par habitant dû au titre de la mission de base de l'assistance technique est fixé à **0,75 €**. Ce montant forfaitaire est minoré de **70 %** lorsque la commune a transféré au moins un des domaines de voirie, aménagement et habitat à un groupement de communes.
- Pour les communes dont la population est comprise entre **2 000 et 4 999 habitants**, le montant forfaitaire annuel par habitant dû au titre de la mission de base de l'assistance technique est fixé à **0,75 € du 1er au 1 999 ème habitants** et **2 €** par habitant supplémentaire. Ce montant forfaitaire est minoré de **55 %** lorsque la commune a transféré au moins un des domaines de voirie, aménagement et habitat à un groupement de communes.
- Pour les communes dont la population est comprise entre **5 000 et 9 999 habitants**, le montant forfaitaire annuel par habitant dû au titre de la mission de base de l'assistance technique est fixé à **0,75 € du 1er au 1 999 ème habitants**, à **2 € du 2 000 à au 4 999 ème habitant** et à **5 €** par habitant supplémentaire. Ce montant forfaitaire est minoré de **40 %** lorsque la commune a transféré au moins un des domaines de voirie, aménagement et habitat à un groupement de communes.
- Pour les groupements de communes, le montant forfaitaire annuel par habitant dû au titre de la mission de base de l'assistance technique est de **0,50 €**.

La contribution annuelle du bénéficiaire de la mission de base de l'assistance technique qui sollicite des missions complémentaires est augmentée des pourcentages suivants pour chacune des missions complémentaires rappelées ci-après :

- **5 %** pour l'assistance à l'établissement d'un diagnostic de sécurité routière,
- **5 %** pour la mission d'assistance à l'élaboration de programmes d'investissement de la voirie,
- **5 %** pour la gestion du tableau de classement de la voirie,
- **35 %** pour l'étude et la direction des travaux de modernisation de la voirie dont le coût unitaire prévisionnel n'excède pas **30 000 €** (hors TVA) et dont le montant cumulé n'excède pas **90 000 €** (hors TVA) sur l'année.

66. TVA SUR LES PRESTATIONS DE BALAYAGE DES VOIES PUBLIQUES

Article 279, CGI

Loi de Finances pour 2006, Art 115 (JO, 31/12/2005, p 20 634)

Le taux réduit de TVA à **5,5 %** est étendu aux prestations de balayage de caniveaux et voies publiques dès lors qu'elles se rattachent au service public de voirie communale.

Disposition applicable depuis le 1er janvier 2007.

67. FONDS NATIONAL D'AIDE AU LOGEMENT

Loi de Finances pour 2008, Art 135 (JO, 27/12/2007, p 21 239)

⇒ Les collectivités territoriales étaient assujetties à une contribution sur la totalité des salaires au taux de **0,20 %**. Pour les employeurs privés le taux est de **0,40 %**. Cette contribution passe désormais à **0,40 %** en 2008, elle concerne les employeurs publics de plus de **20 salariés**.

68. AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

Loi de Finances pour 2008, Art 138 (JO, 27/12/2007, p 21 239)

⇒ Les communes et EPCI désirant créer une aire d'accueil pour les gens de voyage peuvent le faire jusqu'au 31 décembre 2008, mais la part de la subvention de l'Etat sera réduite de **70 %** à **50 %** des dépenses engagées.



DISPOSITIONS DIVERSES

69. ACCES AUX REGISTRES D'ENREGISTREMENT

Loi de Finances rectificative pour 2004, Art 99 (JO, 31/12/2004, p 22 552)

Le Maire ou les personnes agissant à sa demande peuvent, sur délibération du conseil municipal, sans ordonnance du juge du Tribunal d'Instance, obtenir des extraits de registre de l'enregistrement clos depuis moins de 100 ans pour les recherches relatives à la dévolution d'un bien de l'article 713 du Code Civil.

70. MONTANT DES FRAIS DE COPIE D'UN DOCUMENT ADMINISTRATIF

Arrêté du 1er octobre 2001, (JO, 02/10/2001, p 15496)

Le montant des frais de délivrance est le suivant :

. page A4 :	0,18 €
. disquette :	1,83 €
. CD ROM :	2,75 €

71. CONTRIBUTION DE RECYCLAGE DES PRODUITS TEXTILES

Loi de Finances pour 2007, Art 69 (JO, 27/12/2006, p 19 659)

Depuis le 01/01/2007, toute personne physique ou morale vendant, sur le marché national, des produits textiles d'habillement, des chaussures ou du linge de maison neufs destinés aux ménages, est tenue de contribuer au recyclage et traitement des déchets issus de ces produits auprès d'organismes prestataires des collectivités locales et EPCI. Elles peuvent aussi, sur la base d'un cahier des charges, mettre en place un système de recyclage et de traitement individuel.

72. PLUS VALUES IMMOBILIERES

Loi de Finances pour 2008, Art 42 (JO, 27/12/2007, p 21 223)

⇒ Les plus values effectuées avant le 31 décembre 2007 sur des biens immobiliers bâtis ou non bâtis vendus à un EPCI ou à un établissement public foncier en vue de cession à un organisme construisant des logements sociaux ne sont pas imposables.

73. TAXES SUR LES SALAIRES

Loi de Finances pour 2008, Art 72 (JO, 27/12/2007, p 21 229)

- ⇒ Les régies personnalisées de l'article L. 1412-2 du CGCT gérant un service public administratif de collectivité territoriale, d'EPCI ou de syndicat mixte sont exonérées de la taxe sur les salaires.

74. BAUX EMPHYTEOTIQUES

Loi de Finances pour 2008, Art 119 (JO, 27/12/2007, p 21 236)

- ⇒ Les constructions de gendarmerie ou de poste de la police nationale approuvées avant le 31 décembre 2007 peuvent faire l'objet d'un bail emphytéotique.

75. CATASTROPHES NATURELLES

Loi de Finances rectificative pour 2007, Art 95 (JO, 28/12/2007, p 21 518)

- ⇒ Les communes disposent d'un délai de 18 mois pour formuler une demande de reconnaissance de catastrophe naturelle à compter de l'événement.
Pour les événements survenus avant le 1er janvier 2007, les demandes doivent être déposées en Préfecture avant le 30 juin 2008.

A decorative graphic consisting of three overlapping squares. The central square is white with a black border and contains the text "TECHNIQUE BUDGETAIRE". The other two squares are also white with black borders, one positioned to the top-left and one to the bottom-right of the central square.

TECHNIQUE BUDGETAIRE

76. RECOUVREMENT DES DETTES PAR LES COMPTABLES DU TRESOR

Loi de Finances rectificative pour 2004, Art 63, 128 (JO, 31/12/2004, p 22 542)

Arrêté interministériel du 13 mai 2005

Convention nationale du 30 novembre 2005 (DGCP / Huissiers)

Décret du 15 novembre 2005 (JO du 18/11/2005, p17 977)

Loi de Finances rectificative pour 2006, Art 115 (JO, 31/12/2006, p 20 261)

Les comptables publics doivent adresser un titre de perception à tout redevable n'ayant pas réglé ses impôts ou redevances à la date de leur exigibilité. A défaut de règlement à réception du titre de perception, une lettre de rappel est envoyée avant notification de poursuites. A défaut de paiement dans les **20 jours** de la lettre de rappel, le comptable peut engager des poursuites aux frais du redevable.

Les comptables perdent tout recours s'ils n'ont engagé aucune poursuite dans le délai de **4 ans** suivant l'émission du titre de perception (ce délai est interrompu par tout acte comportant reconnaissance de la dette par le débiteur).

Le redevable peut s'opposer à l'exécution du titre de perception ou aux poursuites en saisissant la justice.

Le recouvrement des créances par les comptables du Trésor des titres rendus exécutoires peut être assuré par voie d'opposition à tiers détenteur adressée aux personnes physiques ou morales qui disposent des fonds pour le compte du redevable, qui ont une dette envers lui ou qui lui versent une rémunération.

Cette voie d'opposition est possible lorsque l'huissier n'ayant pu recouvrer les sommes, celles-ci sont supérieures à un montant :

- établissements bancaires : **130 €**,
- autres : **30 €**.

Le comptable public notifie l'opposition au redevable en même temps qu'au tiers détenteur.

L'opposition à tiers détenteur emporte attribution immédiate des sommes saisies à la collectivité ou à l'EPCI créancier à concurrence des sommes pour lesquelles l'opposition est pratiquée.

Ces sommes sont reversées dans le délai de **30 jours** suivant la réception de l'opposition par le tiers détenteur sous peine d'application du taux d'intérêt légal.

L'opposition peut s'exercer sur les créances conditionnelles ou à terme, et sont versées aux comptables lorsqu'elles deviennent exigibles.

Lorsqu'une même personne est simultanément destinataire de plusieurs oppositions au nom du même redevable, elle doit en cas d'insuffisance de fonds exécuter ces oppositions en proportion de leurs montants respectifs.

Les comptables du trésor peuvent avoir accès aux informations concernant le redevable.

Lorsque la dette est supérieure aux montants ci-dessus et qu'il y est autorisé, le comptable du trésor peut procéder au recouvrement forcé de la créance, mais il doit, préalablement faire intervenir un huissier pour opérer le recouvrement dans un délai de **50 jours**.

Les frais d'huissier sont réglés par le redevable, ils s'élèvent à **12,55 % HT** des sommes recouvrées avec un plafond de **140 € HT** par dossier.

77. PLACEMENT DES FONDS LIBRES DES COLLECTIVITES

Loi de Finances pour 2004, Art 116 (JO, 31/12/2003, p 22 569)

Décret du 28 juin 2004 (JO, 01/07/2004, p 11 950)

Les collectivités territoriales et leurs EPCI peuvent déroger à la règle du placement obligatoire de leurs fonds auprès de l'Etat pour les fonds qui proviennent :

- de libéralités,
- de l'aliénation d'éléments de leur patrimoine,
- d'emprunts dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de leur volonté,
- de recettes exceptionnelles (indemnités d'assurance perçues au titre d'un dommage subi, dommages et intérêts, recettes provenant de vente de biens tirés de l'exploitation du domaine réalisées à la suite de catastrophes naturelles ou technologiques, les dédits et pénalités reçus à l'issue de l'exécution d'un contrat).

Peuvent faire de même, sur autorisation expresse du TPG, les régies chargées d'un service public à caractère industriel et commercial pour leur trésorerie momentanément excédentaire.

Les placements peuvent porter sur des produits à court ou long terme (de trésorerie ou budgétaire).

Hors le cas d'une délégation donnée au Maire, les décisions de placement sont de la compétence de l'organe délibérant.

Les placements possibles sont :

- valeurs des Etats membres de l'Union Européenne (emprunts d'Etat, bons du Trésor),
- SICAV, Fonds communs de placement constitués exclusivement de valeurs d'Etats de l'Union Européenne ou garantis par eux.

78. REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS AU BUDGET PRIMITIF

Circulaire préfectorale du 13 mars 2003 (Hérault)

La reprise anticipée des résultats de la section de fonctionnement et de la section d'investissement (en déficit reporté ou excédent) doit être entière pour les deux sections.

Il ne peut y avoir de reprise partielle.

Les restes à réaliser doivent être repris pour les deux sections.

79. DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Loi d'Amélioration de la Décentralisation, Art 15 (JO, 06/01/1988, p 212)

Loi du 12 avril 1996, Art 69 (JO, 13/04/1996, p 5 719)

Jusqu'à l'adoption du budget primitif, ou jusqu'au **31 mars**, ou en l'absence d'adoption du budget avant cette date, le Maire peut, sur autorisation du conseil municipal, engager, liquider, mandater des dépenses d'investissement dans la limite du 1/4 des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent (non compris les crédits affectés au remboursement de la dette et pour les crédits de paiement prévus dans une autorisation de programme au titre de l'exercice, dans la limite des crédits autorisés par la délibération du conseil municipal).

L'autorisation du conseil municipal précise le montant et l'affectation des crédits.

Ceux-ci sont inscrits au budget lors de son adoption.

80. DEPENSES IMPREVUES

Loi d'Amélioration de la Décentralisation, Art 16 (JO, 06/01/1988, p 212)

Le conseil municipal peut porter au budget, tant en section de fonctionnement, qu'en section d'investissement, un crédit pour dépenses imprévues.

Ce crédit peut être voté à hauteur de **7,5 %** maximum des crédits correspondant aux dépenses réelles prévisionnelles de chaque section (pour la section d'investissement, il ne peut être financé par l'emprunt).

Inscription budgétaire : Fonctionnement : Article **022** Investissement : Compte **020**

81. MODIFICATION EN JOURNEE COMPLEMENTAIRE

Loi d'Amélioration de la Décentralisation, Art 20 (JO, 06/01/1988, p 212)

Dans le délai de **21 jours** suivant le **31 décembre**, le conseil municipal peut apporter des modifications au budget, permettant d'ajuster les crédits de fonctionnement pour régler des dépenses engagées avant le **31 décembre**, et inscrire les crédits nécessaires à la réalisation d'opérations d'ordre de chacune des sections ou entre les deux sections.

Les délibérations modificatives doivent être transmises au Préfet au plus tard le **26 janvier**, et les mandatements effectués avant le **31 janvier**.

82. PIECES JUSTIFICATIVES DES PAIEMENTS

Décret du 03 avril 2003 (JO, 03/04/2003, p 5 874)

La liste des pièces justificatives à joindre à l'appui des mandats de paiement des marchés publics a été modifiée par le Décret du 03 avril 2003.

83. IMPUTATION COMPTABLE EN SECTION D'INVESTISSEMENT

Circulaire Ministérielle du 1er octobre 1992 (non publiée)

Loi de Finances rectificative pour 1998, Art 47 (JO, 31/12/1998, p 20 116)

Circulaire du 10 juin 1999 (Le Moniteur, Textes Officiels, 08/10/1999, p 412)

Arrêté du 26 octobre 2001 (JO, 15/12/2001, p 19 926)

Peuvent être imputés en section d'investissement les achats de biens meubles constituant des immobilisations au sens de la liste dressée par l'Arrêté du **26 octobre 2001**, même de moins de **500 €**. Toutefois, et dès lors qu'il revêt un caractère de durabilité, une délibération expresse du Conseil Municipal, jointe au mandat de paiement, permet d'imputer le paiement d'un bien de moins de **500 €** en section d'investissement dès lors qu'il ne figure pas sur la liste de l'Arrêté du **26 octobre 2001**. Les dépenses qui ont pour effet d'augmenter la valeur d'un élément d'actif ou d'entraîner une augmentation de sa durée d'utilisation peuvent être imputées en section d'investissement.

84. REGIME DES TITRES DE RECETTES

Loi du 12 avril 1996, Art 70 (JO, 13/04/1996, p 5707)

En l'absence de contestation, le titre de recette émis par la mairie permet l'exécution d'office contre le débiteur. Lorsque celui-ci conteste le bien fondé de la créance devant le Tribunal Administratif, la force exécutoire du titre de recette est suspendue.

Lorsque celui-ci saisit le Juge Judiciaire pour contester la régularité formelle de l'acte de poursuite, ce dernier est suspendu.

Les débiteurs des collectivités disposent d'un délai de **2 mois** pour contester :

- le bien fondé de la créance à partir de la réception du titre ou de la notification d'un acte de poursuite,
- la régularité de l'acte de poursuite à partir de sa notification.

Les titres de recettes sont envoyés par lettre simple, faisant l'objet d'une lettre de rappel en l'absence de paiement à la date limite avant tout acte de poursuite donnant lieu à des frais.

Les délais de prescription sont différents pour l'ordonnateur et le comptable :

- la constatation tardive d'une créance par l'ordonnateur se prescrit soit par la prescription quadriennale des dettes publiques, soit par les prescriptions de droit commun (Code Civil, Art 2227, 2260 à 2281),
- l'action des comptables publics se prescrit par un délai de **4 ans** à compter de la prise en charge du titre de recettes.

Circulaire du 18 juin 1998 (La Gazette des Communes, Textes Officiels, 23 novembre 1998)

Une Circulaire ministérielle encadre les modalités d'établissement des titres de recettes individuels et collectifs des collectivités territoriales.

85. ADMISSION EN NON-VALEUR DES TAXES D'URBANISME

Loi de Finances rectificative pour 1998, Art 50 (JO, 31/12/1998, p 20 116)

Décret n°98-1239 du 29 décembre 1998 (JO, 30/12/1998, p 19 919)

Les comptables chargés du recouvrement :

- de la TLE,
- de la taxe CAUE,
- de la taxe de dépassement de COS, (10)
- de la taxe de dépassement du PLD,

doivent justifier de leur encaissement au **31 décembre** de la quatrième année suivant celle de la délivrance du permis de construire ou du procès-verbal constatant l'infraction.

Ils ne sont dispensés de verser les montants non recouvrés que sur sursis de versement accordé par le Trésorier Payeur Général ou admission en non-valeur prononcée par le Trésorier Payeur Général après avis conforme de la collectivité (l'avis étant réputé favorable à défaut de délibération dans les **4 mois** de sa saisine par le TPG).

La décision d'admission en non-valeur est notifiée à la collectivité.

(10) Le dépassement de COS a été supprimé par la Loi SRU.

86. PAIEMENT PAR CHEQUE

Article 1649 quater B, C G I

Loi de Finances pour 2000, Art 102 (JO, 31/12/1999, p 19 914)

Loi de Finances pour 2001, Art 84 (JO, 31/12/2000, p 21 140)

Loi de Finances pour 2002, Art 113 (JO, 29/12/2001, p 21 074)

Le paiement par chèque est obligatoire pour tout règlement supérieur à **3 000 €**.

Toute infraction à cette règle fait l'objet d'une amende de **15 000 €**.

Toutefois les acomptes peuvent être payés en espèce dans la limite de **457 €**.

87. ENGAGEMENT DES DEPENSES

Art 2242-2 du Code Général des Collectivités Territoriales

Arrêté du 26 avril 1996, (JO, 31/05/1996, p 8 102)

Le Maire tient la comptabilité de l'engagement des dépenses.

Des dépenses peuvent être engagées dans la limite des autorisations budgétaires ou en cours d'année par un engagement spécifique après délibération modificative.

Un état des dépenses engagées non mandatées est établi au **31 décembre** de l'exercice et joint au compte administratif.

La Chambre Régionale des Comptes peut se faire produire les états des dépenses engagées arrêtés en cours d'exercice.

88. AUTORISATION DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

Décret n°97-175 du 20 février 1997 (JO, 27/02/1997, p 3 182)

Les communes de plus de **3 500 habitants**, leurs établissements publics administratifs, les EPCI et syndicats mixtes comprenant au moins une commune de plus de **3 500 habitants** peuvent prévoir des acquisitions ou travaux pluriannuels sous forme d'autorisations de programmes et de crédits de paiements.

Chaque autorisation de programme comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondant et une évaluation des ressources envisagées pour les couvrir.

Les autorisations de programmes et leurs révisions éventuelles sont proposées par le Maire lors du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) et individualisées par le conseil municipal.

Les crédits de paiement correspondant sont inscrits au budget lors de son adoption ultérieure.

89. INFORMATION DES HABITANTS

Loi n°92-125 du 06 février 1992 (JO, 08/02/1992, p 2 064)

Circulaire Ministérielle du 31 mars 1992 (non publiée)

Décret n°93-570 du 27 mars 1993 (JO, 28/03/1993, p 5 195)

Loi de Finances rectificative pour 2005, Art 64 (JO, 31/12/2004, p 22 543)

1. Débat d'orientation budgétaire :

Un débat d'orientation budgétaire doit avoir lieu dans le délai de **2 mois** qui précède le vote du budget dans les communes de plus de **3 500 habitants**, dans les conditions fixées par le règlement intérieur du conseil municipal, ou par la délibération en tenant lieu.

Les budgets votés restent déposés en mairie et mis à disposition du public dans les **15 jours** de leur adoption, le maire doit informer le public par tout moyen de publicité.

2. Données synthétiques :

Pour les communes de plus de **3 500 habitants** les documents budgétaires sont assortis en annexe :

- de données synthétiques sur la situation financière de la commune, qui comprennent les ratios suivants:

- dépenses réelles de fonctionnement/population,
- produit des impositions directes/population,
- recettes réelles de fonctionnement/population,
- dépenses d'équipement brut/population,
- encours de la dette/population,
- dotation globale de fonctionnement/population.

Pour les communes de plus de **10 000 habitants** ces données comprennent les ratios suivants :

- dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement,
- coefficient de mobilisation du potentiel fiscal,
- dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement,
- dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement,
- encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement.

Pour les communes touristiques bénéficiant de concours particulier ces données synthétiques comprennent également :

- le nombre de résidences secondaires.

Pour le calcul des ratios :

- les dépenses réelles de fonctionnement sont le total des dépenses de fonctionnement après déduction des dotations aux amortissements et aux provisions, du déficit de fonctionnement reporté, du prélèvement pour dépenses d'investissement, des travaux d'investissement en régie, des charges des services communs réparties entre services utilisateurs,
- les impositions directes sont le produit des 4 impôts directs locaux déduction faite des attributions du FNPTP et du FDPTP, et des compensations de l'Etat pour les différents abattements et exonérations,
- les recettes réelles de fonctionnement sont le total des recettes de fonctionnement après déduction des réductions de charges, de l'excédent ordinaire reporté, de la contribution des services utilisateurs aux charges des services communs,
- les dépenses d'équipement brut comprennent les acquisitions de biens meubles et immeubles et les travaux en cours,
- le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal est le rapport entre le produit des contributions directes et le potentiel fiscal,
- l'encours de la dette est le cumul des emprunts et dettes à long et moyen terme.

Ces données synthétiques sont portées en annexe du budget primitif et du compte administratif auxquelles elles se rapportent. Les données du dernier compte administratif votées à la date de la présentation du budget primitif sont reportées sur celui-ci.

Pour les établissements publics de coopération intercommunale et pour les syndicats mixtes comprenant au moins une commune de plus de **3 500 habitants**, dotés d'une fiscalité propre, les données synthétiques relatives à la situation financière sont identiques à celles des communes.

Lorsque ces établissements publics ont une population égale ou supérieure à **10 000 habitants**, ils doivent fournir les ratios prévus pour les communes de plus de **10 000 habitants**.

Pour les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes qui comprennent au moins une commune de plus de **3 500 habitants** et qui ne sont pas dotés d'une fiscalité propre, les données synthétiques sont les suivantes :

- dépenses d'exploitation/dépenses réelles de fonctionnement,
- produits de l'exploitation et du domaine/recettes réelles de fonctionnement,
- transferts reçus/recettes réelles de fonctionnement,
- emprunts réalisés/dépenses d'équipement brut,
- encours de la dette.

Pour le calcul des ratios leur définition est identique à celles des ratios des communes :

- les dépenses d'exploitation comprennent les dépenses réelles de fonctionnement, déduction faite des intérêts versés et des transferts versés,
- les produits de l'exploitation sont les recettes provenant de l'activité de l'organisme,
- les transferts reçus sont les remboursements, les subventions de fonctionnement, les participations.

Ces ratios figurent en annexe au budget primitif et au compte administratif de l'EPCI, les données du dernier compte administratif voté à la date de présentation du budget primitif y sont reprises en annexe.

"Ces données font l'objet d'une insertion dans une publication locale diffusée dans la commune".

3. Associations :

Les communes, les EPCI et les syndicats mixtes comprenant au moins une commune de plus de **3 500 habitants**, doivent dresser la liste des concours attribués aux associations sous forme de prestations en nature et de subventions, en indiquant le nom de l'association bénéficiaire, la nature de la prestation ou le montant de la subvention.

Cette liste est jointe au budget primitif et au compte administratif.

4. Consolidation :

Les mêmes collectivités doivent présenter les résultats afférents au dernier exercice connu du budget principal et des budgets annexes de la commune sous forme consolidée.

5. Tableaux de synthèse :

Les mêmes collectivités doivent présenter des tableaux de synthèse des comptes administratifs afférents au dernier exercice connu des organismes de coopération intercommunale dont elles sont membres.

Ces tableaux comportent les informations suivantes :

- la liste des organismes de coopération intercommunale dont la commune est membre, avec indication des compétences déléguées à chacun d'eux,

- le mode et éventuellement le pourcentage de participation de la commune au financement de chaque organisme de coopération,
- la copie de la balance générale du compte administratif de l'organisme de coopération afférant au même exercice (ou à défaut à l'exercice précédent),
- les données synthétiques annexées au compte administratif du dernier exercice connu de l'organisme de coopération.

6. Participation en capital et garanties d'emprunt :

Loi du 12 avril 1996, Art 20, 21 (JO, 13/04/1996, p 5 711)

Les mêmes collectivités doivent présenter le bilan certifié conforme (par un commissaire aux comptes pour les organismes soumis à l'obligation de certification des comptes, par le Président pour les organismes non soumis à l'obligation de certification des comptes) du dernier exercice connu des organismes dans lesquels la commune détient une part du capital, ou au bénéfice desquels la commune a garanti un emprunt ou versé une subvention supérieure à **76 224,50 €**, ou représentant plus de **50 %** du budget de l'organisme.

Une commune peut apporter sa garantie ou sa caution à un emprunt souscrit par une personne de droit privé sous réserve de respecter trois ratios :

- le montant des emprunts garantis pour un même débiteur ne peut dépasser **10 %** du montant total des annuités susceptibles d'être garanties,
- la garantie de la collectivité ne peut porter que sur **50 %** de l'emprunt,
- le montant total des annuités d'emprunts garanties par la commune pour des personnes de droit public et de droit privé, majoré du montant de la première annuité du nouveau concours garanti et du montant des annuités de la dette communale, ne doit pas dépasser **50 %** des recettes réelles de la section de fonctionnement du budget.

La commune peut prendre en charge totalement ou partiellement les commissions dues par les entreprises dont l'emprunt est garanti par un établissement de crédit.

Cette aide ne peut être cumulée avec une garantie ou un cautionnement accordé par la commune.

7. Encours des emprunts garantis :

Ces mêmes collectivités doivent fournir un tableau retraçant l'encours des emprunts garantis ainsi que l'échéancier de leur amortissement.

8. Taxe d'enlèvement des ordures ménagères :

Les communes et les EPCI de plus de **10 000 habitants** ayant institué la TEOM, et qui assurent la collecte des déchets ménagers retracent dans un état spécial annexés aux documents budgétaires :

- le produit perçu de la TEOM,
- les dépenses directes et indirectes du service.

90. MESURES BUDGETAIRES ET COMPTABLES

1. Equilibre budgétaire :

Art 1612-6 et 1612-7 du Code Général des Collectivités Territoriales

L'article 8 de la Loi du 2 mars 1982 prévoit que les sections de fonctionnement et d'investissement du budget doivent être votées en équilibre et que les recettes et les dépenses doivent être évaluées de façon sincère.

La Loi du 22 juin 1994 assouplit cette règle puisque ne seront plus considérés en déséquilibre les budgets dont la section de fonctionnement comporte ou reprend un excédent reporté par décision du conseil municipal ou dont la section d'investissement comporte un excédent, notamment après inscription des dotations aux amortissements et aux provisions exigées.

La Loi permet aussi le financement de la section de fonctionnement par la section d'investissement et notamment, par les produits de la TLE, du versement pour dépassement du PLD, des amendes relatives à la circulation routière, du versement transports en commun.

2. Sincérité du compte administratif :

Loi du 22 juin 1994, Art 7

Circulaire ministérielle du 7 février 1995 (La Gazette des Communes, Textes Officiels, 27/03/95, p 70)

Circulaire Préfectorale du 13 septembre 1995

De l'obligation de tenir une comptabilité d'engagement (art 51, Loi du 6 février 1992) résulte une nouvelle définition des restes à réaliser :

- **Section de fonctionnement** : dépenses engagées non mandatées jusqu'à concurrence entre les crédits ouverts et les crédits consommés ou ayant fait l'objet de mandatements,
- **Section d'investissement** : dépenses reportées en investissement et au titre des restes à réaliser qui doivent être au plus égaux aux dépenses engagées non mandatées,
- **Recettes** : recettes comptablement certaines n'ayant pas encore donné lieu à l'émission d'un titre.

Le résultat de clôture de l'exercice apparaissant à la balance du compte administratif est formé de la différence entre les recettes et les dépenses intervenues, majorée des restes à réaliser.

Le Préfet peut désormais demander la justification du montant et du contenu des restes à réaliser.

3. Vote du compte administratif :

Loi de Finances pour 2001, Art 41 (JO, 31/12/2000, p 21 133)

Il doit intervenir au plus tard le **30 juin** (ancienne rédaction "avant le 30 juin").

4. Reprise des résultats de l'exercice au budget primitif :

Le budget primitif de l'exercice peut reprendre les résultats de l'exercice précédent sous deux conditions :

- le comptable a transmis le compte de gestion avant la date d'adoption du budget primitif,
- l'adoption du compte administratif de l'exercice précédent intervient avant le vote du budget primitif.

5. Absence de vote du compte administratif, défaut de transmission ou de reprise de résultats:

Circulaire ministérielle du 7 février 1995 (La Gazette des Communes, Textes Officiels, 27/02/1995, p 70)

Dans le cas où le compte administratif de la commune n'a pas été transmis dans les **15 jours** de son adoption au Préfet, celui-ci saisit la Chambre Régionale des Comptes, de façon à ce que le conseil municipal puisse reprendre les résultats de l'exercice antérieur au sein d'une future délibération modificative.

6. Rejet du compte administratif :

Lorsque le compte administratif fait l'objet d'un rejet par l'assemblée délibérante, le projet de compte administratif (conforme au compte de gestion) joint à la délibération du rejet est substitué au compte administratif après avis de la Chambre Régionale des Comptes saisie sans délai par le Préfet. Ceci, afin de permettre à la commune d'obtenir le remboursement du FCTVA et le calcul de la contribution des collectivités au SDIS (en proportion des contributions constatées dans le dernier CA connu). Ces dispositions s'appliquent aux communes, départements, régions.

7. Réquisition du comptable public :

Les ordres de réquisition du comptable public devront être transmis au Représentant de l'Etat dans le cadre du contrôle de légalité.

Le comptable public pourra donc refuser un ordre de réquisition en cas :

- d'insuffisance de fonds disponibles,
- de crédits irrégulièrement ouverts,
- de défaut d'imputation,
- d'absence totale de justification du service fait,
- de défaut de caractère libératoire du règlement,
- d'absence de caractère exécutoire de l'ordre de réquisition.

8. Exécution des décisions de justice relatives aux créances :

L'inexécution des créances résultants d'une décision juridictionnelle passée en force de chose jugée permet au Représentant de l'Etat, après mise en demeure, de se substituer à la défaillance de l'autorité locale.

9. Virements magnétiques :

La profession bancaire a pris la décision de facturer les virements papier depuis le 1er janvier 1997. Les communes devront utiliser les virements magnétiques.

Le Trésor Public prendra à sa charge ces virements pour les communes et les EPCI de moins de **1 500 habitants**.

Les communes et les EPCI de plus de **1 500 habitants** doivent soit :

- procéder par virements magnétiques,
- utiliser les services du Trésor Public sur la base d'un coût de **0,61 €** par virement,
- continuer d'émettre des virements papiers facturés **1,83 €** par virement.

10. Responsabilité du comptable public :

Elle ne peut être mise en cause au delà du **31 décembre** de la dixième année suivant celle où il a produit ses comptes auprès de la Chambre Régionale des Comptes ou lorsqu'il n'est pas assujéti à cette obligation celle au cours de laquelle il a produit les justificatifs de ses opérations.

11. Vote du budget :

En 2008, le vote du budget et le vote des taux devra intervenir au plus tard le 15 avril.

12. Rôles des impôts locaux :

Loi de Finances pour 2006, Art 106 (JO, 29/12/2005, p 20 631)

L'administration fiscale est tenue de transmettre aux collectivités locales et EPCI :

- les rôles généraux des impôts directs locaux,
- à leur demande, les rôles supplémentaires d'un montant supérieur à un seuil devant être fixé par le Ministre chargé du budget (en principe **500 €**),
- le montant total des dégrèvements dont les contribuables ont bénéficié (à l'exception de ceux accordés à la suite d'un contentieux),
- le montant des compensations d'exonérations d'impôts,
- la part de DGF.

Ces informations sont portées à la connaissance du conseil municipal dès la réunion qui suit leur communication.

12. Communication d'informations fiscales :

Loi de Finances pour 2006, Art 107 (JO, 31/12/2005, p 20 631)

Loi de Finances rectificative pour 2006, Art 99, 101 (JO, 31/12/2006, p 20 256 et 20257)

Les maires peuvent se faire communiquer des informations relatives à l'impôt sur les spectacles et à la surtaxe sur les eaux minérales. L'administration des impôts peut solliciter l'intervention de tout expert pour l'aider dans ses attributions, elle peut lui communiquer des renseignements destinés à lui permettre de remplir sa mission.

Administration fiscale, communes et EPCI à fiscalité propre, peuvent se communiquer naturellement des informations nécessaires au recensement des bases des impôts locaux.

13. Prise en charge des SPIC et des SPANC :

Loi de Finances pour 2006, Art 91 (JO, 31/12/2005, p 20 629)

Loi de Finances rectificative pour 2006, Art 125 (JO, 31/12/2006, p 20 264)

Peuvent prendre en charge dans leur budget principal, les dépenses des services publics industriels et commerciaux :

- les communes de moins de 3000 habitants et EPCI ne comprenant pas de communes de plus de 3000 habitants pour les services de distribution d'eau et d'assainissement,
- quelle que soit leur population, les communes et EPCI pour **les services publics d'assainissement non collectif** lors de leur création et pour une durée des quatre premiers exercices.

En cas de service délégué, cette prise en charge ne peut excéder le montant des sommes données au délégataire pour sujétions de service public, et ne peut représenter une part substantielle de sa rémunération.

Ces dispositions sont applicables quelque soit la population des communes et EPCI au service public d'élimination des déchets, lors de l'institution de la redevance d'ordures ménagères et pour la durée des **quatre premiers exercices**.

91. INSTRUCTION COMPTABLE M 14

1. Nomenclature fonctionnelle et par nature :

L'instruction comptable M 14 prévoit une présentation budgétaire différenciée qui est la suivante :

- présentation par nature et / ou par fonction pour les communes de plus de **10 000 habitants**,
- présentation par nature accompagnée d'une présentation fonctionnelle pour les communes de **3 500 à 10 000 habitants**,
- présentation simplifiée pour les communes de moins de **3 500 habitants**.

L'instruction M14 modifiée à compter du 1er janvier 1999 la codification fonctionnelle.

N°	Dénomination jusqu'au 31/ 12/ 1998	Nouvelle dénomination à partir du 01/ 01/ 1999
0	Service généraux des administrations publiques locales	Services généraux des administrations publiques locales
1	Enseignement	Sécurité et salubrité publique
2	Culture, vie sociale, sports et loisirs	Enseignement et formation
3	Santé	Culture
4	Interventions sociales	Sports et jeunesse
5	Logements	Santé et interventions sociales
6	Développement local	Familles
7	Environnement et aménagement de l'espace naturel	Logement
8		Aménagement et service urbain, environnement
9	Action économique	Action économique

Décret n° 98-1013 du 9 novembre 1998 (JO, 10/11/1998, 16 954)

Les conseils municipaux peuvent modifier leur choix de vote du budget (nature ou fonction) par délibération modificative d'un exercice sur l'autre.

Pour les communes de 10 000 habitants et plus votant leur budget par fonction, la présentation prévue au 1er alinéa de l'article L.2312-3 du Code Général des Collectivités Territoriales s'effectue au niveau le plus fin de la nomenclature par fonction pour les opérations et les services individualisés.

Pour le budget, la présentation ainsi définie est croisée avec les comptes par nature à deux chiffres. Pour le compte administratif, cette présentation est croisée avec le compte le plus détaillé ouvert dans la nomenclature par nature. Pour les syndicats de communes "à la carte", le budget est voté dans les mêmes conditions. La présentation du budget est complétée par un tableau récapitulatif croisant les comptes par nature et les compétences déléguées par les communes adhérentes, faisant l'objet s'il y a lieu de budgets annexes au budget principal.

2. Amortissements et provisions :

Art L.2321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Deviennent des dépenses obligatoires pour les communes de plus de **3 500 habitants** et pour leurs établissements publics :

- les dotations aux amortissements des immobilisations,
- les dotations aux provisions,
- les dotations aux provisions spéciales constituées pour toute dette financière faisant l'objet d'un différé de remboursement.

Pour les immobilisations acquises depuis le **1er janvier 1996**, les communes doivent prévenir la dépréciation de leur patrimoine.

Seront concernés les seuls biens renouvelables, et non le patrimoine immobilier ou la voirie dont l'évaluation est trop complexe. La durée de vie des immobilisations devra être décidée par le conseil municipal au moment du vote du budget.

Décret n° 98-1012 du 9 novembre 1998 (JO, 10/11/1998, p 16 954)

Tout plan d'amortissement commencé doit être poursuivi jusqu'à son terme, sauf cession, affectation, mise à disposition, réforme ou destruction du bien. Le plan d'amortissement ne peut être modifié qu'en cas de changement significatif dans les conditions d'utilisation du bien. La commune ou le groupement bénéficiaire de la mise à disposition ou de l'affectation poursuit l'amortissement du bien selon le plan d'amortissement initial ou conformément à ses propres règles.

Pour les provisions, la commune doit depuis le **1er janvier 1996** constituer une provision sur les annuités d'emprunts garanties ou cautionnées par ses soins, sauf si elle se couvre contre le risque lié à la garantie d'emprunt accordée, au moyen d'un cautionnement.

La commune pourra se dispenser du cautionnement dans trois cas :

- lorsqu'une provision est effectuée à cet effet,
- lorsque la garantie est accordée pour des opérations d'aide au logement, ainsi qu'à des organismes d'intérêt général,
- lorsque la commune a pris une participation dans le capital d'établissements de crédit ayant pour objet de garantir des concours financiers, ainsi que lorsqu'elle participe à la constitution de fonds de garantie.

La contrepartie des dotations aux amortissements et provisions inscrites en section de fonctionnement constitue une ressource d'autofinancement inscrite en recettes de la section d'investissement.

3. Engagement des dépenses :

Loi ATR, Art 51

Loi n° 92-125 du 06/02/1992, Art 51 (JO, 08/02/1992, p 2 064)

Arrêté du 26/04/1996

Toute dépense doit désormais faire l'objet d'un engagement au minimum au niveau du vote des crédits du budget. L'engagement est fait sur la base du bon de commande, de l'ordre de service ou des dépenses prévisibles. Il peut être prévisionnel si le montant des dépenses est estimatif.

4. Affectation des résultats :

Désormais la prévision d'autofinancement figurant sur la ligne budgétaire **023 (941** pour les budgets votés par fonction) "virement à la section d'investissement" et se retrouvant en recettes d'investissement au compte **021 (919** pour un budget fonctionnel) "virement de la section de fonctionnement" ne s'accompagne d'aucun virement budgétaire tant que les résultats de l'exercice ne sont pas connus.

Le conseil municipal doit avant le **30 juin** constater les résultats de la section de fonctionnement et d'investissement en votant le compte administratif présenté par le Maire.

Le conseil municipal doit ensuite affecter les résultats par délibération modificative :

- lorsque les résultats de la section de fonctionnement couvrent exactement le besoin de financement de la section d'investissement, le conseil municipal affecte l'intégralité des crédits au compte **1068** "Excédents de fonctionnement capitalisés",
- lorsque les résultats de la section de fonctionnement sont supérieurs au besoin de financement de la section d'investissement, le conseil municipal peut affecter la totalité en investissement ou seulement la somme nécessaire et conserver le reste en fonctionnement sur le compte **002** "Excédents de fonctionnement reportés".

- lorsque les résultats de la section de fonctionnement sont inférieurs au besoin de financement de la section d'investissement, le conseil municipal affecte la totalité de ceux-ci en investissement et opte pour un des trois choix suivants au BP ou à la DM1 n + 1 :

- diminuer les opérations d'investissement prévues,
- augmenter l'autofinancement,
- faire appel à l'emprunt.

- lorsque les résultats de la section de fonctionnement sont déficitaires le conseil municipal utilise l'excédent de fonctionnement reporté d'exercices antérieurs, s'il existe (ligne **002**). S'il n'y a pas d'excédent, le déficit de fonctionnement est porté en "déficit de fonctionnement reporté" (ligne **002**).

5. Rattachement des charges et des produits à l'exercice :

Cette procédure est appliquée depuis 1997.

Elle consiste à rattacher à l'exercice des charges ou produits qui ont donné lieu à un service fait mais dont l'enregistrement comptable n'a pas été effectué.

- **Charges** : dépenses qui ont donné lieu à service fait mais dont la facture n'est pas arrivée au 31 janvier (ex : commande de fournitures). Dès la fin de l'exercice un mandat correspondant au montant à rattacher à l'exercice est émis. Lorsque la facture est reçue en n+1 un ordre de paiement est émis à destination du comptable.

- **Produits** : recettes correspondant à des droits acquis dont la date d'échéance est postérieure à la fin de l'exercice (ex : subvention notifiée par arrêté attributif mais non encore versée). Dès la fin de l'exercice un titre de recette est émis pour l'année n. Lorsque la somme est reçue en n+1 un ordre de recette est émis à destination du comptable.

6. Inventaire des immobilisations :

Circulaire ministérielle du 07 novembre 1997

Les collectivités doivent tenir un inventaire de leurs immobilisations depuis le 31 décembre 1999. Chaque bien doit posséder un numéro d'inventaire, qu'il soit amortissable ou non, et figurer sur un "registre des immobilisations".

Principales rubriques du registre :

- pour le recensement des entrées :

exercice budgétaire d'entrée
numéro d'identification
désignation
date d'acquisition
type de bien
compte par nature
numéro de bordereau et numéro de mandat
montant d'acquisition
service utilisateur
lieu d'utilisation

- pour les amortissements et/ou provisions :

type et durée d'amortissement
première année d'amortissement
dotation annuelle d'amortissement
montant cumulé des amortissements
valeur nette comptable
montant de la provision

- pour les sorties :

exercice budgétaire de sortie
n° du bordereau et du titre émis pour la sortie du bien
date de sortie
type de sortie (totale, partielle)
nature de la sortie (réforme, cession)
prix de cession

7. Réforme de la M 14 :

Ordonnance du 26 août 2005 (JO du 27/08/2005, p 13 908)

Décret du 27 décembre 2005 (JO, 29/12/2005, p 20 194)

Circulaire du 31 décembre 2005, non publiée

Plusieurs modifications de l'instruction M 14 ont été décidées :

- Les subventions d'équipement sont qualifiées "d'immobilisations incorporelles" et imputées en investissement (compte 204).
Elles sont amorties (compte 2804) **15 ans**, si elles sont versées à un organisme public, **5 ans** si elles sont versées à une personne de droit privé,
- les provisions réglementées sont supprimées au profit de provisions destinées à couvrir un risque réel. Restent obligatoires, la provision pour litige et contentieux en 1ère instance, les provisions pour garantie d'emprunt, prêts, créances, avances de trésorerie, participation en capital, pour restes à recouvrer sur des comptes de tiers,
- les intérêts courus non échus n'apparaissent plus qu'en dépense de fonctionnement (compte 6611),
- les cessions d'immobilisations sont directement inscrites en recette de la section d'investissement (chapitre 024),
- certaines opérations d'ordre n'apparaîtront plus dans les budgets :
 - les opérations de mise en réforme de biens,
 - les apports en nature de biens,
 - la mise à disposition, concession, affermage de biens ou retour de ceux ci dans le patrimoine de la collectivité.



ANNEXES



STATISTIQUES

*Elles émanent de la DGCL et sont publiées sur le site : <http://www.interieur.gouv.fr>
et sur le site cfmel@cfmel.fr*

